

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

**FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION
ET DE SOCIOLOGIE**

DEPARTEMENT ECONOMIE

**MEMOIRE EN VUE DE L'OBTENTION
DU DIPLOME D'ETUDE SUPERIEURE SPECIALISEE
(DESS)**

EN

« DEVELOPPEMENT LOCAL ET GESTION DES PROJETS »

Thème

**APPROCHE INTEGREE DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA REGION
SUD OUEST DE MADAGASCAR**

Présenté par : RAKOTONDRAZAKA Ladislas Adrien

Etudiant en DESS

« DEVELOPPEMENT LOCAL ET GESTION DES PROJETS »

Sous la direction Pédagogique de :

M. RAVELOMANANA Mamy Raoul

Maître de Conférences à la Faculté DEGS

Chef du département Economie

Sous l'encadrement professionnel de :

M. RANDIMBY Andriambololona Nirina

Master of Business Administration (MBA), Dublin City University

Ancien Directeur du Développement Régional de la Région Sud Ouest

Date de Soutenance : 27 Novembre 2006

Année 2004/2005

REMERCIEMENTS

J'adresse mes vifs remerciements :

- A Monsieur le Président de l'Université d'Antananarivo ;*
- A Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie ;*
- A Monsieur RAMIARAMANANA Jeannot, Maître de Conférences, Directeur des études du DESS Développement Local et Gestion des Projets(DLGP),*

- Je tiens à remercier mon directeur pédagogique, RAVELOMANANA Mamy Raoul, Maître de conférences, Chef du département économie et mon encadreur professionnel, RANDIMBY Andriambololona Nirina, Ancien Directeur du développement Régional de la région Sud Ouest pour leur support ainsi que leur bonhomie.*
- Je remercie également Monsieur TSITOHERY Avison Andre, Chef de Région de la Région Atsimo Andrefana, de par sa fructueuse collaboration et disponibilité pour toute échange relative au développement régional.*

- A tous les membres du jury, les Enseignants du DESS DLGP, les membres du personnel administratif de la FACDEGS. Mes plus sincères et intenses remerciements s'adressent particulièrement à Madame Princia, pour ses services louables et remarquables durant l'étude. D'autre part, je tiens à remercier la Région Sud Ouest, le FID Toliara et tous les étudiants du DESS DLGP promotion 2004/2005 sans qui la réalisation de ce travail aurait été impossible.*

A ma chère épouse NINA qui a accepté de rester seule à Toliara pendant mes études à Antananarivo. A mes fils Mahefasoa et Mathieu, ma chère famille, mon amie Zanatiana avec qui j'ai eu d'intéressantes échanges techniques. A tous ceux qui me sont chers

DEDICACE

*....à toutes les régions qui aspirent du
transfert effectif des pouvoirs et des moyens
pour son développement local.....*

RESUME ANALYTIQUE

L'incidence de la pauvreté dans la région Sud Ouest est élevée de telle sorte qu'il est difficile d'entreprendre des activités de développement en excluant la lutte contre la pauvreté. Le but de la présente étude est de fournir quelques réflexions sur la faisabilité dans la région sud ouest d'une approche intégrée du développement local aussi bien au niveau de la fourniture des services sociaux que dans les activités économiques.

Compte tenu de cette situation, les stratégies de réduction de la pauvreté résident dans l'amélioration des services sociaux de base suivie par le développement du système productif local basé sur la spécificité régionale afin d'atteindre une croissance locale rapide. L'engagement de la région doit être marqué dans la priorisation des programmes sociaux d'éducation, de santé, ainsi que dans des programmes d'infrastructures socio-économiques (eau et assainissement, énergie, transport et communication).

Au niveau du développement social, l'approche intégrée offre une possibilité certaine d'améliorer la fourniture des services sociaux de base. Cette approche consiste à mettre en rapport les différentes approches ci-dessous afin de capitaliser les avantages comparés de chacune, en les complétant par des méthodes tirées des autres approches. Il s'agit :

i) des approches de développement sectoriel décentralisé s'appuyant sur des organisations aux fonctions spécialisées au niveau local, ayant une autonomie opérationnelle attribuée par des politiques de décentralisation ou de délégitation.

ii) des approches de gouvernement local favorisant les institutions politiques et administratives organisées à l'échelle territoriale, ayant une autonomie politique et opérationnelle attribuées par des politiques de régionalisation et

iii) des approches d'appui direct à la communauté, comme celles qui sont fréquemment associées au développement dirigé par les communautés, encourageant le transfert des ressources ainsi que les stratégies pour développer le potentiel de la société civile et le secteur privé qui insistent pour faire des organisations communautaires les

institutions de l'action collective et les interlocuteurs entre les populations et les prestataires de services publics.

Quelques soit les approches du développement local adoptées, les objectifs finaux restent focalisés au développement de l'accès local aux domaines suivants :

- infrastructures publiques ;
- services publics ;
- aux opportunités économiques ;
- au développement du pouvoir d'agir des acteurs locaux ;
- et renforcement de la durabilité des processus de développement local

En ce qui concerne le développement du système de production localisée basé sur la promotion des clusters régionaux, l'appui du secteur public est indispensable pour démarrer les processus par la mise en place d'une politique régionale de développement économique basée sur l'exploitation à des fins commerciales les ressources spécifiques de la région. Cette politique verra normalement au moins les trois volets suivants :

- Appui direct des entreprises
- Structure d'appui en faveur des entreprises
- Soutien à la promotion des clusters

Une fois mise en œuvre, les trois systèmes qui traduisent sur le plan opérationnel de la politique de promotion des entreprises au niveau local, nécessitent un plan de suivi et une actualisation de la politique. C'est un volet important pour éviter le déphasage de la politique avec de la réalité locale, régionale, nationale et internationale. L'intégration de la gouvernance dans ces systèmes est un facteur de succès important. Elle consiste à la mise en œuvre des procédures améliorées et systématiques de suivi, mise en cohérente et évaluation des instruments mis en place au niveau public, tant au niveau du plan lui-même que des décisions publiques susceptibles d'avoir un impact sur l'esprit d'entreprendre et l'entreprenariat en général.

Cette approche de développement local favorise l'émergence des initiatives locales dans la définition, planification, mise en œuvre de toutes actions au niveau du territoire concerné. Elle sera soutenue par des efforts en matière de la bonne

gouvernance dans la gestion des affaires publiques (intégrité, transparence et responsabilité, état de Droit, participation des populations aux décisions), de la décentralisation, de la lutte contre la corruption et de la mise en place des règles juridiques claires qui seront les garants du succès à long terme de l'approche intégrée du développement local.

Enfin, le Gouvernement central, les parlementaires et la région devront aller beaucoup plus en avant en matière de décentralisation, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et d'une stabilité macro-économique. En effet, il serait souhaitable que toutes actions menées dans une région donnée incomberont à la région, depuis sa programmation, sa budgétisation dans la loi de finance jusqu'au suivi et évaluation. Le niveau central assumera le transfert de fonds par une inscription dans la loi de finance aux profils de la région, l'animation, le conseil réciproque, le renforcement de capacité et l'audit.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS

DEDICACE

RESUME ANALYTIQUE iv

TABLE DES MATIERES..... vii

INDEX DES TABLEAUX..... xii

INDEX DES CARTES..... xiii

SIGLES ET ABREVIATION..... xiv

INTRODUCTION1

PARTIE I : CONCEPT ET APPROCHE THEORIQUES DU DEVELOPPEMENT LOCAL..... 4

1.1- Le développement local..... 5

1.1.1- Origines et définition théorique du concept 5

1.1.2- La notion de développement 6

1.1.3- La notion de local 6

1.1.4- Le territoire d'action du développement local..... 6

1.1.4.1. Du macro au micro 7

1.1.5- Le rôle de la Région dans le développement local 7

1.1.6- Nécessité d'un projet collectif local 8

1.1.6.1. Le rôle des acteurs dans le projet collectif..... 8

1.1.6.2. L'appropriation du projet collectif..... 9

1.1.7- Rôle des ressources humaines dans les initiatives locales..... 9

1.1.8- La dynamique locale..... 10

1.1.9- Le réseau dans le développement local 11

1.1.10- Synthèse sur les concepts du développement local 12

1.2- Cadre de Développement local..... 12

1.3- La décentralisation..... 15

1.3.1- Approche de décentralisation annoncée dans le DSRP de Madagascar... 16

1.3.2- Articulation décentralisation et niveau local 17

1.4- Le développement local via l'amélioration de la capacité humaine..... 18

1.5- Le développement local par la promotion du système productif local..... 19

1.6- Contexte du Développement local dans le Sud Ouest.....	21
1.7- Approche intégrée du developpement local	22
PARTIE II : DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDES ET DIAGNOSTIC ..	24
2.1. introduction.....	25
2.2. Choix de la zone d'étude	26
2.3. La méthodologie adoptée.....	27
2.4. Caractéristiques de la Région étudiée.....	29
2.4.1. Présentation de la région.....	29
2.4.2. Typologie sous-régionale.....	31
2.4.2.1. Zone des plateaux calcaires	31
2.4.2.2. Zone des plaines littorales.....	31
2.4.2.3. Zone des basses vallées.....	31
2.4.3. Milieu physique du Sud Ouest.....	31
2.4.3.1. Relief et paysage	32
2.4.3.2. Géologie.....	32
2.4.3.3. Climat.....	32
2.4.3.4. Hydrologie	32
2.4.3.5. Sols et végétation	33
2.4.3.5.1. Sols.....	33
2.4.3.5.2. Végétations	33
2.4.3.6. Conclusion	33
2.4.4. Milieux Humain et social du Sud Ouest	34
2.4.4.1. Effectif de la population	34
2.4.4.3. Caractéristiques des ménages	35
2.4.4.5. Conclusion sur le milieu humain	36
2.4.4.6. Les services sociaux dans la région Sud Ouest.....	36
2.4.4.6.1. La santé	36
2.4.4.6.1.1. Couverture sanitaire.....	38
2.4.4.6.2. L'éducation	38
2.4.4.6.2.1. Taux de scolarisation primaire.....	39
2.4.4.6.2.2. Enseignements spécialisés	39
2.4.4.6.2.3. Enseignement supérieur.....	40
2.4.4.6.3. Situation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.....	40

2.4.4.6.4. Infrastructures socio-culturelles.....	41
2.4.4.6.5. La Sécurité publique dans la région sud ouest.....	41
2.4.4.6.6. Conclusion	42
2.4.5. Activités économiques dans le Sud Ouest	43
2.4.5.1. Secteur agricole.....	43
2.4.5.1.1. Agriculture	43
2.4.5.1.1.1. Caractéristiques globales	43
2.4.5.1.1.1.1. Superficie cultivée	43
2.4.5.1.1.1.2. Types de culture.....	44
2.4.5.1.1.1.3. Exploitations agricoles.....	45
2.4.5.1.1.1.4. Superficies cultivées	45
2.4.5.1.1.2. La production.....	45
2.4.5.1.1.2.1. Les cultures vivrières	45
2.4.5.1.1.2.2. Cultures de rente	49
2.4.5.1.1.2.3. Cultures industrielles	50
2.4.5.1.2. Elevage.....	50
2.4.5.1.3. Pêche et ressources halieutiques	50
2.4.5.1.4. Conclusion	51
2.4.5.2. Secteur Industrie et artisanat.....	52
2.4.5.2.1. Conclusion	52
2.4.5.3. Secteur Minier.....	53
2.4.5.4. Secteur du Tourisme	54
2.4.6. Environnement.....	55
2.4.6.1. L'environnement terrestre.....	56
2.4.6.2. L'environnement marin et côtier	57
PARTIE III : ANALYSE ET FAISABILITE DE L'APPROCHE INTEGREE	
DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA RSE.....	59
3.1. Approche intégrée du développement local dans la RSE	60
3.1.1. Les conditions d'une approche intégrée de développement local	60
3.1.2. Analyse des conditions communes des deux secteurs dans la RSE	62
3.1.2.1. Analyse de la réalité locale en matière de décentralisation	62
3.1.2.2. Analyse de la réalité locale sur le lien décentralisation-	
déconcentration.....	63

3.1.2.3. Analyse de la réalité locale sur le transfert de fonds et sur la responsabilisation locale	64
3.1.2.4. Analyse de la réalité locale sur la gouvernance et la lutte contre la corruption.....	67
3.1.3. Analyse de l’approche intégrée du développement local dans le secteur social	68
3.1.3.1. L’approche de soutien communautaire.....	68
3.1.3.1.1. Analyse des volets de l’appui direct des communes du FID	69
3.1.3.1.1.1. Programmation Annuel d’Investissement (PAI).....	70
3.1.3.1.1.2. Gestion financière	71
3.1.3.1.1.3. Passation des marchés.....	71
3.1.3.1.1.4. Qualité de prestation de service	71
3.1.3.1.1.5. Gouvernance locale.....	72
3.1.3.1.1.6. Conclusion	73
3.1.4. Analyse de l’approche intégrée du développement local dans le secteur économique.....	74
3.1.4.1. Les principaux problèmes des activités économiques de la région ...	75
3.1.4.1.1. Le secteur agricole	75
3.1.4.1.2. Le secteur industrie et artisanat	76
3.1.4.1.3. Le secteur minier	76
3.1.4.1.4. Le secteur du tourisme	77
3.1.4.2. Analyse et conclusion de la réalité locale en matière de promotion du système de production localisée.	77
3.1.4.3- Recommandations pour la promotion du système de production localisée.	78
3.1.4.4. Lancement du processus de développement local au niveau régional	79
3.1.4.5. Le développement local via la promotion du système productif local	79
3.1.4.5.1. Système Productif Local (SPL)	79
3.1.4.5.2. Le cluster : Origine et définition.....	80
3.1.4.5.3. Caractères d'un cluster	81
3.1.4.5.4. Conditions pour qu'un cluster soit un instrument de développement local	82

3.1.4.6. Quelle politique régionale de soutien aux clusters ?.....	82
3.1.4.6.1. Appui direct des entreprises.....	83
3.1.4.6.2. Structure d'appui en faveur des entreprises.....	85
3.1.4.6.3. Soutien à la promotion des clusters	86
3.1.4.6.4. Intégration des approches du développement local	87
3.1.4.6.4.1. Analyse croisée de la liaison des approches sectorielles avec celles de soutien direct :.....	88
3.1.4.6.4.2. Analyse croisée de la liaison des approches sectorielles avec les approches de gouvernement local :	88
3.1.4.6.4.3. Analyse croisée de la liaison des approches de soutien direct avec celles de gouvernement local :	89
3.1.4.6.4.4. Conclusion	91

CONCLUSION GENERALE.....92

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

INDEX DES TABLEAUX

NUMERO	TITRES	PAGE
Tableau 1 :	Répartition de la superficie par district.....	30
Tableau 2 :	Couverture sanitaire du District.....	38
Tableau 3 :	Répartition de la superficie cultivée	44
Tableau 4 :	Niveau d'autosuffisance en riz	47
Tableau 5 :	Les aires protégées dans la région de Toliara	56
Tableau 6 :	Évaluation de performance de l'appui direct de 10 communes étudiées...	69

INDEX DES CARTES

NUMERO	TITRES	PAGE
Carte n°1	: ...Carte de localisation de la région Sud Ouest	29
Carte n°2	: ...Carte infrastructures sanitaires de la région Sud Ouest	37
Carte n°3	: ...Carte infrastructures de sécurité et de communication de la région Sud Ouest.....	42
Carte n°4	: ...Carte de problématique environnementale de la région Sud Ouest.....	58

SIGLES ET ABBREVIATION

AUE	Association des Usagers de l'Eau
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CC	Conseil Communal
CDC	Comité de Développement Communal
CEG	Collège d'Enseignement Général
CHD	Centre Hospitalier de District
CSB	Centre de Santé de Base
DESS	Diplôme d'Etude Supérieure Spécialisée
DLGP	Développement Local et Gestion des Projets
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EPP	Ecole Primaire Publique
FACDEGS	Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie
FER	Fonds d'Entretien Routier
FID	Fonds d'Intervention pour le Développement
FRAM	Fikambanan'ny Ray Aman-dreny ny Mpianatra,
IMF	Institution de Microfinancement rural
INSTAT	Institut National de la Statistique
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAI	Programmation Annuel d'Investissement
PDC	Plan Communal de Développement
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RSE	Région du Sud Ouest
SPL	Système Productif Local
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UPDR	Unité Politique de Développement Rural
ZDRI	Zone de Développement Rural Intégrée

INTRODUCTION

Madagascar connaît de fortes disparités géographiques, culturelles et économiques. D'une superficie de plus de 587 000 km², elle présente des contrastes entre les Hautes terres centrales et les régions basses périphériques. Classé 150^{ème} sur 177 selon le PNUD en 2004¹, Madagascar doit affronter le défi de la pauvreté. La pauvreté à Madagascar



Source : photo prise par R.L. Adrien

représente un phénomène ancien et à certaines périodes accéléré. Des politiques avaient déjà été entamées à la fin des années 80. Conçues sous forme de mesures ciblées pilotées d'une façon centralisée, en réaction avec les effets pervers de l'ajustement structurel, elles étaient restées sans impacts sur la pauvreté d'ensemble, dont le taux au cours de la même période (80-93) passait de 47 à 70%. De 1993 à 2001, la situation de la pauvreté a pourtant connu un début d'amélioration, mais surtout perceptible en milieu urbain, le milieu rural qui constitue de la majorité des malgaches n'ayant pas cessé de s'appauvrir. La crise de 2002 a stoppé cette dynamique et provoqué une récession (-12,7%), avec un début de reprise en 2003, sans cependant rattraper les chiffres de 2001. De plus, la pauvreté est inégalement répartie entre milieu urbain et milieu rural : on dénombre 80,1% de pauvre en zone rurale et 51,8% en zone urbaine, contre 73,6% en moyenne nationale. Ces résultats étant relativisés en fonction de l'éventail des situations provinciales et surtout du fort différentiel avec Antananarivo.

Dans ce contexte, c'est autour de la lutte contre la pauvreté et le redressement institutionnel du pays que doivent se mobiliser et se rassembler les efforts. Les schémas de développement pré-établis, téléguidés ne sont plus de mises aussi bien de l'extérieur vers l'intérieur du Pays que du niveau central vers les niveaux infrarégionaux à l'intérieur du Pays. Cette volonté est affirmée dans le DSRP comme quoi « *la mise en œuvre de la décentralisation effective est un moyen d'ancrage et d'appropriation du développement par la population à la base ; elle sera accompagnée d'une bonne déconcentration, respectueuse de la valeur de la société traditionnelle «fokonolona».* C'est dans ce cadre que le Gouvernement devrait initié la déconcentration correspondante à la décentralisation des pouvoirs de décision et de gestion qui

¹ Ministère de la décentralisation et de l'aménagement du territoire, Etude de faisabilité d'un fonds de développement local, Madagascar, mai 2005

responsabilisera davantage les acteurs locaux du développement et permettra la formulation des politiques à partir de la base.

L'accent mis sur la décentralisation s'accompagne souvent d'une référence implicite au local, donc action initiée et fournie à la base. Ce qui fait référence au développement local. Le développement local renvoie lui-même aux dimensions locales d'une part du développement des communautés et d'autre part du développement des phénomènes de développement économique et notamment à la promotion du système de production localisée.

L'approche intégrée de développement local objet principal de l'analyse du présent document offre une possibilité certaine d'atteindre des objectifs de croissance rapide suivie d'amélioration des services sociaux de base. Cette approche consiste à mettre en rapport les différentes approches ci-dessous afin de capitaliser les avantages comparés de chacune, en les complétant par des méthodes tirées des autres approches. Il s'agit :

i) des approches de développement sectoriel décentralisé s'appuyant sur des organisations aux fonctions spécialisées au niveau local, ayant une autonomie opérationnelle attribuée par des politiques de décentralisation ou de délégation.

ii) des approches de gouvernement local favorisant les institutions politiques et administratives organisées à l'échelle territoriale, ayant une autonomie politique et opérationnelle attribuées par des politiques de régionalisation et

iii) des approches d'appui direct à la communauté, comme celles qui sont fréquemment associées au développement dirigés par les communautés, encourageant le transfert des ressources ainsi que les stratégies pour développer le potentiel de la société civile qui insistent pour faire des organisations communautaires les institutions de l'action collective et les interlocuteurs entre les populations et les prestataires de services publics.

La méthodologie adoptée consiste à connaître d'abord les revues théoriques du développement local puis la description suivie de diagnostic de la région Sud Ouest,

pour bien maîtriser les problématiques qui freinent le développement socio-économique de la région. Enfin, à chaque problème sectoriel identifié, il sera indiqué des stratégies dont la mise en œuvre nécessite une approche intégrée de développement local.

Avant d'aborder chaque secteur, il sera défini les conditions nécessaires pour le bon fonctionnement d'un développement local dans une approche intégrée. Ces conditions seront confrontées avec la réalité locale. Le résultat de cette analyse permettra de définir une série de recommandation afin d'améliorer la fourniture des services sociaux de base et le développement économique par la promotion des clusters dans cette région.

La mise en oeuvre de l'approche intégrée demande l'adoption d'une vision globale intégrant aux activités techniques, la décentralisation, la bonne gouvernance, le renforcement de capacité et la lutte contre la corruption crédible à tous les niveaux et sans distinctions.

Ainsi, le présent document est subdivisé en trois grandes parties suivantes :

Partie I : Concept et approche théoriques du développement local

Partie II : Description de la zone d'études et diagnostic

Partie III : Analyse et faisabilité de l'approche intégrée du développement local dans la RSE

**PARTIE I : CONCEPT ET APPROCHE THEORIQUES DU
DEVELOPPEMENT LOCAL**

PARTIE I: CONCEPT ET APPROCHES THEORIQUES DU DEVELOPPEMENT LOCAL

1.1- LE DEVELOPPEMENT LOCAL

1.1.1- Origines et définition théorique du concept

C'est vers la fin des années '50 que prend forme la théorie du développement endogène, par John Friedmann et Walter Stöhr. C'est une approche volontariste, axée sur un territoire restreint, qui conçoit le développement comme une démarche partant du bas, privilégiant les ressources endogènes. Elle fait appel aux traditions industrielles locales et insiste particulièrement sur la prise en compte des valeurs culturelles et sur le recours à des modalités coopératives. Le développement local possède une référence politique et économique qui prend son essor avec les politiques de décentralisation.

Cette expression " développement local " utilisée depuis quelques décennies en Europe(France, Italie, etc.), est d'un usage récent en Afrique Noire et à Madagascar, usage largement impulsé du Nord, qui tend à supplanter celle de " gestion de terroirs " sans qu'il s'agisse en tout point de la même réalité.

Le couplage des deux termes " développement " et " local " appelle l'articulation de deux caractéristiques essentielles : la durée qui doit marquer toute démarche de développement, et l'espace, c'est-à-dire le territoire local concerné par cette démarche. Il existe une multitude de définition accordée au développement local, suivant le domaine de préoccupation de son auteur, entre autres : *" une intervention structurée, organisée, à visée globale et continue dans un processus de changement des sociétés locales en proie à des déstructurations et des restructurations "2.*

"C'est une démarche volontaire d'acteurs se réunissant sur un territoire à taille humaine pour envisager l'avenir de leur territoire. Cela en perspective avec d'autres niveaux d'administration et d'autres échelons politiques de la nation. C'est une vision du local dans le global, qui voit le territoire comme un système en relation avec d'autres systèmes et d'autres acteurs. Les acteurs œuvrant à l'amélioration des conditions de vie de leur territoire, ce qui passe, notamment, par le développement et l'emploi."3

² Jacqueline Mengin dans le Guide du Développement Local, l'Harmattan, 1989.

³ Un chargé de mission auprès du Comité de Liaison des Bassins d'emploi - CLCBE

"Le développement local est la contribution qu'un petit territoire apporte au mouvement général du développement, en termes de plus-value économique, sociale, culturelle, spatiale. C'est un produit de nature globale instrumenté par le projet de territoire d'une équipe, articulé autour d'initiatives économiques et écologiques."

1.1.2- La notion de développement

Au-delà de sa dimension économique, sociale, culturelle, spatiale et durable, le développement est souvent interprété comme un **processus de transformation** qui accompagne la **croissance** dans une évolution à **long terme**. Ce processus est étroitement lié au concept de **progrès**.

1.1.3- La notion de local

Elle repose sur la notion de territoire, et les polémiques sur l'échelle de pertinence d'un territoire sont riches, car elles ont plusieurs entrées:

- le découpage administratif,
- l'appartenance identitaire, qui peut entrer en conflit avec "l'espace vécu"
- le champ d'action, autour d'une coalition d'acteurs du développement
- le système ouvert, qui porte à dire que « l'action ne s'exerce pas sur le territoire, elle le crée ».

1.1.4- Le territoire d'action du développement local

A Madagascar comme par ailleurs, nombre de plans d'aménagement et de projets de développement sont décidés de l'extérieur en fonction d'un prêt obtenu des bailleurs de fonds pour un territoire défini. Dans ce cas, plans et projets peuvent produire des effets matériels bénéfiques, mais on peut douter que ces effets soient durables dans la perspective d'un développement à long terme, progressivement maîtrisé par la population. La tentation est souvent de s'appuyer sur les délimitations administratives.

Quitte à retarder le démarrage du processus, la voie souhaitable serait plutôt d'initier le développement local dans des territoires correspondant à un espace de solidarité, dans lequel les habitants ont une histoire commune, à laquelle ils sont attachés individuellement et collectivement, dans lequel enfin ils ont envie de construire

un avenir commun. L'expérience montre que c'est une condition nécessaire à la pérennité d'une telle démarche, même si elle ne paraît pas suffisante.

1.1.4.1. Du macro au micro

Les profondes modifications de l'économie mondiale et notamment des formes que prend la compétitivité renversent les modes de production: c'est désormais la demande du marché qui est à l'origine de l'organisation de la chaîne productive. Le maître mot n'est plus la programmation mais la flexibilité, que les réseaux souples de petites unités de production ou les pôles de développement intégré semblent mieux à même de porter que les macro-unités. Quand la crise touche des régions dont l'économie est caractérisée par la mono-activité, c'est tout le tissu social qui s'effondre.

En réaction à ces données économiques, le développement local, c'est-à-dire la recherche d'un équilibre local par le biais d'une certaine auto-suffisance qui s'appuie sur la diversification et l'intégration des activités, peut être vu comme une réponse efficace.

La crise amène à privilégier le plan local par rapport au plan national et rencontre sur le terrain des poussées sociales, culturelles et identitaires. Le local s'approprie en quelque sorte le développement pour en faire un concept et une pratique globale, une stratégie territoriale intégrée, solidaire, durable.

1.1.5- Le rôle de la Région dans le développement local

La Région est un des échelons territoriaux du découpage juridique de l'espace national. Elle joue un rôle primordial dans la planification et dans l'aménagement du territoire. Leur impact sur le développement local est réel. La région s'affirme dans les faits comme l'échelon de référence du développement industriel, comme niveau administratif de coordination et d'action. L'intervention économique locale est donc considérée comme étant de la compétence de la région, à laquelle les districts et les communes auront vocation à s'associer.

Entre les enjeux nationaux et les réalités locales, la planification appuie les leviers locaux du développement, en faisant participer les acteurs locaux à l'élaboration du plan régional, et en aidant à la formulation de projets de développement local. Le contenu du contrat de plan répond à la volonté de traiter des problèmes de développement, même si cela ne correspond pas tout à fait à la distribution juridique des compétences. Vers le haut, la région est le niveau de référence des politiques nationales

actuellement. Vers le bas, elle peut constituer le niveau de cohésion des projets infrarégionaux et permettre d'articuler et de donner un sens commun à des initiatives multiples opérées dans la commune.

1.1.6- Nécessité d'un projet collectif local

Il n'y aurait donc pas de développement local sans une volonté populaire et une démarche collective sur et pour un espace. Cette volonté consciente ou latente correspond à la capacité de l'ensemble des habitants quels que soient leur position sociale et leur degré de responsabilité à élaborer et mettre en œuvre un projet collectif en rapport direct avec leurs aspirations, leurs besoins et bien sûr les ressources locales. Un tel Projet, souvent implicite au départ, et par nature endogène, doit être à l'évidence évolutif et constamment adaptatif, ce qui suppose d'en garder la maîtrise et d'évaluer régulièrement l'adéquation entre ses résultats et ses orientations.

Ainsi le projet est global, concernant toutes les dimensions de la vie collective, aussi bien culturelles qu'économiques, même si les actions mises en œuvre à un moment donné sont nécessairement sélectives et reste en général dans le domaine de l'infrastructure sociale et productive. En cela, il s'oppose à une démarche exclusive, sans cohérence, de projets successifs, élaborés à l'extérieur d'un territoire pour le court ou moyen terme, et généralement très sectoriels. Ces projets exogènes ne sont cependant pas à rejeter globalement; leur utilité durable est fonction de leur intégration à un projet global, et donc de la maîtrise exercée par la population concernée.

1.1.6.1. Le rôle des acteurs dans le projet collectif

Devant cette multitude d'expériences, il ne faudrait toutefois pas penser que la volonté populaire à l'origine d'un projet collectif global est un ensemble cohérent, spontané, s'exprimant et agissant en tant que tel. Dans une grande majorité des cas, il y a une personne ou une équipe qui, ayant l'intuition de porter des aspirations de cette volonté collective, va jouer, au moins à l'origine, un rôle d'initiateur, de médiateur de la mise en œuvre progressive du projet.

Et puis les multiples facettes, parfois contradictoires, de la volonté populaire vont également s'exprimer et se confronter à travers la diversité des responsabilités et des groupes structurés au sein de cette population : des élus, des collectivités

territoriales, les associations, les organisations à caractère professionnel (notamment les organisations paysannes), etc. Les intervenants extérieurs (administrations, bailleurs de fonds, consultant...) ont également un rôle essentiel, au moins dans les premières étapes de la démarche de développement.

1.1.6.2. L'appropriation du projet collectif

Le développement local ne peut être durable sans une appropriation dont le signe est le développement de la faculté d'expression de toutes les composantes de la population. Toute fois, divers facteurs peuvent s'opposer à cette appropriation :

- la captation durable du pouvoir pour les mêmes responsables,
- le rôle excessif des intervenants;
- l'influence de consultant ou l'organe facilitateur drainant l'option de la population dans sa spécialisation (exemple : environnement, infrastructure, etc.);
- le manque de résultats concrets, notamment économiques, entraînant le découragement de la population directement concernée

1.1.7- Rôle des ressources humaines dans les initiatives locales

Les ressources humaines sont aussi primordiales que les moyens financiers, même si ceux-ci s'avèrent indispensables. C'est le projet maîtrisé qui doit décider de la progressivité des actions et des besoins de financement, et non la manne extérieure qui doit dicter les priorités du développement local. Dans la majorité des cas, la volonté collective a peu d'effet sur le développement local si elle reste cantonnée sur le terrain idéologique sans s'investir humainement et financièrement par une part, même minime, d'autofinancement. Cette situation est loin d'être le cas de la région étudiée surtout quand on jette quelques regards sur la réalisation du PSDR à travers le groupement constitué !. Au début de l'exécution du PSDR, des groupements se sont constitués parce que l'argent du projet ne sera pas décaissé que par ce canal. Donc, aucune garantie des acteurs en terme de motivation. Mais localement, deux conditions paraissent aussi essentielles pour une démarche durable et crédible pour la population : (i) le choix et la réalisation de premières actions concrètes, à la fois symboliques et porteuses d'avenir

(quelques emplois temporaires et durables créés sur un territoire donnent confiance), (ii) l'incitation permanente à l'imagination et à la créativité des groupes sociaux et des individus, y compris dans le domaine économique.

1.1.8- La dynamique locale

La dynamique locale est un investissement dans la coopération, le dialogue, ce que l'on appelle aussi l'investissement immatériel. Il nous amène à considérer la dynamique locale sous la forme d'un cycle en sept étapes⁴:

Perte de sens, Plusieurs "verrous du développement" peuvent y contribuer: les questions géographiques ou physiques, l'existence de groupes de pression fortement constitués, une expérience négative du passé, un "vide social" ou un "vide d'initiative", des conflits d'ordre culturel. Donc, des personnes ou des groupes dans une société locale doivent avoir la volonté de modifier la situation, de changer les choses. Cela suppose d'avoir conscience d'un problème, d'un manque, d'un déficit.

Vision alimentée par l'extérieur, Il suffit parfois qu'un entrepreneur revenant chez lui après une expérience professionnelle ou académique à l'extérieur partage ses questions sur l'avenir de son territoire. A la lumière de son expérience et selon son degré de conviction, il décide de s'impliquer au niveau local avec un autre regard, un esprit critique, un désir de changement.

Impulsion concrète, L'éveil de l'esprit critique, appuyée par un diagnostic des besoins locaux pour l'avenir, doit alors trouver des moyens d'action concrets. Cette impulsion concrète peut provenir soit d'appels d'offre publics ou privés donnant lieu à des aides financières substantielles, soit d'actions locales d'intérêt général (l'organisation d'une braderie annuelle, d'un appel au bénévolat, etc.)

Pédagogie du développement, La pédagogie du développement repose sur un principe de pondération fondé sur l'écoute, le respect et la confiance, la compréhension et l'adaptation, la transparence et le souci de communication, la remise en cause personnelle et sociale, une nécessaire impulsion forte. Une double logique est à la source de cette pédagogie: le partenariat de gestion, né de la nécessité de coordonner l'organisation

⁴ source : Le développement local: réflexion pour une définition théorique du concept, par *Katalyn Kolosy*. [Inter - Réseaux](#) , pour plus d'informations, contacter: Inter – Réseaux 32 rue Le Peletier 75009 Paris

concrète d'une dynamique locale et le partenariat d'animation qui vise plus la construction d'un projet de société.

Enjeux partagés, L'ouverture, l'élargissement du partenariat local se motive par une quête de légitimité, la recherche de consensus pour éviter les oppositions au sein du territoire, la recherche d'une extension du champ de compétences et des sensibilités. Plus les enjeux sont partagés, plus la dynamique sera renforcée dans la durée et ses effets ressentis par l'ensemble de la population concernée.

Institutionnalisation, c'est une conséquence mécanique du processus. Les enjeux partagés signifient que les gens s'identifient à la dynamique locale et l'intègrent dans leurs stratégies individuelles et collectives. Le processus n'est plus remis en question, il fait partie du quotidien, il s'institutionnalise de manière informelle dans un premier temps, plus formellement quand il est ensuite repris dans les dispositifs de programmation politique au niveau infrarégional, voire de planification au plan régional et national.

Transfert des centres d'intérêt, La dynamique locale, entérinée par l'échelle administrative, devient une opportunité d'innovation qui s'inscrit dans le contexte élargi d'institutions supérieures. Il servira les zones d'influence des administrations responsables.

1.1.9- Le réseau dans le développement local

Au sein d'un territoire, l'approche en réseau se caractérise par le renforcement mutuel des stratégies d'acteurs sous la forme de partenariats locaux.

Trois types de partenariats locaux peuvent exister:

- **un partenariat créé à l'initiative des personnes**, individuellement. Participation le plus souvent militante, généralement ancrée dans une identité très forte, tissant peu à peu les bases d'une citoyenneté rénovée.
- **un partenariat créé à l'initiative d'entreprises** ou plus généralement d'organismes professionnels qui revendiquent une place privilégiée dans les décisions économiques
- **un partenariat créé à l'initiative des pouvoirs publics** - locaux ou non - qui suppléent à une initiative privée rare ou défaillante.

Les processus d'approche en réseau - mise en place d'une pédagogie de la négociation, laboratoire d'intégration multisectorielle, création de savoir-faire, passerelles vers la R&D, essaimage vers d'autres territoires - deviennent des champs d'investigation propres au développement local et constituent ce que l'on peut désormais appeler la pédagogie du développement.

1.1.10- Synthèse sur les concepts du développement local

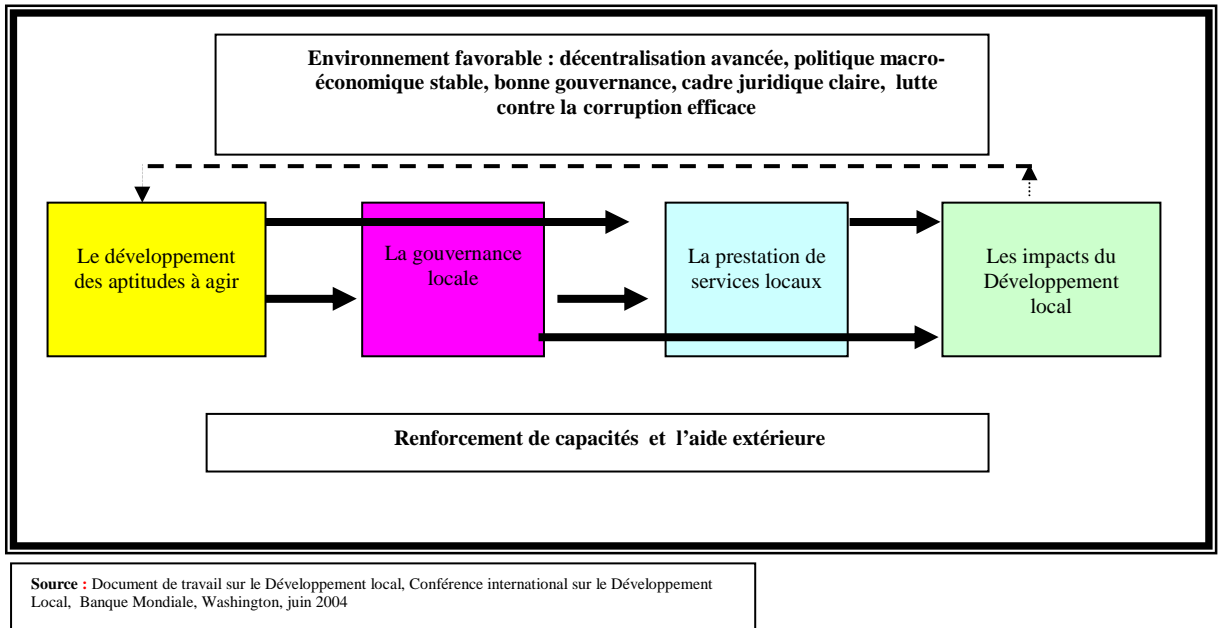
Deux grands courants semblent se dégager de la multiplicité des définitions sur le développement local. Un premier courant est celui qui renvoie à l'analyse systémique. L'action est le lieu d'apprentissage de la concertation. Un deuxième courant relève d'une certaine conception de la solidarité qui indique l'action comme le lieu de mise en oeuvre de principes et de valeurs.

L'approche systémique met l'accent sur le rôle des institutions et sur le partenariat public-privé tandis que l'approche solidaire s'intéresse plus au rôle de l'initiative par le bas, qui s'appuie sur des formes de négociation paritaires, non pilotées par les pouvoirs publics.

Donc, le concept de développement local repose sur un acquis théorique pluridisciplinaire. Les conduites et les actions qui s'y réfèrent tentent de rapprocher la société civile et les autorités locales. Plus qu'un concept, le développement local est un processus d'apprentissage organisationnel, une praxis collective.

1.2- CADRE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

Un cadre de développement local comprend des éléments internes tels que le développement des aptitudes à agir, la gouvernance locale et la prestation de services. Les éléments externes comprennent un environnement porteur et un appui extérieur au développement local. L'ensemble de ces éléments constitue les fondations institutionnelles de la réussite des impacts de développement durable au niveau local.



1.2.1. Le développement des aptitudes à agir renforce les opportunités et les capacités de faire et d'exprimer des choix et de transformer ces choix en actions et en résultats. L'aptitude des personnes à participer à la prestation de services et à la gouvernance locale n'est pas seulement déterminée par leurs ressources individuelles (argent, informations, compétences, etc.) mais aussi par le capital social qui fournit la base permettant à l'action collective de répondre à leurs préoccupations communes.

1.2.2. La gouvernance locale est la façon dont l'autorité est organisée, légitimée et employée par et au nom de la population locale à travers les processus de planification, de prise de décision et de responsabilisation. La gouvernance locale ne concerne pas seulement les autorités locales et autres organismes du secteur public, mais aussi une diversité d'institutions communautaires (FRAM, AUE, etc.) de secteur privé et de la société civile par le biais desquelles les populations et les entreprises s'organisent pour agir collectivement.

1.2.3. Les systèmes de prestation de services locaux : ils comprennent le secteur public, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et communautaires ; et ils mobilisent et gèrent les ressources, et produisent des installations et des services publics. Certaines ressources pour la prestation de services sont mobilisées localement tandis que d'autres sont fournies par des transferts vers des organisations locales, aussi bien gouvernementales que communautaires. La

mobilisation pour financer le développement local est une fondation importante pour une gouvernance et un développement durables des aptitudes ainsi que pour la prestation de services. Dans sa phase première, cette mobilisation des revenus locaux se manifeste dans la fourniture d'apport bénéficiaire à un projet communautaire local et d'apport aux investissements productifs des entreprises puis se développe pour arriver à terme à la prise en charge complète des investissements aussi bien sociaux qu'économique dans le territoire d'action du gouvernement local.

1.2.4. Un environnement favorable au développement local comprend les institutions formelles telles que les lois, les politiques et les systèmes organisationnels, de même que des institutions informelles telles que les valeurs, les normes et les pratiques sociales qui influent sur les décisions et les comportements des personnes. Cet environnement ne se limite uniquement au niveau local car des paramètres nationaux influents au développement des actions au niveau locales, entre autres, les politiques macroéconomiques (politiques budgétaire, monétaire, commerciale et politique de change) visant à assurer la stabilité macro-économique. Elles sont susceptibles d'affecter le développement local.

1.2.5. Un appui extérieure au développement local comporte la fourniture aux acteurs locaux - y compris les organisations publiques et privées, non gouvernementales et communautaires - de ressources telles que le financement, la formation, échange d'expérience, l'assistance technique et l'information. Un exemple de ce transfert de ressources vers les organisations locales est pratiqué par le FID envers les acteurs locaux (commune, Société civile et association des bénéficiaires).

1.2.6. Les impacts du développement local comprennent non seulement les améliorations du bien-être économique et social de la population, mais aussi l'accumulation du capital local économique, social et humain.

Au vu de la définition du développement local, nous avons constaté que la notion de territoire et de décentralisation est impliquée dans le processus de mise en œuvre des actions au niveau local. En effet, il serait nécessaire de décrire leurs liens et interactions afin de pouvoir maîtriser les facteurs de succès d'une approche intégrée de développement local.

1.3- LA DECENTRALISATION

Par définition, la décentralisation est d'abord considérée comme « un principe fondamental d'une réforme de l'action et des finances publiques, visant à améliorer l'efficacité et l'efficience de la fourniture et du financement des services publics, ou plus précisément des biens publics »⁵. Elle est l'une des formes du retrait de l'Etat d'un certain nombre de fonctions, qui s'inscrit dans la logique des " bonnes politiques " préconisées notamment dans le cadre de l'ajustement structurel. Elle se situe donc dans la perspective de la libéralisation des économies en développement, mais elle traduit le souci de conduire ce processus en tenant compte des réalités locales et en favorisant le renforcement institutionnel au plan local.

Concrètement, il s'agit de confier aux échelons décentralisés du pouvoir à la fois la gestion d'un certain nombre de biens publics et la perception de la recette destinée à les financer. En effet la décentralisation permet de rapprocher les institutions publiques des populations et de les rendre ainsi plus facilement comptables de leur gestion : on suppose en effet que la proximité entre administrateurs et administrés favorise la transparence de cette gestion. Dans ce cadre, la proximité avec les administrés n'est avant tout qu'un moyen d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'administration.

Dans une seconde approche de la décentralisation, le contrôle du pouvoir par les administrés et la gestion participative n'ont plus simplement un caractère instrumental mais sont posés comme les objectifs fondamentaux et prioritaires parce qu'ils conduisent au bien-être des populations concernées : la décentralisation est ici avant tout un facteur de renforcement du pouvoir des populations défavorisées dont le fondement est la disponibilité des droits et des ressources. Il s'agit d'accroître leur capacité de contrôle et de participation aux décisions (" Empowerment ").

Dans cette optique la décentralisation doit s'accompagner de l'émergence d'organisations basées sur l'adhésion volontaire, associant les populations à la mise en œuvre des politiques. " La décentralisation peut être une manière de partager le pouvoir,

⁵ Décentralisation et dynamiques locales de production dans les pays en développement par Denis Requier Desjardins, *C3ED/UVSQ*.

les ressources et les responsabilités et de rapprocher géographiquement les prises de décision des populations défavorisées, voire de les rendre participatives " (Schneider, 1999). La décentralisation est alors indissociable d'une approche participative de la gestion des affaires publiques. " Une gestion publique participative, responsable et efficace, permet de mettre les activités de l'Etat et des citoyens au service de la réalisation des objectifs du développement social et économique durable " (CAD, 1999). Elle est la base fondamentale du développement local par l'amélioration des services sociaux de base et la promotion du développement économique axé sur le système productif local.

1.3.1- Approche de décentralisation annoncée dans le DSRP de Madagascar

Le Gouvernement Malgache considère que les objectifs de développement économique, social, politique, rapide et durable pourront être plus facilement atteints dans le cadre d'une responsabilisation accrue de la population et de meilleures modes de gestion d'une administration de proximité⁶. C'est ainsi que la mise en oeuvre de la décentralisation effective est un moyen d'ancrage et d'appropriation du développement par la population de base ; elle sera accompagnée d'une bonne déconcentration, respectueuse de la valeur de la société traditionnelle "fokonolona".

La déconcentration /décentralisation des services permettront le développement de services de qualité et de proximité. La gestion budgétaire sera rationalisée pour assurer une meilleure répartition des moyens, entre frais de fonctionnement et frais de personnel et une dotation effective aux services déconcentrés en tant que structures opérationnelles.

Les nouveaux organes des provinces autonomes et ou régions doivent être pleinement responsables pour les actions de proximité qui font l'objet d'une forte demande de la part des plus pauvres. Ces organes seront à mesure même de collaborer avec des agences d'exécution du secteur public ou non, afin d'éviter la multiplication inutile d'échelons administratifs. Ils devront recevoir l'appui nécessaire pour répondre

⁶ DSRP de Madagascar, version 2003

correctement aux demandes des plus pauvres, ce qui contribuera à asseoir la crédibilité des nouvelles institutions politiques locales⁷.

Les transferts de compétence qui en découleront seront particulièrement importantes dans le domaine de l'éducation, la santé, le développement rural et les infrastructures, pour consolider et institutionnaliser les dispositions déjà en cours. Ainsi, dans l'objectif principal consistant à "rapprocher le Gouvernement des citoyens par le biais de la décentralisation" et la déconcentration, cinq axes contribueront à sa mise en oeuvre, à savoir :

- Créer un contexte favorable au développement économique et social des communes
- Renforcer les capacités institutionnelles des collectivités
- Améliorer l'autonomie financière des communes
- Rendre les communes plus responsables pour la gestion des services de santé et d'éducation
- Renforcer les capacités d'intervention (appui et contrôle) du niveau central

En effet, la décentralisation constitue aujourd'hui un principe essentiel de la définition de stratégies de développement basées sur la " bonne gouvernance " et de la mise en place des politiques d'aide et de coopération. Elle s'inscrit donc dans une perspective d'économie publique locale. La décentralisation est aussi censée contribuer à la réduction de la pauvreté, en améliorant la capacité des plus défavorisés à effectuer des choix, car elle renvoie à la capacité des populations et des institutions qu'elles se donnent de prendre en charge leur propre affaires dans le cadre de la " gouvernance participative ".

1.3.2- Articulation décentralisation et niveau local

Quelle que soit l'option privilégiée pour l'approche de la décentralisation, on peut dégager les éléments qui caractérisent l'articulation entre décentralisation et niveau local :

⁷ Extrait du DSRP, partie concernant la décentralisation. L'écart entre l'écrit et la pratique est immense sur ce point.

- La décentralisation est liée au caractère local et spécifique des biens publics produits. Elle consiste à mettre en place un véritable système local de production et de gestion de ces biens publics locaux
- L'efficacité de la décentralisation repose en partie sur le rôle de la proximité des acteurs au plan local, qu'elle intervienne pour permettre le contrôle local des décisions publiques, où qu'elle permette l'apprentissage des procédures de décision collective ;
- La décentralisation implique une structuration organisationnelle au plan local, notamment au niveau de la société civile et du secteur privé.

1.4- LE DEVELOPPEMENT LOCAL VIA L'AMELIORATION DE LA CAPACITE HUMAINE

L'approche de développement local intégrée vise à accroître la capacité des individus à mieux "fonctionner", c'est à dire à vivre mieux et ainsi à s'épanouir (Sen, 1987, 1993)⁸. Dans cette optique, les individus sont la véritable richesse de la localité. A cet effet, le développement local doit donc être un processus qui conduit à l'élargissement des possibilités offertes à chacun. Face aux faiblesses de la région enregistrées dans le secteur social (santé, éducation et infrastructures relatives à l'accès à l'eau), il est primordial d'analyser le moyen de parvenir à un environnement meilleur qui offre aux populations locales la possibilité de vivre longtemps, et en bonne santé, d'acquérir les connaissances qui les aideront dans leur choix et d'avoir accès aux ressources leur assurant un niveau de vie décent.

Le processus de développement social une fois cimenté va servir de pont indispensable pour brancher de la localité et de ses acteurs avec le développement économique ancré dans le système productif local.

⁸ Décentralisation et dynamiques locales de production dans les pays en développement par Denis Requier Desjardins, C3ED/UVSQ.

1.5- LE DEVELOPPEMENT LOCAL PAR LA PROMOTION DU SYSTEME PRODUCTIF LOCAL

La théorie des systèmes productifs locaux s'est d'abord construite à partir du modèle du district industriel. Celui-ci a été développé dans les années 70 et 80 à partir de la théorisation d'un certain nombre d'expériences concrètes, notamment dans la " troisième Italie ". Ceci explique sa définition assez restrictive de « concentration géographique de petites entreprises opérant dans le même secteur ou dans des secteurs proches »⁹.

Les " systèmes productifs locaux " retiennent aujourd'hui d'abord comme caractéristique fondamentale l'existence de clusters, c'est à dire de grappes d'entreprises spécialisées dans les mêmes activités. Le critère essentiel est avant tout :

- i) la concentration géographique et sectorielle des entreprises,
- ii) les relations inter-firmes et entre les firmes et les institutions et structures d'interface pouvant prendre des formes diverses et plus ou moins intenses débouchant sur des effets d'entraînement.

La dynamique du système de production local est liée à leur compétitivité non seulement sur les marchés nationaux mais également internationaux. Les facteurs de compétitivité en jeu sont d'abord liés à des caractéristiques de leur organisation productive, de leur spécialisation, de la variété de leur production et de leur flexibilité :

- Ils devraient regrouper un grand nombre de PME, ayant la même spécialisation, ou des spécialisations voisines, étroitement liées dans les relations input output.
- Ces PME devront produire une variété de produits en petites séries, et s'adapteraient à une demande diversifiée et changeante, au contraire de la production de masse des grandes entreprises.
- Elles devraient entretenir des relations de coopération-concurrence : tout en se faisant concurrence sur les mêmes marchés, elles pouvaient, notamment en cas de pointe de production, se prêter des capacités de production et de la main d'œuvre, et pratiquer une sous-traitance généralisée et souvent réciproque. Ces comportements seront à l'origine de la grande flexibilité productive de ces

⁹ Denis Requier Desjardins, Décentralisation et dynamiques locales de production dans les pays en développement, *C3ED/UVSQ*.

systemes de PME, et permettraient d'élever le degré de variété de la production ainsi que la rapidité des changements de produit et de processus.

Leur efficacité productive serait aussi le produit de l'existence d'acteurs et de ressources collectifs, ce qui permet d'établir un premier lien avec la thématique de la décentralisation. Ainsi on peut noter la présence d'un ensemble d'institutions locales, liées entre elles, assurant la promotion de l'activité spécifique du district : *collectivités locales, institutions d'enseignement technique et professionnel, associations de producteurs, organismes consulaires, etc.* Autrement dit *devront engager dans la promotion du district les trois niveaux des autorités publiques locales, du secteur privé et de certaines organisations proches de la société civile.*

Cette atmosphère de collaboration favorisant la diffusion de l'information technologique dans ces dynamiques, entraînant le partage de valeurs, d'habitude, d'une identité et d'une base sociale commune, par les entrepreneurs de la zone, se traduisant par des normes de comportement spécifiques.

La proximité des valeurs et des comportements a un impact spécifique sur les activités de création de ressources c'est à dire d'innovation : la diffusion de la connaissance et l'émergence des innovations notamment sont favorisées par les relations étroites entre les acteurs, qui constituent une véritable capacité d'action collective dans ce domaine. Des externalités positives naissent des caractéristiques des flux de communication internes au district, par exemple quant ils portent sur les inputs spécialisés, objets essentiels des transactions et des informations qui irriguent les secteurs concernés et les entreprises. La présence dans le district de " structures d'interface " entre recherche et industrie, souvent sous l'effet d'initiatives politiques locales, est donc déterminante, ce qui constitue un élément d'une gouvernance locale de ces territoires.

Nous ferons surtout référence aux approches intégrées de développement local. Des exemples de réalisation dans le secteur social seront étudiés. Toutefois, les dynamiques de systèmes productifs locaux seront aussi passés en revue afin de

contribuer à la définition des stratégies générales d'une politique régionale de soutien aux réseaux d'entreprises dans la Région Sud Ouest.

1.6- CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LE SUD OUEST

Dans la région sud ouest, le Gouvernement central utilise l'expertise des cellules d'exécution de projet et agences d'exécution spécialisées et organismes sectoriels— pour fournir des infrastructures et des services publics de base au niveau local. Chaque organisme a ses méthodes d'intervention suivant le niveau de décentralisation de sa structure. On y voit le service sectoriel central qui pilote une réalisation au niveau local sans la participation même de son service local qu'au moment de la réception des infrastructures. D'autre projet décentralisé comme le FID adopte une démarche innovante, très décentralisées, participatives et fondées sur la demande exprimée dans le PCD par la communauté au niveau de chaque commune. La démarché du FID enregistre de résultat globalement positif dans l'acheminement des ressources jusqu'aux bénéficiaires ciblés et dans la rapidité de réalisation des impacts. Dans sa démarche, la Commune, les secteurs privés locaux et les associations communautaires sont pris comme acteurs principaux dans la fourniture des services sociaux de base au niveau local.

Cependant, ces approches innovantes n'ont pas toujours assuré une coordination et une intégration adéquates de leurs efforts avec la gouvernance du service public agissant à une plus large échelle. Cette lacune au niveau des approches isolées nous amène à rechercher des pistes de réflexion par l'introduction d'une approche intégrée du développement local. Elle interviendra à la décentralisation, à la bonne gouvernance, à la lutte contre la corruption et à la nécessité fondamentale d'une politique de stabilité macro-économique qui contribue à la promotion du secteur privé local.

En outre, le développement local dans cette région est encore réduit dans sa composante « action publique dans les services sociaux ». Le rôle attribué aux secteurs privés tels que les entreprises, dans le contexte du système de production locale, reste à développer.

1.7- APPROCHE INTEGREE DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Quelques soit les approches du développement local adoptées, les objectifs finaux restent focalisés au développement de l'accès local aux domaines suivants :

- infrastructures publiques ;
- services publics ;
- aux opportunités économiques ;
- au développement du pouvoir d'agir des acteurs locaux ;
- et renforcement de la durabilité des processus de développement local.

Malgré ces principes communs, il s'est souvent avéré difficile d'intégrer les efforts au niveau local par suite de l'absence d'un cadre conceptuel unificateur, l'absence des pouvoirs suffisamment larges aux autorités locales, de perspectives organisationnelles et professionnelles divergentes, de rigidité institutionnelle et de mauvaise coordination entre les organisations et les exécutants des programmes.

Trois approches sont connues¹⁰. Il s'agit :

i) des approches de développement sectoriel décentralisé s'appuyant sur des organisations aux fonctions spécialisées au niveau local, ayant une autonomie opérationnelle attribuée par des politiques de décentralisation ou de délégation.

ii) des approches de gouvernement local favorisant les institutions politiques et administratives organisées à l'échelle territoriale, ayant une autonomie politique et opérationnelle attribuées par des politiques de régionalisation et

iii) des approches d'appui direct à la communauté, comme celles qui sont fréquemment associées au développement dirigés par les communautés, encourageant le transfert des ressources ainsi que les stratégies pour développer le potentiel de la société civile qui insistent pour faire des organisations communautaires les institutions de l'action collective et les interlocuteurs entre les populations et les prestataires de services publics.

¹⁰Document de travail sur le Développement local, Conférence international sur le Développement Local, Banque Mondiale, Washington, juin 2004

Mettre en rapport les différentes approches peut capitaliser les avantages comparés de chacune, en les complétant par des méthodes tirées des autres approches. C'est le but recherché par l'intégration des trois approches de développement local. Un point de vue spatial au niveau local donne le moyen de rassembler ces approches afin d'améliorer la gouvernance, la prestation des services publics et le dynamisme de l'activité économique. Bien que son extension concrète varie selon les cas, on suppose que "l'espace local" est un concept d'échelle intermédiaire, au-dessus de la communauté et au-dessous des échelons régional. Tout en encourageant l'action au niveau de la communauté, il contribue de façon importante au développement local, et en appliquant le principe de subsidiarité au problème de l'intégration au sein des communautés, des autorités locales et des organismes de prestation de services, il suggère que les institutions de gouvernance et de gestion au niveau supérieur doivent aussi être engagées dans la démarche et renforcées.

Il est souligné que, normalement, le développement local est avant tout de la responsabilité des acteurs locaux. Même s'il est tributaire d'un ensemble plus large de facteurs politiques, économiques, environnementaux et sociaux et s'il est soutenu par des ressources externes et des systèmes institutionnels, le développement local durable dépend des organismes et des actions au niveau local enracinés dans l'engagement des acteurs locaux à assumer la responsabilité de l'amélioration de leur propre bien-être.

**PARTIE II : DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDES ET
DIAGNOSTIC**

PARTIE II : DESCRIPTION DE LA ZONE D'ETUDES ET DIAGNOSTIC

2.1. INTRODUCTION

Des problèmes restent encore certainement à résoudre dans le domaine de l'économie rurale de la région sud ouest. A cet effet, la Région doit notamment affermir des liens plus forts avec le monde rural et traduire sur le terrain la vision « *Madagascar naturellement* ». Il est impératif de lever les nombreuses contraintes qui entravent le développement rural, en ce qui concerne la productivité, l'accès à la technologie de transformation, les finances rurales, le transport et les infrastructures rurales et l'accès aux services sociaux de base tels que l'éducation de qualité, la santé, l'eau potable et l'assainissement adéquat. Ces contraintes perpétuent non seulement la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement, mais empêchent aussi l'émergence d'agro-industries viables et d'activités rurales lucratives nécessaires pour atteindre des objectifs de croissance accélérée.

Particulièrement pour l'éducation, elle est exacerbée par un taux élevé d'analphabétisme qui mine le développement de la région et un système éducatif dont la qualité nécessite une sérieuse revitalisation du niveau de base jusqu'au niveau supérieur.

Au niveau de la santé, le problème se situe globalement à l'insuffisance du personnel médical, par exemple l'ensemble de la région, composé de 882 137 populations, n'a que 97 médecins et 11 dentistes. A cette insuffisance de personnel médical s'ajoute l'inaccessibilité permanente ou temporaire de nombreuses communes où les équipes mobiles ne peuvent pas pallier l'insuffisance de la couverture sanitaire. Ainsi les taux de participation aux campagnes de vaccinations sont assez faibles.

Ces conditions sanitaires générales assez déplorables dans le Sud Ouest sont des conditions favorables à la propagation des principales maladies, souvent mortelles, comme le paludisme grave et compliqué, les maladies diarrhéiques avec déshydratation, la malnutrition grave et la tuberculose, pour ne citer que ceux-la. Pour l'ensemble de la région, le taux de mortalité infantile s'élève à 83,82 %. En ce qui concerne le problème

d'accès à l'eau potable, les districts les plus défavorisées sont : Benenitra, Beroroaha, Ankazoabo Sud, Ampanihy et Toliara II.

Devant une telle situation, toute nouvelle initiative qui se dessine au niveau local doit être en mesure de satisfaire les besoins immenses du développement social axé vers la mise en place des infrastructures telles que l'école, le centre de santé de base, l'aménagement de point d'eau et l'amélioration durable de la productivité agricole sans oublier le volet institutionnel.

Après le secteur social, les problématiques de la zone d'étude sont aussi, pour le secteur économique, l'absence d'une politique et stratégie appropriée pour la promotion du système productif local via la promotion des spécificités régionales et l'absence des structures d'interfaces (financement, énergie à coût compétitif, infrastructure linéaire, renforcement de capacité technique, technologique, commerce). Enfin, le développement de ces activités économiques concentrées en milieu urbain et suburbain va créer une interaction certaine et synergie avec le milieu rural dans le cadre de concentration des activités de transformation nécessitant diverse fourniture en provenance des zones rurales.

Ainsi, les institutions publiques et les acteurs privés locaux enregistrent corrélativement de faiblesses de par ses acteurs constituées en majorité d'analphabètes confrontées à diverses difficultés quotidiennes.

2.2. CHOIX DE LA ZONE D'ETUDE

La zone choisie est la Région Sud Ouest de Madagascar. Le choix de cette zone s'est basé sur un certain nombre de critères qui nous ont permis de définir une échelle et une région qui soient pertinentes pour notre étude :

- notre connaissance de la réalité du développement dans cette région ;
- la taille de la zone : notre zone est suffisamment grande pour que l'on puisse y retrouver une diversité d'acteurs et plusieurs activités économiques ;
- les caractéristiques de la région : immense chantier pour le développement social par le développement des infrastructures telles que l'école, la santé de base,

l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ; activités rurales à vocation agricole, existence d'un potentiel agro-industriel, diversité des activités économiques (culturel, artisanal, tourisme et mine) ;

- les districts dans la région d'étude ont généralement de sa spécificité économique.

2.3. LA METHODOLOGIE ADOPTEE

Notre travail s'est principalement basé sur une recherche documentaire, d'une part sur le concept théorique et approches du développement local, du développement territorial et de la décentralisation, d'autre part sur les pratiques de développement local des institutions de développement. L'application de l'approche intégrée de développement local dans i) le domaine social basé sur les infrastructures et ii) le domaine économique en faisant l'analyse sur la promotion des clusters et les systèmes de productions localisées.

A l'issu des différentes littératures théoriques et pratiques, les conditions nécessaires pour le développement local aussi bien dans le secteur social et économique seront définies. Ces conditions formeront une sorte de grille, base de notre analyse en faisant la comparaison avec la réalité locale explorée dans la partie diagnostic. Le résultat de cette partie servira le point d'ancrage de l'analyse afin de dresser une série de recommandation spécifique et globale. Ces recommandations seront dressées dans une vision systémique intégrant la gouvernance, l'institution, et les facteurs socio-culturels spécifiques dans la région étudiée.

Nous intéressons en particulier aux infrastructures sociales et aux spécificités économiques régionales qui doivent promouvoir le développement du système productif local, favoriser l'implantation et ou la création des clusters et la dynamique économique régionale. Compte tenu de l'ampleur que pourrait prendre un tel travail aux différents secteurs économiques de la région étudiée, nous avons en effet choisi de réaliser cette étude au niveau du secteur suivant : infrastructures de base pour le social, agriculture, industrie et artisanat, mines et tourisme pour le secteur économique. Pour ce dernier, le

but est de donner une réflexion en vue du développement du système de production localisée par la promotion des clusters.

L'étude s'est réalisée en deux étapes. Nous avons d'abord eu quelques entretiens avec des acteurs locaux jouant un rôle clé en matière de développement (institutionnel, rural, infrastructure sociale, etc.) dans la RSE. Entre autres des rencontres avec des responsables au sein de la région et au niveau communal, afin de connaître leurs contraintes et saisir leurs aspirations, déterminer leur position vis-à-vis du développement local. Par la suite nous avons eu également des entretiens avec des institutions à caractère nationale telles que le FID et l'Unité Politique de Développement Rural (UPDR) du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP).

Les données utilisées dans la partie « description de la zone d'études et diagnostic » sont extraites essentiellement de la monographie 2003 établie par l'UPDR. Certaines données de cette monographie sont anciennes mais pourrait être utiles pour connaître les tendances générales de la qualité des services socio-économiques dans la région. Par ailleurs, la démarche choisie n'adopte pas une étude statistique mais examine la réalité locale à travers les tendances générales observées sur les données. Ces tendances observables compilées avec nos expériences de terrain¹¹ vécues sur le développement du sud ouest seront croisées avec les conditions du développement local dans chaque secteur afin de pouvoir recommander des ingrédients de base utiles pour réussir de façon durable l'internalisation par les acteurs locaux (public, privé et société civile) de l'approche intégrée du développement local.

Concrètement, on commencera d'abord à décrire le cadre physique de la zone, pour connaître ses ressources et ses potentiels et le diagnostic des trois secteurs : sociale – économique – environnementale qui sont intimement liées dans toutes démarches de développement. Et puis, les conditions nécessaires du développement local seront définies afin de constituer une base de notre analyse dans la partie III. L'accent sera

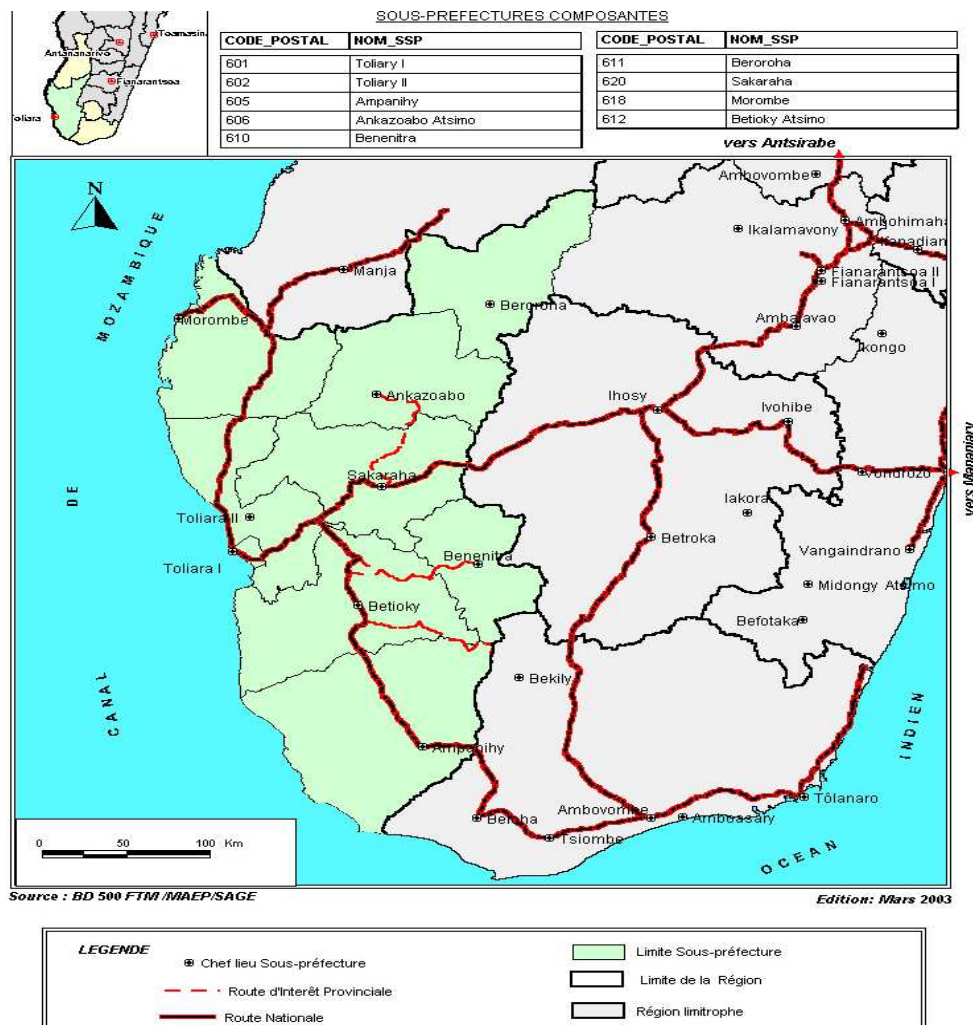
¹¹ Cette expérience concerne la coordination locale de la Zone de Développement Rural Intégrée (ZDRI) de Morombe pendant l'année 2003/2004 sous ma responsabilité en tant que coordinateur local. Il s'agit de répondre à la décision gouvernementale de promouvoir 4 ZDRI pilotes pour Madagascar. Il consiste à créer de synergie locale au sein des différents départements ministériels depuis la programmation jusqu'à la mise en œuvre de suivi et évaluation des actions concertées issues d'une priorisation participative.

accentué au niveau du diagnostic du secteur social et économique car les deux domaines feront l'objet de notre analyse plus tard dans le cadre du thème choisi. La dimension environnementale reste intégrée au cœur de toutes les actions pour s'assurer de la durabilité du développement.

2.4. CARACTERISTIQUES DE LA REGION ETUDIEE

2.4.1. Présentation de la région

La présentation de la zone d'étude est nécessaire dans la mesure où le thème abordé consiste à contribuer à la définition d'une approche intégrée du développement local. La connaissance des facteurs physiques, sociaux, culturels, et potentielles économiques de la région contribue à une meilleure définition des actions à entreprendre en tenant compte de ses forces et ses faiblesses.



Carte n°1 : Carte de localisation de la région Sud Ouest

La région du Sud Ouest (RSO) se trouve dans la Province autonome de Toliara. Elle est limitée au nord par le fleuve de MANGOKY, à l'est par le massif ruiniforme de l'Isalo et une partie de la région de TOLAGNARO, au Sud par le fleuve MENARANDRA et à l'Ouest par le Canal de Mozambique (*carte n°1*).

Elle est composée de 9 districts (Toliara I et II, Sakaraha, Ankazoabo, Beroroaha, Morombe, Ampanihy, Betioky et Benenitra) d'une surface totale de 66.687 km² avec une population de 1 115 000 habitants (projection 2004)¹², disposant 105 communes (01 Toliara I et 23 pour Toliara II, 12 Sakaraha, 06 Ankazoabo, 08 Beroroaha, 08 Morombe, 16 Ampanihy, 27 Betioky et 04 Benenitra) et fort de 06 régions limitrophes dont Menabe, Amoron i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe, Androy et Anosy.

Tableau 1 : Répartition de la superficie par district

Districts	Superficie (km ²)
Toliara I	282
Toliara II	6 420
Ampanihy-Ouest	13 541
Ankazoabo-Sud	7 540
Benenitra	5 010
Beroroaha	7 336
Betioky-Sud	9 829
Morombe	7 919
Sakaraha	8 837
Total région	66 714
Total Madagascar	587 000

¹² Source : Région Sud Ouest, Programme Régional du Développement, mai 2005

2.4.2. Typologie sous-régionale

Suite aux diverses données relatives à l'étude du milieu physique de la Région de Toliara, la typologie sous régionale, basée surtout sur les facteurs pédologiques et climatiques, se présentent comme suit :

2.4.2.1. Zone des plateaux calcaires

Il s'agit des Plateaux Karstiques de BELOMOTRA et de MAHAFALY, sous un climat sub-aride à hiver tempéré. La sécheresse y dure de 7 à 9 mois, avec une température moyenne de 24 à 26°C, des pluies faibles et irrégulières et l'absence de réseaux hydrographiques. Les sols sont pauvres. Il y a le problème d'ensablement des vallées dû à l'intense déforestation. On y trouve une végétation caractéristique d'un climat sub-aride : épines à petites feuilles et forêt tropicale sèche.

2.4.2.2. Zone des plaines littorales

Cette zone comprend le bassin de Befandriana Sud - Antanimieva, la Forêt de Mikea, la plaine de Toliara et le littoral Mahafaly - sous climat semi-humide à hiver tempéré. L'aridité est marquée mais les pluies y sont suffisantes. La température moyenne est entre 23 et 26° C.

2.4.2.3. Zone des basses vallées

Cette zone correspond à la vallée de la Mangoky et celle de la Taheza. Elles sont formées de 2 unités morphologiques :i) le lit apparent et ses abords : milieu très mobile à chaque crue ; ii) la plaine d'inondation constituée par des terrasses inondables et des dépressions marginales.

Le climat est du type sub-humide et chaud. Les sols sont fertiles et entretenus régulièrement par les apports des crues. Les levées alluviales et terrasses inondables sont réservées à la culture de décrue du pois du cap, et les dépressions marginales à celle du riz.

2.4.3. Milieu physique du Sud Ouest

La description du milieu physique de la zone d'étude est importante dans la mesure où l'étude consacrera beaucoup d'analyse sur les potentiels de développement

inexploité que dispose la RSE. C'est la présentation de l'un des facteurs de production à la disposition des acteurs locaux de développement. Elle mettra également en exergue les caractéristiques générales du relief, paysage, la côte, géologie, climat, ressources hydrauliques, et les sols qui sont tous des déterminants du développement agricole et économique de la région.

2.4.3.1. Relief et paysage

Du point de vue relief, le Sud-Ouest malgache présente deux grands types de paysages dont le domaine calcaro-gréseux et basaltique interne et le domaine côtier occidental.

2.4.3.2. Géologie

A l'exception de la partie orientale du MAHAFALY qui appartient au socle, la région de Toliara occupe la partie méridionale du bassin sédimentaire de Morondava, qui se présente comme une succession de dépressions, de talus (cuestas) et de plateaux (revers) d'orientation nord-sud. La structure géologique de surface donne au bassin l'image d'une sorte de glacis inclinés vers l'ouest, entrecoupé de failles et s'ennoyant progressivement vers la mer.

2.4.3.3. Climat

L'individualité de la région de TOLIARA est avant tout d'ordre climatique. C'est un climat semi-aride. Cette région de plateaux et de plaines fait partie des régions sahéliennes. A la longue saison sèche (7 à 9 mois) succède une brève saison des pluies, parfois aléatoire, souvent très irrégulière et toujours pauvre en précipitations (moins de 600 mm/an).

2.4.3.4. Hydrologie

Deux catégories de réseaux hydrographiques caractérisent la région de Toliara :i) Les cours d'eau à bassin versant mixte, traversant à la fois sur socle cristallin

des Hautes Terres et le bassin sédimentaire de l'Ouest et dont les longueurs dépassent les 400 km ; ii) Les cours d'eau qui coulent uniquement sur les terrains sédimentaires et ne dépassant pas les 300 km.

2.4.3.5. Sols et végétation

2.4.3.5.1. Sols

Les multiples interactions locales de l'hydrographie, du climat, de la topographie et de la roche mère (sédiments continentaux gréseux, sédiments marins et alluvions) génèrent une grande variété des sols.

2.4.3.5.2. Végétations

Nombreuses sont les données qui influent sur la distribution des groupements végétaux : températures et pluies, nature des sols et leur capacité à retenir de l'eau, rôle direct ou indirect des vents. On peut donc observer deux types de végétation selon leur localisation : les formations terrestres et les formations littorales ou mangroves.

2.4.3.6. Conclusion

Nous avons constaté que la région sud ouest possède des potentiels physiques nécessaires pour soutenir à long terme son développement. Seulement, la gestion et l'exploitation rationnelles doivent primer pour que ces potentiels puissent satisfaire les besoins de la génération présente sans pour autant compromettre la chance pour la génération future d'en disposer également.

Avant d'entrer dans l'analyse de l'approche intégrée du développement local dans la RSE, il est important de décrire à part le cadre physique, la situation existante de la région dans les trois dimensions du développement à savoir : la dimension sociale : améliorer les conditions de vie ; la dimension économique : assurer la croissance et la dimension environnementale : protéger les ressources naturelles. Nous allons commencer à connaître davantage la topographie du milieu humain et social dans le Sud Ouest. L'approche de développement qui sera définie doit tenir compte le niveau de développement du milieu social existant et proposer de modèle cohérent avec cette situation.

2.4.4. MILIEUX HUMAIN ET SOCIAL DU SUD OUEST

L'approche de développement local intégrée vise à accroître la capacité des individus à mieux "fonctionner", c'est à dire à vivre mieux et ainsi à s'épanouir (Sen, 1987, 1993). Dans cette optique, les individus sont la véritable richesse de la localité. A cet effet, le développement local doit donc être un processus qui conduit à l'élargissement des possibilités offertes à chacun. Il a pour objectif fondamental également de créer un environnement qui offre aux populations locales la possibilité de vivre longtemps, et en bonne santé, d'acquérir les connaissances qui les aideront dans leur choix et d'avoir accès aux ressources leur assurant un niveau de vie décent " (PNUD, 1990). Donc, la connaissance du milieu humain et social de la zone d'étude s'avère un préalable de l'analyse qui sera apportée afin d'améliorer d'abord les conditions sociales qui débouchera certainement envers un progrès économique local. De ce fait, il sera abordé le descriptif de la population, la démographie, les services sociaux tels que la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable, la culture et la religion. Cette dernière a été introduite car la participation des organismes confessionnels dans le développement social dans la région est importante, entre autres dans la santé, l'éducation, la formation professionnelle et dans le développement culturel. Enfin, la sécurité mérite une attention particulière car pour cette région dite « zone rouge » elle devienne une condition du développement.

2.4.4.1. Effectif de la population

La région du Sud Ouest comptait 743.008 habitants en 1993, répartis sur environ 66 714 km². Cela représente respectivement :i) 42% de la population du faritany et 41,3% de sa superficie totale ;ii) 6% de la population de Madagascar, répartie sur 11% de l'ensemble du Territoire. Actuellement, la population de la région sud ouest est estimée à 1 115 000 habitants (projection 2004)¹³. D'après les données fournies par RGPH 1993, l'effectif de la population est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. Environ 76% de la région RSE résident en milieu rural. Le reste de la population (24%) est reparti inégalement dans les chefs-lieux des districts et des communes.

¹³ Source: Programme Régional de Développement de la région Sud Ouest. Mai 2005

La population urbaine est estimée à 176.374 habitants selon le dernier recensement (RGPH 1993). Ce qui caractérise la population de la ville est l'importance du phénomène migratoire. En général, on a affaire à une migration des ruraux en quête de travail en milieu urbain, espérant ainsi améliorer leur situation et leurs conditions de vie. Cet exode toucherait essentiellement les Mahafaly, les Masikoro, les Antandroy, les Merina et les Betsileo. Plus de 40% de la population de Toliara sont d'origine Vezo.

2.4.4.3. Caractéristiques des ménages

Le district de Toliara I, qu'on peut appeler district « urbain », a le plus grand nombre de personnes par ménages (5,19) par rapport aux autres districts, dont le nombre tourne autour de 4. On peut avancer que, dans le district « urbain » de Toliara I, les jeunes restent sous la tutelle paternelle à un âge tardif par rapport à ceux des autres districts. Dans ces derniers, les jeunes quittent le foyer paternel à un âge plus précoce pour construire leur propre ménage.

Au fur et à mesure qu'on se rapproche du centre urbain, le niveau de scolarisation augmente tandis qu'il diminue parallèlement à l'éloignement des centres villes. La raison majeure de non-scolarisation vient des difficultés qu'éprouve le ménage. Les fournitures scolaires coûtent chères. Il y a aussi le désir des parents de faire travailler leurs enfants. Les meilleurs niveaux d'instruction sont enregistrés dans les districts de Toliara I et Toliara II. Les pourcentages des gens qui ont été à l'école sont élevés (81.2% et 50.5%) par rapport à ceux des autres districts de la région de Toliara (10.4 à 37.9 %). Cela peut s'expliquer par l'existence de nombreuses infrastructures scolaires.

La professionnalisation de l'agriculture au sens général du terme est de premier rang dans les districts « ruralisées » par opposition au terme « urbanisé ». 80 à 95% des chefs de ménage tirent leur revenus des activités agricoles pour subvenir aux besoins de la famille, sauf pour Toliara I, où ce pourcentage n'est que 9.9 %. Dans la région de Toliara, 9% de la population active occupée travaillent dans le secteur tertiaire et le reste soit 7% sont dans le secteur secondaire.

Il faut évoquer ici l'extrême mobilité des populations à l'intérieur de la région ou même d'un district. Les raisons en sont très diverses : inondations, sécheresses, terroirs épuisés, dissociations de terroirs, cérémonies ou conflits familiaux, etc.

2.4.4.5. Conclusion sur le milieu humain

L'effectif de la population est plus important en milieu rural qu'en milieu urbain. 76% de la population résident en milieu rural. Le phénomène migratoire est l'une des caractéristiques de la population de la région. C'est une population jeune, l'âge moyen de la population est de 22,9 ans. Les personnes d'âge économiquement actifs constituent plus de la moitié (52,05%) de la population. La proportion des personnes âgées (65 ans et plus) est très faibles (3,5%). Le ratio de dépendance économique varie de 76% à 98%. 79,6% de la population de la région est de type agricole, ce qui représente un pourcentage très élevé quand on compare l'importance aux autres secteurs, dans l'ensemble de la région 68,60% des chefs de ménages n'avaient jamais été à l'école. De ce qui précède, on peut conclure que le développement de la région repose principalement sur le développement du secteur agricole au sens général du terme, accompagné du développement des ressources humaines (éducation de qualité et appropriée, hygiène et santé). Sans amélioration de capacité des ressources humaines, les efforts consentis dans les autres secteurs pourront être voués à l'échec. D'où l'importance d'une vision intégrée depuis le niveau le plus bas faisant apparaître des actions sociales en harmonie avec l'économie.

2.4.4.6. Les services sociaux dans la région Sud Ouest

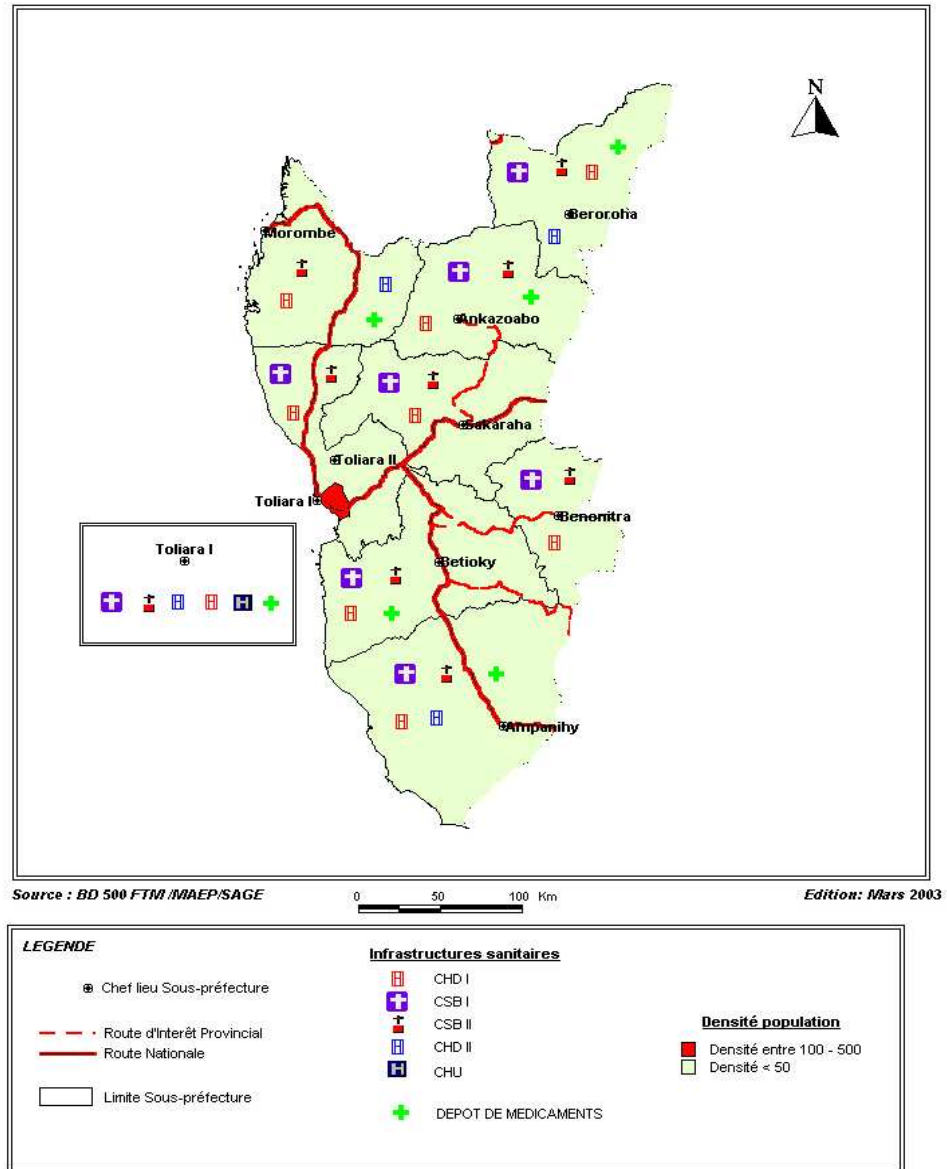
Les services sociaux englobent la santé, l'éducation, l'accès à l'eau potable et les services socio-culturels.

2.4.4.6.1. La santé

Le Ministère de la Santé a fait des efforts considérables pour renforcer le dispositif d'encadrement sanitaire : recrutement des médecins et infirmiers, tous sont diplômés d'État. Il appuie aussi les ONG (confessionnels ou non) à caractère médical. Ainsi, la région de Toliara est dotée de 171 formations sanitaires publiques et privées

fonctionnelles. Les infrastructures publiques sont au nombre de 148 renforcées par les privés et les organismes confessionnels.

L'amélioration des législations régissant la qualité de prestation de service dans ces établissements de soins privés et publics est indispensable.



Carte n°2 : Carte infrastructures sanitaires de la région Sud Ouest

2.4.4.6.1.1. Couverture sanitaire

Tableau 2 : Couverture sanitaire du District

Districts	Population totale	Nombre de médecins	Population / médecins	Nombre de dentistes	Population / dentistes
Toliara I	95 961	16	5 998	7	13 709
Toliara II	173 924	8	21 741	0	0
Morombe	91 339	8	11 417	0	0
Betioky	155 936	43	3 626	3	51 979
Ampanihy	193 771	8	24 221	0	0
Sakaraha	64 064	6	10 677	0	0
Ankazoabo	45 260	2	22 630	1	45 260
Beroroha	37 041	3	12 347	0	0
Benenitra	24 841	3	8 280	0	0
Ensemble région	882 137	97	9 094	11	80 194

Source : Direction Inter régionale des Districts Sanitaires - Toliara 1999

Malgré l'effort du Ministère de la Santé dans le renforcement de l'équipe médicale, l'insuffisance en quantité et en qualité (manque de spécialiste) du personnel médical est toujours ressentie par rapport au nombre de la population à desservir. A cette insuffisance de personnel médical s'ajoute l'inaccessibilité permanente ou temporaire de nombreuses communes où les équipes mobiles ne peuvent pas pallier l'insuffisance de la couverture sanitaire.

Ainsi, l'instauration de la gouvernance dans l'administration des centres hospitaliers doit être au centre de tout renforcement du système de santé. Il importe de constater via les patients que le soignant ne les considère pas comme « client » donc l'absence d'esprit de « prestataire de service public » est perceptible chez quelques membres du corps soignant. A cela s'ajoute l'absence d'évaluation pour rendre chaque responsable médical, à tous les niveaux, comptable de ses actions vis-à-vis des clients (les patients).

2.4.4.6.2. L'éducation

La proportion des élèves de l'enseignement primaire varie de 2,9 à 20,6% de la population totale, respectivement dans les districts de Benenitra et celle de Toliara I. La moyenne de la région est de 7,7%.

Les établissements publics accueillent 71% des enfants scolarisés avec un ratio moyen de 37 élèves par enseignant et où le manque d'encadrement est enregistré dans

les deux districts de Toliara I et Toliara II (43 élèves par enseignant). Les 29% du secteur privé connaissent une moyenne de 40 élèves par enseignant, le ratio la plus bas est enregistré dans le district de Toliara II (45 élèves par instituteur).

L'enseignement privé (confessionnel ou non) a un rôle non négligeable à Madagascar puisqu'il favorise non seulement la compétition en qualité entre l'enseignement public et l'enseignement privé mais complète aussi les actions du gouvernement dans ce domaine, d'autant que le degré de confiance des gens y est élevé. Mais, le pouvoir d'achat de la population, surtout en milieu rural, qui éprouve des difficultés d'ordre financier pour envoyer leurs enfants à l'école, limite l'extension géographique des établissements privés.

2.4.4.6.2.1. Taux de scolarisation primaire

La population de 6-14 ans de la région de Toliara compte au total 166 672 enfants, soit 22.4% de la population totale. Sur ce total, 58 732 sont scolarisés, soit 35.2%, le reste, soit 107 940 enfants (64.8%) représente ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école et/ ou ceux ayant arrêté leurs études au niveau primaire. Le pourcentage 64.8% des enfants qui n'ont jamais été à l'école est trop élevé par rapport aux autres régions (à titre d'exemple, région d'Antananarivo : 36.4% et région de Majangua : 40.4%). Cela explique que la région de Toliara est le plus en retard du point de vue de l'accès à la scolarisation.

2.4.4.6.2.2. Enseignements spécialisés

L'enseignement spécialisé semble peu développé dans la région. Il faut signaler l'existence d'une Ecole d'Application de Sciences et Techniques Agricoles (EASTA) à Bezaha (district de Betioky Sud), établissement unique en son genre dans tout le sud de Madagascar. Anciennement Lycée Agricole, elle compte actuellement 17 élèves dont 5 filles et 12 garçons. Comme cette région est une région agricole, l'enseignement qu'on y dispense est une formation pluridisciplinaire : agriculture, élevage, forêt.

Il y a 4 collèges techniques : 3 à Toliara I et 1 dans la district d'Ampanihy (Ejeda). Le seul lycée technique commercial et industriel se trouve aussi à Toliara I,

l'école de formation technique de Don Bosco. L'enseignement ménager est généralement donné par les « sœurs catholiques ».

2.4.4.6.2.3. Enseignement supérieur

Au niveau de l'enseignement supérieur, la région de Toliara dispose d'une université avec différentes filières de formation (Lettres, Sciences) dont deux écoles de formation spécialisées : Ecole Normale Niveau III, option philosophie et l'Ecole Supérieure de Formation Halieutique. Né en 1992 d'une fusion de trois entités (Station Marine - filière océanographie appliquée et Unité de formation supérieure), l'Institut Halieutique et des Sciences Marines (IHSM) a pour mission la formation et la recherche appliquée au développement. Il forme des jeunes biologistes, cadres et techniciens des entreprises de pêche, aquacoles, d'administration et des organismes de développement. Les étudiants et stagiaires sont encadrés par une équipe de formateurs pluridisciplinaires nationaux et internationaux.

En résumé, l'éducation dans la région sud Ouest souffre non seulement de manque d'infrastructure appropriée et surtout de maître de qualité. Ces deux facteurs sont encore amplifiés par l'absence de culture de résultat qualitatif dans l'administration du système éducatif et l'immixtion de la politique dans la gestion du personnel enseignant. Ceux qui sont proches de la haute hiérarchie se permettent de faire une longue absence, touchant régulièrement son salaire, au détriment des élèves et au silence totale des parents qui sont aussi impuissants devant l'intimidation des autorités politiques.

L'impact de la défaillance du système éducatif sur le développement local se manifeste sur plusieurs secteurs, par exemple refus d'adoption de la nouvelle technique agricole plus productive, refus à la vaccination, refus à la sensibilisation sur le planning familial, etc.

2.4.4.6.3. Situation de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement

Le secteur de l'eau et de l'assainissement joue un rôle important à la fois dans les objectifs économiques et l'amélioration des conditions de vie :

Une 'étude effectuée par les partenaires et les acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement a mis en évidence que 5 millions de journées de travail ont été perdues à cause des maladies liées au manque d'assainissement. En outre les enfants malgaches ratent chaque année 3,5 millions de journées scolaires par an par manque des systèmes d'eau potable et un assainissement adéquat. Le document¹⁴ révèle également des pertes économiques équivalent à 93% des dépenses totales du Ministère de la santé et 300 fois plus des dépenses publiques du secteur assainissement.

Le développement du sous-secteur assainissement et la promotion de l'hygiène permettraient de réaliser 200 milliards de Fmg d'économie sans parler d'une réduction prévisible du nombre des patients traités au sein des Centres de Santé de Base et des Centres Hospitaliers de l'ordre de 33% selon l'étude auprès de ménage. (Source : Ministère de l'énergie et des Mines, direction de l'eau)

Le taux d'accès des populations aux infrastructures d'eau potable, au système d'assainissement et à l'hygiène adéquats sont encore faible dans la région.

2.4.4.6.4. Infrastructures socio-culturelles

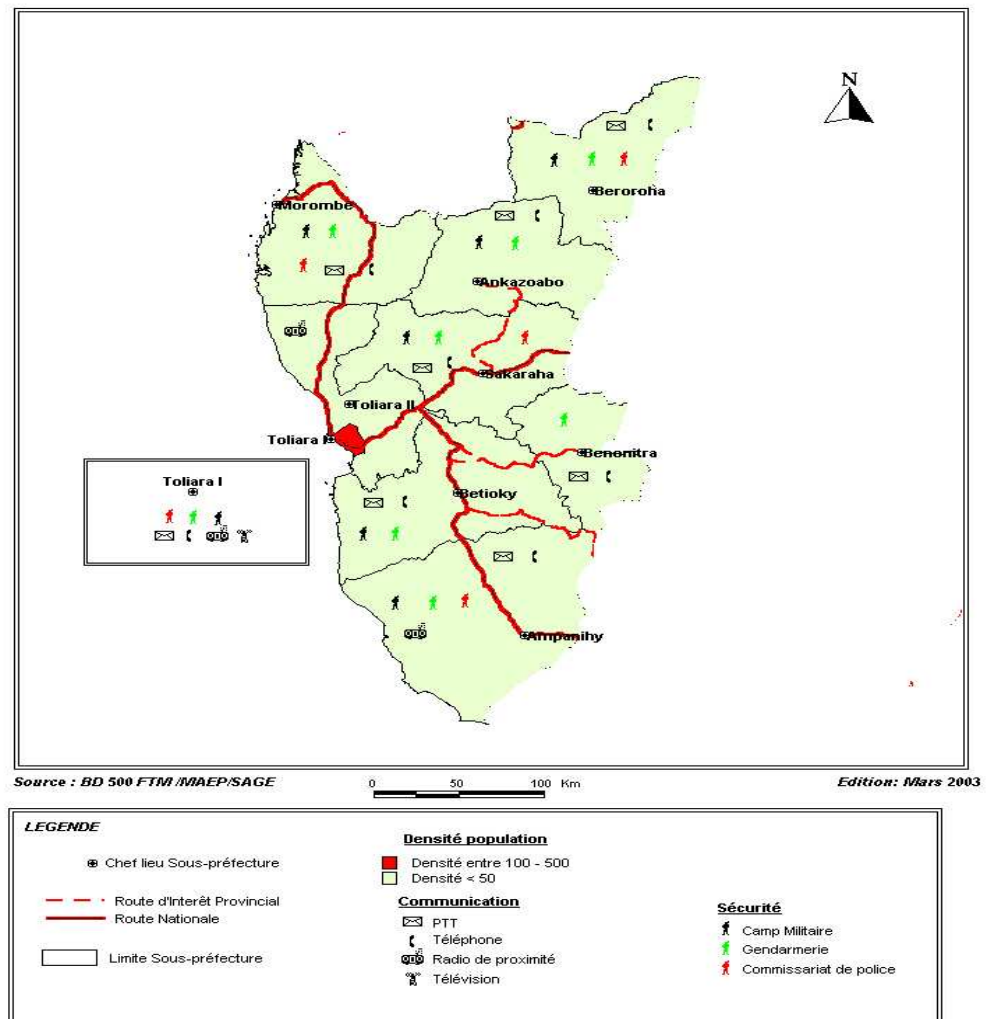
Tous les chefs lieux de District ont leur terrain de football plus ou moins aménagé. Le centre d'activité préscolaire privé ou confessionnel est aussi présent presque dans les villes de la région. Les Centres d'Animation et de Promotion de la Jeunesse (CAPJ) ne sont pas équipés en matériel de sport. Dans la capitale de la RSE (Toliara), excepté le stade municipal Maître Kira (ancien stade d'Andaboly), pratiquement tous les équipements sportifs et culturels appartiennent au domaine privé. La piscine municipale est hors-service depuis plusieurs années. Cependant, Toliara est une ville très sportive, comptant un grand nombre d'aires de jeu informelles, animées par les populations les plus jeunes. Il apparaît que, le manque de loisir pour certaines zones, notamment éloignées, est une des causes de l'exode rural. En milieu rural, les bibliothèques villageoises ne sont pas suffisantes.

2.4.4.6.5. La Sécurité publique dans la région sud ouest

Les vols de bœufs accompagnés de meurtre augmentent toujours dans la RSE. Les moyens de locomotion des gendarmes sont vétustes, presque inexistant dans certains districts. C'est un domaine qui nécessite des actions concrètes et efficaces dans

¹⁴ Source : Ministère de l'énergie et des Mines, Direction de l'eau

la région car la recrudescence de l'insécurité dans cette région peut anéantir tout effort de développement local.



Carte n°3 : Carte infrastructures de sécurité et de communication de la région Sud Ouest

2.4.4.6.6. Conclusion

Nous avons étalé les données sur les secteurs sociaux de la région afin de pouvoir diagnostiquer les difficultés rencontrées par la population de la région en particulier celle vivant en milieu rural. Les différentes données fournies ont pour but également de faciliter la traduction des problématiques en objectifs de développement. La réalisation de ces objectifs sera préconisée dans une démarche approche intégrée de développement local. Cette démarche initiée à la base devra traduire les faiblesses de la santé, de l'éducation, les manquent d'accès à l'eau potable et à l'assainissement et

l'insécurité grandissante en objectif de développement de chaque localité concernée. Une fois solide, l'amélioration du secteur social est un passage vers le développement du secteur économique de la région. Dans cette optique, le renforcement des institutions intermédiaires locales qui seront le vecteur de changement au niveau local pourrait être basé sur le partenariat avec les organismes du secteur privé sans exclure les organismes confessionnels et autres.

2.4.5. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS LE SUD OUEST

Les activités dans le secteur agricole occupent une place prépondérante dans la vie des ruraux dans la région du Sud Ouest. Les trois domaines qui suivent sont de l'industrie&artisanat, les mines et le tourisme. Cette liste n'est pas exhaustive mais notre analyse va se concentrer aux domaines précités pour apporter quelques éléments de réflexion afin de contribuer à la création d'une dynamique de production locale, élément indispensable à une croissance et à un développement de la région Sud Ouest.

2.4.5.1. Secteur agricole

2.4.5.1.1. Agriculture

2.4.5.1.1.1. Caractéristiques globales

2.4.5.1.1.1.1. Superficie cultivée

Les conditions du milieu naturel permettent de distinguer trois types de cultures dans la région dont :i) les cultures irriguées sont à la fois les plus spéculatives et les plus récentes. En effet, les périmètres irrigués sont assez nombreux mais très limités dans l'espace. Ils se concentrent essentiellement autour de quelques cours d'eau : Mangoky, Manombo, Fiherenana, Onilahy. ii) les cultures de décrue dites de baiboho sont plus anciennes et limitées aux seules vallées des fleuves et rivières permanents. iii) les cultures pluviales traditionnelles qui sont les plus répandues utilisent au maximum les pluies de la saison chaude. Le paysan dans la plupart des cas, reste dépendant de la saison pluvieuse. Lorsque les conditions sont favorables (abondance et bonne répartition des précipitations) l'agriculture arrive à dégager un surplus de production lui permettant de se procurer un revenu monétaire. Dans le cas inverse, la menace de la disette est à craindre.

Tableau 3 : Répartition de la superficie cultivée

Districts	Superficie totale (km ²)	Superficie cultivée (ha)					
		1997	% sup. fiv.	1998	% sup. fiv.	1999	% sup. fiv.
Toliara I	282	0	-	-	-	-	-
Toliara II	6 420	29389	4.58	35 286	5.49	35 151	5.47
Beroroaha	7 336	5628	0.76	5 595	0.76	5 615	0.76
Morombe	7 919	12045	1.52	11 955	1.50	11 960	1.51
Ankazoabo sud	7 540	9845	1.30	10 571	1.40	10 501	1.39
Betioky sud	9 829	22251	2.26	22 135	2.25	21 875	2.22
Ampanihy ouest	73 514	10601	0.78	10 495	0.77	10 325	0.76
Sakaraha	8 837	10761	1.21	10 690	1.20	10 540	0.19
Benenitra	5 010	2613	0.52	2 590	0.51	2 565	0.51
Ensemble Région	66 714	103 133	1.55	109 317	1.64	108 532	1.63

Source : SSA/DPEE du MinAgri - annuaires statistiques 1998 et 1999

Il s'agit ici des superficies développées ou économiques. La parcelle peut être cultivée une ou deux fois pendant la même campagne. Les cultures peuvent être associées à d'autres plantations à cycle court ou à cycle long. La terre cultivée ne représente que le 1.60% de la superficie totale de la région. Cela est dû principalement :i) Au climat à tendance subaride (moyenne de pluviométrie campagne 1997-98 : 345 à 650 mm ; ii) A la nature du sol : beaucoup de sols squelettiques sur basaltes et sols ferrallitiques anciens.

2.4.5.1.1.1.2. Types de culture

Au vu de la répartition des cultures pratiquées, les districts peuvent se scinder en trois types :i) Le premier type est caractérisé par : l'apparition du riz deuxième saison, les spéculations complémentaires restant identiques : maïs, manioc, patate et arachide. Ceci concerne les Districts de Benenitra et d'Ampanihy. ii) Le deuxième type est caractérisé par la présence de riz première et deuxième saisons dans des proportions variables, le reste du vivrier étant toujours assuré par la trilogie maïs, manioc, patate.

Dans ce groupe les cultures de rentes apparaissent, notamment la canne et le coton mais toujours dans des proportions faibles voire marginales. Il s'agit des districts de Sakaraha, Beroroaha, Ankazoabo Sud et Betioky sud. iii) Le troisième type concerne le district de Toliara II caractérisé par l'absence totale de riz et la prédominance de la culture de maïs, du manioc, de la patate et d'arachide.

2.4.5.1.1.1.3. Exploitations agricoles

a) Population agricole

Il y a une augmentation de la population agricole dans la région de Toliara : de 496 600 en 1985, elle est passée à 567 388 en 1993. Dans certains districts, le rapport population agricole et population rurale dépassent 100%. Cela signifie qu'une partie de la population des Communes dites « urbaines » est en fait composé d'agriculteurs.

b) Exploitation agricole

L'exploitation agricole est une unité économique dans laquelle l'agriculteur pratique un système de production en vue d'augmenter son profit. Le système de production est la combinaison des productions et des facteurs de production (terres, travail, capital d'exploitation) dans l'exploitation agricole ». Une exploitation est moderne, si elle remplit les conditions requises suivantes : i) terres mises en valeur égales ou supérieures à 10 ha, ii) utilisation d'au moins cinq salariés permanents, iii) un minimum d'équipements.

La majorité des exploitations sont du secteur traditionnel. L'agriculteur n'utilise pratiquement que la bêche (angady), mais la culture attelée se développe, notamment pour la culture cotonnière.

4.4.1.1.1.4. Superficies cultivées

Les superficies varient de : i) 0,5 ha à 2 ha de rizière par exploitant ; ii) 1 ha à 5 ha de tanety par exploitant. Les ménages agriculteurs s'occupent plus de la culture de manioc que de la riziculture dans la région du Sud-Ouest. Viennent après, les cultures de maïs, d'arachide, de patate douce, de pois du cap et de haricot. Il est à signaler qu'il y a une diminution de surface totale cultivée en 1999 à cause du retard des pluies et de leur mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace.

2.4.5.1.1.2. La production

2.4.5.1.1.2.1. Les cultures vivrières

Comme dans toutes les régions à Madagascar, la riziculture reste l'activité principale des paysans de la région (plus de 47% de la superficie cultivée en cultures vivrières). Les autres cultures vivrières sont le manioc, le maïs, le haricot, la patate douce, et autres comme la pomme de terre. Les grandes zones productrices de manioc sont Toliara II, Ampanihy et Betioky sud. La part du maïs dans l'alimentation régionale est aussi importante que les autres produits vivriers. Les Haricots, dont les variétés locales sont nombreuses, sont également tributaires d'une bonne alimentation en eau. Il

est, soit associé aux autres spéculations (manioc, maïs) soit en culture simple. La Commune de Beroroha tient le premier rang pour la production de haricots. Cependant, celle-ci connaît aujourd'hui une baisse sensible par suite de problème de collecte, qui est lié à la dégradation des voies d'accessibilité. La pomme de terre occupe une position relativement marginale par rapport aux cultures vivrières traditionnelles. Elle est cependant appréciée et sa consommation augmente quand le revenu augmente.

a)Le riz

La riziculture occupe une place de choix pour l'ensemble de la zone. L'on rencontre principalement deux types : i) le « vary tsipala » de saison humide (de décembre à mai) ; ii) le « vary godra » de saison sèche (de juin à novembre).



Source :photo prise par R.L.Adrien

Sur les 34 200 de rizière de bas-fonds et plaines : i) seuls 9 337 ha ont un système d'irrigation convenable soit 27,3%, ii) 22 419 ha sont irrigués, de manière traditionnelle, à partir des rivières et fleuves traversant la région (65,6%), iii) 724 ha sont irrigués avec le système de captage des eaux de ruissellement. 50% des riziculteurs du Sud-Ouest pratiquent encore le piétinage pour la préparation du sol, surtout à Beroroha, à Ankazoabo Sud et à Benenitra où le nombre des bovidés par famille est encore élevé. L'utilisation des matériels motorisés est encore trop faible (1,84%). La mécanisation ne peut se faire que sur des exploitations de plus grande taille et à topographie non accidentée. Les techniques manuelles sont de plus en plus abandonnées au profit de la culture attelée grâce au crédit - matériel (location - vente - équipement) octroyé par le Projet du Sud Ouest (PSO), l'ONG RANO sy VARY, le CIDR (Vola Mahasoia).

Rendements et production. Morombe, Betioky Sud, Sakaraha, Ankazoabo Sud, Beroroha sont les zones productrices pour la région de Toliara. 68% de superficie cultivée de Benenitra est occupée par la culture rizicole, mais son problème majeur est son enclavement total aussi bien en saison sèche qu'en saison des pluies. En matière de

productivité, le périmètre du Bas Mangoky est en tête avec un rendement moyenne 4,5tonnes/ha, le rendement maximum étant de 12 tonnes/ha. Les paysans du Mangoky ont obtenu le 1er et le 3^{ème} prix du concours agricole organisé en 2003, aussi bien au niveau national que provincial.

Niveau d'autosuffisance en riz. Si on se réfère à l'analyse - diagnostic de la filière régionale du riz du Centre-Ouest (Toliara - Morombe - Bezaha)¹⁵, la consommation moyenne en riz par tête est de 398 grammes/jour soit 145 kg/tête/an. En prenant la projection de la population 1999 (faite par la Direction de la Démographie et des Statistiques Sociales de l'INSTAT), le niveau d'autosuffisance en riz peut se résumer comme suit.

Tableau 4 : Niveau d'autosuffisance en riz

Districts	Population 1999	Besoins (Tonnes)	Productions (T)	Excédent/Déficit (T)
Toliara II	173 924	38 798	5 200	- 33 598
Beroroaha	37 041	8 263	5 300	- 2 963
Morombe	91 339	20 375	2 500	- 17 875
Ankazoabo sud	45 260	10 097	6 690	- 3 407
Betioky sud	155 936	34 786	14 870	- 19 916
Ampanihy ouest	193 771	43 534	195	- 43 339
Sakaraha	64 064	14 291	8 510	- 4 781
Benenitra	24 841	5 541	2 500	- 3 042
Ensemble Région	786 176	175 685	45 765	- 129 921

Sources : DDSS/INSTAT et SSA/DPEE-Statistiques agricoles 1999
(Taux d'usinage = 65%)

Tous les districts de la région de Toliara sont déficitaires en riz. La production totale de paddy ne satisfait que 26% seulement des besoins de la région. Le système de riziculture à deux récoltes par an ou la généralisation du Système de Riziculture Intensive (SRI) pourrait aider les familles à traverser la période de soudure.

Commercialisation. Deux cas peuvent se présenter pour la commercialisation du paddy. Dans le premier cas, le producteur apporte directement le paddy à un transformateur ; Le prix se fait suivant le cours. Dans le deuxième cas, les achats du paddy sont effectués par les



Source : doc du PADR

¹⁵ Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage / Diagnostic de la filière du riz du centre Ouest (Toliara – Morombe - Bezaha)

collecteurs souvent indépendants. Les transactions se font soit au village soit dans les lieux où sont implantés les collecteurs. Les grossistes et les détaillants vendent les produits finis (riz blanc) aux consommateurs.

Conditions du développement de la culture. Les potentialités de la région dans l'existence des périmètres aménagés, un grand potentiel de ressources en eau : Mangoky, Manombo, Fiherenana et de sources souterraines Antanimeva, Onilahy. Les sols sédimentaires et alluviaux sont fertiles. L'existence de plusieurs intervenants qui ont les moyens et les compétences pour l'amélioration et l'exploitation constitue un atout pour la région. C'est aussi une zone d'immigration qui a bénéficié de l'arrivée et de l'installation d'un flux de producteurs provenant du Sud-Est et des Hauts-plateaux.

Ses contraintes qui freinent le développement de la riziculture de la région sont :

- Ensablement des réseaux hydro-agricoles, qui entraîne une augmentation des frais d'entretien.
- Capacité humaine, technique et financière limitée des AUE.
- Faible participation des AUE (face au retrait de l'État) et des autorités locales.
- Prix inaccessibles des intrants.
- Insuffisance de crédit agricole qui freine l'intensification et diminue la capacité de collecte.
- Dégradation des infrastructures routières qui constitue un handicap majeur pour l'ensemble des agents de la filière riz et les autres activités économiques régionales.

Perspectives. Il ne faut pas se limiter uniquement aux paysans traditionnels, l'ouverture vers les petites entreprises agricoles ou exploitant agricole moderne à vocation commerciale mérite une réflexion car la faible capacité des paysans, imperméable à tous changements, handicape le développement de l'agriculture dans le RSE. Avec le système traditionnel, le rendement est faible et en conséquence démotive les agriculteurs.



Source : journal express Madagascar, décembre 2003

b) Autres cultures vivrières

Le manioc, le maïs, la patate douce constituent, après le riz, la base de l'alimentation de la majeure partie de la population locale. Les grandes zones productrices de manioc sont Toliara II, Ampanihy et Betioky sud avec une superficie totale cultivée de 20 755 ha (2001), donnant 130 120 tonnes de production. Le maïs occupe également une place importante par rapport aux autres produits vivriers avec ses 10 250 ha de superficie cultivée, produisant 9 750 tonnes (2001). Le volume de production, la patate douce tient le deuxième rang après le manioc avec une production aux alentours de 30 000 tonnes par an. Le prix varie de 750 à 1 000 Fmg/kg au consommateur.

2.4.5.1.1.2.2. Cultures de rente

Les cultures de rentes sont le pois du cap et la canne à sucre. Cette dernière est plantée dans la région de Toliara mais la récolte est encore faible (56 150 tonnes en 2001) face à l'énorme potentiel en terre existant. Le Pois du cap est surtout cultivé en pays Masikoro, dans les basses vallées du Mangoky, du Fiherenana, de l'Onilahy et dans le couloir naturel Befandriana sud - Marombo. Une superficie de 3 425ha est cultivée dans la RSE produisant 5 020 tonnes en 2001, avec un rendement variant de 1,50 à 1,75 tonnes/ha. C'est un produit exportable mais le respect de la qualité exigé se fait toujours défaut. Des efforts sont nécessaires pour avoir des produits indemnes de menamaso et reconquérir le marché non seulement de l'océan indien comme le Maurice et La réunion, mais également de la Grande Bretagne.

2.4.5.1.1.2.3. Cultures industrielles

Les cultures industrielles pour la région de Toliara sont l'arachide et le coton. L'arachide représente un tonnage total de production assez faible. Le rendement obtenu varie de 670 à 770 kg/ha. Une partie de la production arachidière est destinée à la consommation locale (arachide de bouche surtout), une autre plus grande partie est évacuée soit pour l'usine Indosuma, soit vers les Hauts-Plateaux par les collecteurs. Il est important d'analyser les conditions susceptibles de promouvoir davantage cette spéculation. Il s'agit de : i) améliorer la technique de culture, ii) intensifier les actions de vulgarisation, iii) désenclaver les zones productrices.

Le coton est la culture spéculative prépondérante dans la région. L'encadrement des producteurs est assuré depuis longtemps par la société Hasyma et actuellement reprise par la société DANAGRIS.

2.4.5.1.2. Elevage

L'élevage occupe une place importante dans la vie socio-économique des populations de la région du Sud-Ouest. Les principales régions d'élevage sont essentiellement le Masikoro, l'Ibara et la pénéplaine Mahafaly, zones de grands pâturages. Il s'agit de l'élevage bovin, porcin, ovin, caprin, volailles et de l'aviculture.

Le nombre de cheptel d'élevage au niveau des CIREL de Toliary enregistre en général une baisse de 1999 à 2001 à l'exception des volailles.

2.4.5.1.3. Pêche et ressources halieutiques

La pêche constitue l'activité principale des villages littoraux de Toliara surtout pour les villages de Toliara II. La possibilité limitée en matière d'agriculture et d'élevage face à la potentialité en ressource marine et la sécheresse de la région poussent les gens à s'orienter vers la pêche. Pour la majorité des cas, cette activité reste encore au niveau traditionnel ou familial. La zone de pêche est de surface réduite, généralement à une heure de trajet de la plage. La quasi-totalité de la pêche est axée sur l'exploitation du récif (pêche au filet ou à la ligne). Il s'agit de la pêche maritime, la pêche continentale, l'aquaculture, la pisciculture et la culture d'algues. A Toliara ville, en plus de la pêche traditionnelle pratiquée par quelques quartiers littoraux (Ankiembe, Mahavatse, Besakoa), la pêche industrielle commence à se développer.

La production de la pêche maritime, principalement aux mains d'industriels, est essentiellement destinée à l'exportation, le marché intérieur étant alimenté par la pêche traditionnelle ou artisanale et les rejets de la pêche industrielle. Deux grandes sociétés de pêche, l'AQUAMEN qui exploite les crevettes profondes et le COPEFRITO (collecteur exportateur de poulpes et de calmars) s'implantent dans la ville. Leurs produits sont destinés à l'exportation. Ils visent essentiellement les thons de surface et de profondeur (senneurs et palangriers), et dans un degré moindre, les poissons nobles de fonds (palangriers, ligueurs et chalutiers).



Source : doc du PADR

2.4.5.1.4. Conclusion

Le développement de l'agriculture dans la région Sud Ouest est caractérisé par :

- Déficit hydrique dans la plupart de la zone,
- Attaque périodique des criquets,
- Insécurité foncière,
- la prédominance de l'agriculture de subsistance, utilisant la technologie traditionnelle,
- faible accès aux intrants et aux autres actifs de production (crédits, conseil et vulgarisation, centre de formation et d'information de marché, etc.).

A ces problèmes spécifiques s'ajoute la précarité des organisations professionnelles agricoles, l'absence de liaison verticale de la production en milieu rural avec une industrie agro-alimentaire en milieu urbain, l'absence des infrastructures telle que les pistes rurales, l'énergie et le moyen de communication efficace avec le centre de marché, etc.

2.4.5.2. Secteur Industrie et artisanat

Le rayonnement de Toliara se trouve contre carré par l'enclavement et la léthargie de nombreuses activités productives. Le phénomène de désindustrialisation de Toliara ne lui permet pas de jouer le rôle qui devrait être le sien, c'est-à-dire, celui de véritable capitale, figure de proue du développement économique régional :

- L'usine de viande JAMOKA a fermé ses portes en 1976,
- Le fabricant métallique TOLY a renvoyé tous ses employés depuis plusieurs années,
- Le Sud Madagascar Textile (SUMATEX) a mis à la rue plus de 2 000 employés,
- Le projet d'une cimenterie n'a pas vu le jour jusqu'à maintenant,
- La brasserie STAR et l'usine de capsules Vifotsy ont fermé aussi leurs portes. La brasserie est transférée à Antananarivo.

Aujourd'hui, on peut citer comme agro-industries dans la région de Toliara : les industries oléagineuses du sud malagasy (INDOSUMA), la Société Malagasy du Sel (SOMASEL) et l'Association Fruits et Légumes de Toliara (FRUILETO).

e) Entreprises franches :

Ampanihy : Tapis Madagascar Import (TAPMAD) : fabrication de tapis par la régénération de la chèvre angora. Environ 400 tisserandes sont en activité à Ampanihy-ville. Elles exercent dans 85 ateliers qui totalisent 180 métiers à tisser. La société TAPMAD emploie une quarantaine de tisserande. Les tapis sont vendus à l'exportation pour la première qualité et le reste tourné vers le marché local (Antananarivo, Toliara, etc).

2.4.5.2.1. Conclusion

L'industrie installée dans la région, sans dynamisme et sans innovation, est confrontée par des problèmes tels que l'accès au crédit, l'absence de personnel local qualifié. La plupart orientent sa production vers le marché local constitué en majorité de population à revenu limité. L'absence de réseau est marqué soit entre les firmes soit entre les firmes et organes de support (centre de recherche, établissement de formation technique, conseil en gestion, etc.). Par ailleurs, l'absence d'une politique régionale de

développement industriel adaptée à la situation locale figure aussi parmi les raisons des faiblesses constatées.

2.4.5.3. Secteur Minier

La région de Toliara possède un sous-sol d'une richesse inestimable, surtout dans les zones d'Ampanihy et de Betioky sud. La carrière de Besosa dans le district d'Ampanihy recèle une grande quantité de pierres précieuses et semi-précieuses (grenat, calcite, cipolin). D'autres produits du sous-sol existent dans la région d'Ampanihy (jaspe, quartz, tourmaline). Par ailleurs, la partie nord est riche en or et pierres précieuses (Soamanonga, Lazarivo, Soaserana). Mais les gisements miniers les plus intéressants, économiquement pour la région, sont le gisement sédimentaire lacustre de kaolin du sud d'Ampanihy, le grès ferrugineux, le gisement de fer du sud de Betioky et le gisement de charbon de la Sakoa - Sakamena, à l'Est de Betioky dans le commune de Soamanonga.

L'exploitation optimum du kaolin viserait la fabrication de porcelaine. Le marché intérieur étant faible, cela nécessiterait au préalable l'obtention des marchés extérieurs. Un milliard de tonnes de charbon peuvent être extraites des trois couches de l'important gisement de la houille de la Sakoa. Deux sociétés, la Société Malagasy de Cimenterie et la SOAVITA l'exploitent actuellement.

La région de Toliara regorge de pierres précieuses dont le saphir. Bien qu'Ilakaka ne se situe pas dans la province de Toliara, celle-ci bénéficie apparemment de retombées de l'exploitation. La ruée des jeunes sans emploi vers ce site allège temporairement le problème de chômage. D'un autre côté, le taux d'occupation des établissements hôteliers tourne autour de 60 à 70% pendant toute l'année. Mais par contre la population a du mal à suivre la hausse des prix générée par ces activités. L'attention de l'opinion et des dirigeants étant focalisée sur le saphir sans pouvoir mettre une gouvernance dans ce secteur. L'exploitant malgache y s'occupe de la vente du brut envers les étrangers installés sur place. Aucune ambition de bâtir une politique de valorisation des produits n'est perceptible. Donc, on se contente de vendre localement des pierres brutes sans traitement, ce qui exporte ailleurs la plus grande retombée de sa valeur ajoutée.

2.4.5.4. Secteur du Tourisme



Source : photo d'Ifaty prise par R.L.Adrien

La région du Sud Ouest recèle des potentialités touristiques qui devraient être mise en valeur. Depuis une dizaine d'années la destination Sud est très prisée par les touristes étrangers. La preuve, la capacité d'accueil des établissements hôteliers a quadruplé en une décennie. Toliara et les sites environnants comme Ifaty proposent actuellement 400 lits. Plusieurs sites (29 à peu près) dans la RSE attirent les touristes étrangers et locaux.

En dépit de cette longueur d'avance, le secteur n'a pas été en mesure de surmonter les obstacles à son épanouissement. La plupart des infrastructures hôtelières de la région ne répondent pas aux normes requises. Le manque de qualification de la plupart des employés qui travaillent dans les établissements hôteliers apparaît comme un des freins à l'amélioration de la qualité des prestations. Des efforts d'investissements importants (infrastructure de communication, etc) doivent être entrepris en parallèle avec des appuis technique et financier pour améliorer les capacités des parties prenantes locales.

Pour conclure, le développement du tourisme est indissociable avec l'environnement économique global et régional. L'absence de support (allègement fiscal, accompagnement des centres de formation, mécanisme de crédit bien ciblé, priorité des investissements routiers dans la zone à forte potentiel touristique comme axe Tuléar vers Ifaty, etc.) envers les acteurs du tourisme figure parmi les motifs qui

justifies ses limites. Toute fois, le secteur tente de bouger avec les moyens du bord, basé uniquement sur la promotion de la destination Madagascar sans une politique solide au niveau régional.

Pour que le modèle de développement économique et social tant espéré soit soutenu à long terme, il faut qu'il tienne compte de la dimension environnementale, c'est-à-dire mettre en place une politique de développement respectueuse des considérations environnementale et sociale.

2.4.6. Environnement

La présente étude n'a pas examiné en profondeur les forces et les faiblesses particulières de l'environnement de la Région. Toute fois, des recommandations d'ordres générales sont formulées pour que toute intervention dans le domaine économique et sociale prendra des mesures d'internalisation des externalités négatives envers l'environnement physique et humain. Sans le respect de ce principe, la dégradation de l'environnement – notamment la diminution des ressources naturelles et la détérioration des écosystèmes – aura des effets particulièrement dramatiques sur les pauvres, surtout les femmes et les enfants. Les tendances actuelles révèlent l'ampleur et la complexité du défi à relever face aux problèmes environnementaux tels que :

- i) La dégradation des sols, le déboisement et la désertification qui affectent les moyens de subsistance des personnes et posent une menace croissante à la production agricole et à la sécurité alimentaire (ensablement des périmètres, destruction rapide des infrastructures, etc.).
- ii) La pénurie d'eau, et les difficultés d'accès à l'eau potable et à l'assainissement qui causes de la mauvaise santé et des maladies mortelles et
- iii) La perte de diversité biologique qui porte atteinte à la capacité productive des écosystèmes terrestres et aquatiques réduisant l'accès des pauvres aux biens et services environnementaux essentiels, y compris les processus écologiques vitaux tels que la purification de l'eau, les cycles nutritifs, la lutte contre la pollution et l'érosion des sols, et les zones tampons protégeant contre les catastrophes naturelles.

Les défis à relever ont un caractère systémique et ils sont indissociablement liés à des questions plus larges de gouvernance locale et de politique économique et sociale. Pour les relever, il faut des partenariats plus efficaces entre le secteur public local, la société civile, le secteur privé et les communautés locales. Cela demande de l'accent sur l'intégration des préoccupations relatives à la gestion de l'environnement dans les cadres de développement local en vue de promouvoir une croissance durable et équitable et de protéger le patrimoine des populations nécessiteuses. Il faut promouvoir un dialogue et forger un consensus entre les parties prenantes locales sur des stratégies appropriées en vue de réduire la pauvreté et de protéger l'environnement.

Nous allons citer quelques actions de l'environnement terrestre, l'environnement marin et côtier de la RSE ainsi que le mode de gestion communautaire existant.

2.4.6.1. L'environnement terrestre

Les actions dans le domaine de l'environnement terrestre sont focalisées dans la préservation et conservation des espèces animales et végétales et des écosystèmes naturels. Cette préservation ne peut se concevoir que dans des zones délimitées par le biais d'une aire protégée, bénéficiant d'un statut, d'une législation et des moyens appropriés.

Le tableau ci-dessous présente les aires protégées dans la région de Toliara.



Source : doc. du PADR

Tableau 5 : Les aires protégées dans la région de Toliara

Nom de l'aire protégée	Superficie (ha)	Localisation	Date de création
1 - Réserve naturelle intégrale Tsimanampetsotsa	43 200	Betioky - sud	Décret 66.242 du 01-06-66
2 - Réserve spéciale Bezaha - Mahafaly (2 parcelles)	600	Betioky sud	Décret 86.168 du 04-06-86
3 - Parc National Isalo	81 540	Ihoso - Ankazobe	Décret 62.371 du 19-07-62

Source : Min. des eaux et forêts

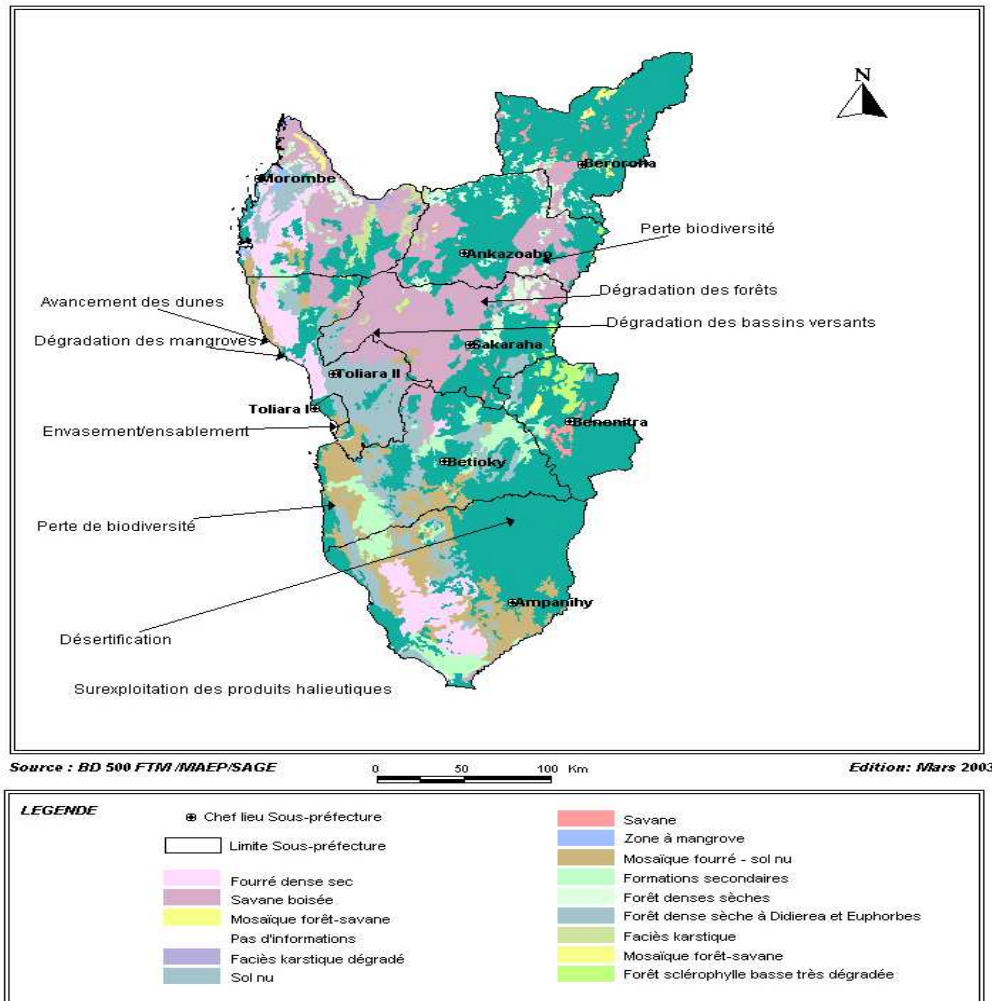
Réserve naturelle intégrale : elle est destinée à protéger des écosystèmes représentatifs. Tous les animaux et toutes les plantes des RNI sont totalement protégés, sauf s'ils font l'objet de recherches scientifiques autorisées. Réserve spéciale : elle est destinée à protéger et propager des espèces animales ou végétales particulièrement menacées ainsi que des habitants indispensables à leur survie. Parc national : qu'il soit terrestre ou aquatique, la protection est totale, mais certaines activités humaines sont soumises à autorisation.

2.4.6.2. L'environnement marin et côtier

De la partie maritime vers l'intérieur des terres, les récifs coralliens, les lagons, les plages sableuses ou cordons littoraux entrecoupés par des rocs de plage, les marais maritimes ainsi que les bush épineux et la forêt dense sèche sur sable blanc et roux et sur roches calcaires, constituent les points marquants de ce long littoral. Les récifs coralliens sont très riches en ressources naturelles marines exploitables, notamment les poissons, les algues, les coraux, les crustacés, les céphalopodes, les échinodermes, les mollusques... Ces derniers temps, des menaces et pressions pèsent sur ces écosystèmes risquant ainsi leur destruction. Quant aux mangroves, près de 46 500 de mangroves (ONE/EMC, 2000) sont disséminés tout le long du littoral de la zone de Toliara. Ce sont des mangroves d'estuaires (Sarodrano, Saint Augustin, Fitsitika...) localisées aux environs des embouchures de fleuves et de rivières, et des mangroves littorales, formées parallèlement à la côte grâce à la présence de résurgence d'eau douce (Anakao, Ankilibe, Ankiembe, Songeritelo...).

L'ANGAP intervient dans la conservation des espaces naturels (Parc national, Réserves naturelles...) tels que Isalo, Bezaha-Mahafaly, Tsimanapentsotsa et du développement des zones périphériques pour mettre en place un système de gestion communautaire de l'environnement.

Les problèmes rencontrés par l'environnement dans la RSE sont décrits à travers la carte ci-dessous.



Carte n°4 : Carte de problématique environnementale de la région Sud Ouest

La partie environnement termine l'analyse diagnostique de la réalité locale dans la zone étudiée. A présent, il sera analysé en fonction du cadre théorique les conditions optimales pour qu'une approche intégrée du développement local dans la région soit faisable.

**PARTIE III : ANALYSE ET FAISABILITE DE L'APPROCHE
INTEGREE DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA RSE**

PARTIE III : ANALYSE ET FAISABILITE DE L'APPROCHE INTEGREE DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA RSE

3.1. APPROCHE INTEGREE DU DEVELOPPEMENT LOCAL DANS LA RSE

3.1.1. Les conditions d'une approche intégrée de développement local

Pour qu'une approche intégrée de développement local soit mise en œuvre avec succès, il faut que les paramètres suivants soient vérifiés dans le secteur social et économique :

- a) Décentralisation des pouvoirs et des moyens aux autorités régionales ;
- b) Décentralisation accompagnée par une déconcentration (existence des services sectoriels décentralisés à chaque niveau de décentralisation) ;
- c) transfert systématique envers la région du budget nécessaire pour la mise en œuvre des actions publiques dans son territoire d'action ;
- d) Gouvernance dans le secteur public et privé ;
- e) Lutte sans distinction de la corruption ;
- f) interventions sous la coordination du gouvernement local en collaboration des services sectoriels décentralisés autour d'unités territoriales locales telles que les districts, les municipalités, ou les communes ;
- g) Renforcement des capacités des organisations existantes au sein de l'espace local défini par les limites du gouvernement local pour développer des processus et des dispositifs institutionnels plus intégrés ;
- h) Les organisations communautaires, les gouvernements locaux , les organismes sectoriels décentralisés, les organisations privées (ONG, entreprise), sont reliés de façon plus cohérente afin d'encourager l'amélioration du développement des aptitudes à agir, de la gouvernance et de la prestation de services. C'est une amélioration sensible de la coordination, de la synergie, de l'efficacité et la capacité dans les processus de développement local ;

Spécifiquement pour le secteur économique, les dispositifs ci-dessus seront complétés par des conditions suivantes pour le développement du système de production localisée par la création des clusters:

- i) Existence d'une politique régionale de développement économique. Cette politique doit affirmer le soutien public dans le développement des clusters autour des spécificités régionales
- j) la concentration géographique et sectorielle des entreprises,
- k) Existence d'une structure d'interface pour accompagner : la création d'entreprise, montage de projet, appui en gestion, prospection de marché, démarche qualité et normes internationales requises ;
- l) Existence d'appui direct aux investissements productifs des entreprises. Cet appui sera opéré en harmonie avec les objectifs définis dans la politique régionale de développement industriel. C'est-à-dire, il sert d'outil pour atteindre les objectifs de la région ;
- m) Existence de partenariat entre les entreprises, l'établissement de formation professionnelle, les instituts supérieurs technologiques, le centre de recherche appliquée pour le développement industriel, les organisations professionnelles. Les relations inter-firmes et entre les firmes et les institutions et structures d'interface pouvant prendre des formes diverses et plus ou moins intenses débouchant sur des effets d'entraînement ;
- n) Existence de mécanisme de financement viable envers les entreprises locales. Ce type de financement doit être conçu pour répondre au niveau spécifique des entreprises locales. Les critères d'octroies doivent être en harmonie avec la politique régionale, basés sur l'exploitation des innovations régionales et ciblant les marchés à forte valeur ajoutée bénéficiant d'un avantage comparatif ;

Les conditions de succès ci-dessus seront vérifiées avec la réalité vécue dans la région Sud Ouest.

3.1.2. Analyse des conditions communes des deux secteurs dans la RSE

Une analyse sera dressée d'abord aux conditions dites horizontales qui concernent la décentralisation, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, le renforcement de capacité des pouvoirs publics locaux et des acteurs locaux du secteur privé.

3.1.2.1. Analyse de la réalité locale en matière de décentralisation

Pour Madagascar, à la veille de l'indépendance, on comptait 26 communes urbaines, dont 5 de plein exercice, et 237 communes rurales. Dès 1959, l'institution communale est généralisée à l'ensemble du territoire, le nombre de communes rurales passant à 739 et les communes urbaines devenant progressivement toutes de pleine exercice sur la base d'une organisation très proche du droit français. L'existence de semblable commune se conjugait alors avec un Etat à dominance centralisée. De ce fait, l'option de la décentralisation s'affirme avec la constitution de 1992.

Il en résulte que *la décentralisation doit s'inscrire dans un contexte de séparation et d'équilibre des pouvoirs, qu'elle entretient une relation avec le développement et que cette relation doit être mise sous le signe de l'égalité et de solidarité*. En conséquence, *l'autonomie des collectivités devrait être observée bien en ce qui concerne les relations des collectivités entre elles, que surtout dans les rapports collectivités – administration*. C'est un principe garanti par la loi n°94 - 007 du 26 avril 1995 relative aux pouvoirs, compétences et ressources des collectivités territoriales décentralisées: « les collectivités territoriales décentralisées sont souveraines dans le domaine des compétences à elles dévolues par la Constitution sauf violation flagrante de la légalité constitutionnelle, les Collectivités territoriales sont autonomes les unes par rapport aux autres et tout caractère hiérarchique entre elle reste exclu »¹⁶ A signaler que notre analyse ne traite pas les faiblesses relevées dans les différents textes par rapport à la pratique mais donne un constat qui fait apparaître un écart majeur entre les textes et la pratique constatée au niveau régional.

¹⁶ Etude de faisabilité d'un fonds de développement local, Ministère de la décentralisation et de l'aménagement du territoire, mars 2005

Au sein de la région, le niveau de décentralisation n'est pas clairement défini. La région étant la structure récemment nommée mais le pouvoir attribué à la région face aux directions sectorielles gérées directement par le ministère pose sérieusement un problème de gouvernance. Les directions sectorielles sont équipées par le budget ministériel avec un programme de réalisation précis alors que la région, qui travaille normalement à la mise en œuvre de son programme régional de développement pourrait être handicapé en matière des moyens. Entre ces deux approches se pose un problème d'harmonisation et de coordination efficace. Cette situation se répercute jusqu'au niveau communal. En face de cette pratique, le gouvernement local devient le symbole de l'autorité locale au niveau de la cérémonie et au moment de la réception des travaux sans pouvoir vraiment prendre en main la destinée de son territoire.

Par ailleurs, la faiblesse constatée dans la décentralisation affecte aussi la liaison entre le gouvernement local, le secteur privé, le service sectoriel et les institutions intermédiaires, car l'autorité locale ne jouit pas le pouvoir nécessaire pour asseoir le leadership dans sa démarche.

3.1.2.2. Analyse de la réalité locale sur le lien décentralisation-déconcentration

La loi n°93-005 du 26 janvier 1994 portant orientation générale de la politique de décentralisation précise dans son article 19 : « A un pouvoir décentralisé doit correspondre un pouvoir déconcentré ». Tel est le principe de base qui régit, dans le cadre de la décentralisation effective, l'intervention de l'Etat au niveau territorial. L'administration territoriale de l'Etat est organisée, dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales, de manière à mettre en œuvre l'aménagement du territoire, à garantir la démocratie locale et à favoriser la modernisation du service public.

Les réalités locales dans la zone étudiée ne confirment pas la disponibilité de service déconcentré à chaque niveau de décentralisation. Au niveau de district par exemple, il est rare de trouver les services publics au complet. A cet effet, un développement local bien intégré ne serait pas possible sans une volonté ferme de transférer au niveau local les moyens nécessaires avec de renforcement institutionnel

adapté. Ce qui supprimera normalement l'équivalence de l'aide par projet géré par le gouvernement central et piloté de loin sous prétexte que la compétence locale fait défaut. C'est une longue démarche à faire qu'il faut dès le maintenant commencer pour que la réalisation au niveau local soit le fruit de l'initiative locale (identification, programmation, exécution, exploitation et maintenance)

Le niveau central et les agences d'exécution sont nécessaires pour apporter de conseil accompagnement, de contrôle et d'audit.

Les variétés de niveau de déconcentration dans la région d'étude ne facilitent pas une approche homogène d'analyse. Par exemple, le secteur agricole dispose une direction régionale par région par contre le ministère chargé de la santé, de l'industrie et du développement du secteur privée, etc, ... travaille avec une direction provinciale.

3.1.2.3. Analyse de la réalité locale sur le transfert de fonds et sur la responsabilisation locale

Au niveau du Pays en général, nous avons dépassé le programme conçu par les partenaires financiers et sa réalisation imposée au Pays. Cette avancée est marquée par la mise en œuvre du processus participatif national et régional dans l'élaboration du DSRP. La translation logique de cette approche doit amener le gouvernement central à applique le même scénario quant à la mise en œuvre des actions publiques au niveau régional. Le gouvernement central doit en effet, effectuer systématiquement de transfert des pouvoirs et des moyens au niveau régional. Ce transfert est l'unique méthode de renforcement de capacité efficace et le niveau central s'occupe de l'animation, audit, et orientation stratégique. En effet, entre les deux niveaux il y a lieu d'établir un renforcement de capacité réciproque.

Prenons quelques exemples de réalisation sur place. Au niveau du MAEP, un bâtiment à construire à Ambovombe, est géré par une direction centrale, direction d'appui aux investissements ruraux, qui assure également la gestion du marché (dépouillement, analyse, attribution, gestion du contrat) à Antananarivo. Aucun transfert de compétence avec cette pratique et en contre courant non seulement avec le principe de déconcentration annoncée dans le DSRP mais également avec la mise en place de la région. Si on juge que la capacité de la direction régionale n'est pas suffisante pour le faire, un apprentissage par l'action aurait été la solution choisie. Par ailleurs, on se pose la question si vraiment la gestion d'une construction de bâtiment classique ne serait-t-il pas à la portée d'une

direction régionale dirigée au moins par un cadre supérieur doté d'une forte expérience en développement, alors qu'une Commune rurale appuyée par le FID est en mesure de le faire dans le cadre de l'appui direct des communes. Il est plus indiqué à la direction locale de prendre en main les processus, appuyée par des services déconcentrés de la place disposant d'une expertise en infrastructure au sein de la région concernée ou région voisine par le biais d'une coopération inter-régionale. L'ensemble est sous la coordination du Directeur Régional concerné et le Chef de Région avec l'appui éventuel d'une direction centrale (en cas de besoin exprimé par la région). La pratique actuelle laisse entendre que des conflits d'intérêt font obstacles à l'avancée de la décentralisation.

Prenons aussi l'exemple de la direction provinciale des travaux publics qui est intéressant en matière de gestion décentralisée d'activités sur le cas d'entretien périodique de la route. Elle assure la programmation, le lancement et la gestion de l'entretien routier dans son territoire. C'est la subdivision, dont l'espace de travail ne coïncide pas ni avec le district ni avec la région, qui assure la gestion et le contrôle technique des prestations d'entretien routier dans son territoire. Par contre le paiement des prestations faites localement est réservé comme prérogative exclusive du niveau central par le Fonds d'Entretien Routier (FER) à Antananarivo.

En résumé, le niveau de déconcentration des activités du secteur routier est en longueur d'avance par rapport au secteur agricole. Mais, ceci n'exclut pas de la gestion centralisée par le ministère des travaux publics central des autres prestations plus conséquentes comme la réhabilitation de route bitumée et/ou autres.

Une réelle volonté de centraliser de la gestion financière est encore observée chez le Gouvernement central, les deux cas étudiés ci-dessus illustrent la pratique de la majorité du ministère sectoriel. C'est une pratique qui ne favorise pas le transfert de compétence au niveau infranational. Le niveau central aurait du s'occuper du transfert de fonds au niveau local avec des conditionnalités et mesures d'accompagnement: bonne gouvernance, lutte contre la corruption, renforcement des capacités, transparence de l'opération, etc. C'est la répercussion logique attendue au niveau local de la nouvelle approche de l'aide publique au développement, partant de l'aide par projet vers l'aide-budgétaire.

Par ailleurs, le fait de confier aux échelons décentralisés du pouvoir à la fois de la gestion d'un certain nombre de biens publics et de la perception de la recette destinée à les financer augmente considérablement la crédibilité du gouvernement. Il permet de rapprocher les institutions publiques des populations et de les rendre ainsi plus facilement comptables de leur gestion car la proximité entre administrateurs et administrés favorise la transparence de cette gestion.

Ces deux exemples précédents sont suffisants pour conclure qu'il faut une harmonisation des structures et des méthodes de gestion du développement au niveau local et privilégier l'appui budgétaire direct au détriment de la gestion centralisée des projets locaux, assimilé à l'approche projet en voie de disparition progressivement actuellement. Cette transformation gagne de terrain au niveau de certaines institutions de développement comme l'Union Européenne et autres. Eux qui avaient dans leur mandat initial de s'occuper de l'économie mais pas de la politique progresse vers la reconnaissance de la bonne gouvernance (donc l'administration de proximité y fait partie). L'inefficacité de l'aide publique au développement leur a conduit rapidement à reconnaître le lien entre le développement avec les régimes politiques qui fait d'ailleurs la référence aux droits de l'Homme, à la bonne gouvernance, à la démocratisation, comme conditions du développement. Dans ce cadre, plusieurs instruments¹⁷ de coopération ont été employés tels que :

- i) aide budgétaire,
- ii) assistance technique,
- iii) prêts/dons projets,
- iv) aide alimentaire,
- v) aide d'urgence,
- vi) remises de dette,
- vii) aide militaire,
- viii) aides à l'exportation/importation et
- ix) micro-projets.

¹⁷ Source : Véronique SAUVAT : L'articulation entre "projets" et "politiques de développement" – Le rôle des bailleurs multilatéraux. 14 mars 2003.

Mais la tendance actuelle face aux difficultés d'une approche par « projets » tourne progressivement vers l'aide-budgétaire et la réforme institutionnelle. C'est-à-dire la montée en puissance d'une réflexion critique en termes d'inefficacité de l'aide, a conduit les bailleurs, non pas à abandonner complètement l'approche projets, mais à l'articuler avec une approche en termes de politiques. Donc, c'est une des formes de coopération qui montre la pertinence d'une approche globale et intégrée substituant progressivement de l'aide directe via projet piloté de loin à la construction de capacités locales. Le même esprit doit guider le gouvernement central pour translater au niveau régional et local les pouvoirs et les moyens appropriés pour fournir les services publics locaux.

3.1.2.4. Analyse de la réalité locale sur la gouvernance et la lutte contre la corruption.

La gouvernance locale est difficilement mise en place au niveau local sans une décentralisation avancée. Avec le système centralisé pratiqué actuellement, il est impossible pour les autorités locales d'initier des démarches touchant la gouvernance et la lutte contre la corruption. Ces deux domaines ne seront pas effectifs sans une réelle volonté affichée du gouvernement central. En ce qui concerne particulièrement la lutte contre la corruption au niveau régional, des efforts de sensibilisation et d'éducation sont nécessaires et cette lutte ne trouvera pas de succès sans adhésion de la population locale. La transparence des règles existantes en matière de droit et de devoir de chacun étant le premier pas de la sensibilisation. L'utilisation des supports de sensibilisation adaptés au niveau d'analphabétisme local est vivement recommandée.

La description du milieu social de la zone d'étude fait apparaître nettement une carence quasi-généralisée dans le domaine sociale allant de l'éducation, de la santé et de l'accès à l'eau potable. Au vu de cette situation, il est corrélativement normal que la plupart de PCD des communes dans cette région concentre leurs priorités essentiellement vers les infrastructures sociales. C'est une logique hiérarchique des besoins humains face à leurs niveaux de développement.

3.1.3. Analyse de l'approche intégrée du développement local dans le secteur social

En fonction du secteur d'intervention et son niveau de développement, l'approche et les stratégies opérationnelles de développement local sont différentes. Pourtant, les principes de base restent maintenus et s'affirment comme processus dynamique qui conduit à l'élargissement des possibilités offertes à chacun. En effet, les faiblesses de la population dans la région du Sud Ouest dans le secteur social conduisent automatiquement à une priorisation de ce secteur dans toute action de développement. Ainsi, les trois approches du développement local seront examinées dans le secteur social à travers l'analyse en profondeur de l'application dans cette région de la méthode de soutien communautaire initiée par le FID.

3.1.3.1. L'approche de soutien communautaire

Le FID et le programme ACORDS de l'union Européenne sont deux acteurs qui opèrent dans l'appui direct aux communes rurales de la RSE. Notre analyse concerne uniquement le cas de FID. C'est une initiative très louable et mérite de l'encouragement et extension aux autres services publics pour ne pas se limiter uniquement au secteur social. C'est une bonne démarche qui favorise une approche pédagogique aux communautés bénéficiaires. En effet, nous allons examiner les appuis menés dans cette région au niveau infrastructure en s'appuyant sur les expériences du FID dans le cadre du Projet de Développement Communautaire (PDC).

L'étude portera uniquement une analyse au niveau de l'approche de la composante « Financement Direct des Communes ». Cette composante assure le transfert des fonds directs aux communes pour leur permettre de réaliser des projets et activités prioritaires de leur Plan Communal de Développement (PDC). Le FID assure également de financement des projets communautaires issus des acteurs locaux qui constitue une forme d'apprentissage indispensable à la Communauté bénéficiaire pour se préparer au transfert des fonds directement géré par la commune. Enfin, il évolue actuellement vers une approche de projet communautaire géré par la commune qui s'affirme par la responsabilisation avancée de la commune et les institutions intermédiaires responsables vis-à-vis de la population.

3.1.3.1.1. Analyse des volets de l'appui direct des communes du FID

Pour étayer l'analyse des forces et des faiblesses de chaque volet de l'appui direct aux communes, nous allons étudier quelques cas des communes bénéficiaires. Dix communes bénéficiaires ont été repérées auprès de la direction régionale du FID Toliara. Il s'agit de dix communes suivantes : Andranopasy, andranovory, Androka, Antanimora, Befandriana, Beroroha, Mahaboboka, Marorivo, Ranomafana et Soalara.

Tableau 6 : Évaluation de performance de l'appui direct de 10 communes étudiées

Commune	Qualité de programmation (PAI)	Gestion financière	Passation des marchés	Qualité de prestation de service	Gouvernance locale
<i>Andranopasy</i>	2	1	2	2	2
<i>Andranovory</i>	0	0	0	1	0
<i>Androka</i>	2	0	ND	2	ND
<i>Antanimora</i>	1	1	0	1	1
<i>Befandriana,</i>	2	1	3	2	2
<i>Beroroha</i>	2	1	3	3	2
<i>Mahaboboka,</i>	0	0	0	0	0
<i>Marorivo,</i>	2	0	2	1	2
<i>Ranomafana,</i>	2	1	3	1	2
<i>Soalara</i>	2	2	2	3	3

0 : médiocre ; 1 : faible ; 2 : moyen ; 3 : Assez bien ; ND : non disponible

Le tableau ci-dessus résulte d'une analyse que nous avons effectué du rapport d'audit technique et financier externe de la composante appui direct des communes sous la conduite de la direction provinciale du FID Toliara en partenariat avec un cabinet d'audit professionnel.

La notation médiocre a été attribuée uniquement en cas d'une gabegie financière avérée. Elle s'exprime en général pour la partie finance, par la non justification de décaissement du fonds avec une destination non identifiée et non déclarée. Pour la passation des marchés, cette notation est attribuée en l'absence des documents attestant la transparence du bon déroulement du processus (absence de fiche de présence, procès verbal de dépouillement, travaux sans contrat, paiement sans attachement etc.). Donc, on attribue la notation « 0 : médiocre » en cas de volonté délibérée de truquer le déroulement de l'opération. Par ailleurs, c'est le niveau souhaité où les autorités publiques de tutelles doivent déclencher automatiquement et systématiquement une enquête au sujet de perte probable de ressource affectée à la commune.

La notation « 1 :faible » a été attribué en cas de faiblesse généralisée qui met en doute également une situation intermédiaire entre une volonté de détourner le fond et la non maîtrise des procédures à respecter.

La notation « 2 :Moyen » s'exprime en général par une bonne volonté manifestée par les acteurs locaux de bien faire et respecter les règles mais l'imperfection vient de l'inhabitude et la non maîtrise des règles. Aucun déséquilibre entre l'entrée et la sortie de la trésorerie, et les processus d'acquisition des travaux globalement respectés.

La notation « 3: Assez bien », concerne un niveau de réalisation presque sans remarque particulière même vis-à-vis de l'auditeur. En tout cas c'est le niveau le plus performant retenu dans notre analyse car étant donné l'âge de cette pratique au sein de la commune, c'est tout à fait normal d'arrêter à ce niveau là.

3.1.3.1.1.1. Programmation Annuel d'Investissement (PAI)

Il existe une difficulté généralisée au niveau de la programmation, les communes n'ont pas pu prévoir dans sa planification initiale la prestation de bureau d'études qui assurera le contrôle et le suivi de leurs projets. Toutefois, cette défaillance n'est pas grave car il s'agit d'un premier transfert. La plupart des investissements projetés par les communes concernent des infrastructures socio-économiques avec un poids lourds dans le social comme :

- i) l'éducation : Ecole, mobilier scolaire, cantine scolaire
- ii) la santé : maternité, centre de santé de base, Aménagement de point d'eau (puits, mares, impluvium, barrage de retenue) et assainissement (latrine) et
- iii) quelques infrastructures socio-économiques : marché, abattoir et couloir de vaccination de bétail et enfin,
- iv) la sécurité : création de poste avancée de la gendarmerie.

Le versement de la contrepartie à la charge des communes bénéficiaires de l'appui direct n'a pas atteint le taux convenu avec le FID faute de moyen financier à la disposition de chaque commune. Cette faiblesse généralisée mérite une réflexion particulièrement approfondie sur l'avenir du financement durable du développement local à travers des réformes de la fiscalité locale et de la promotion du système de production localisé orienté vers la filière porteuse. Cette partie ne sera pas traitée dans

ce papier par contre celle du système de production localisée sera abordée dans la partie concernant des activités économiques après le social.

3.1.3.1.1.2. Gestion financière

C'est le volet qui enregistre systématiquement de faiblesse pour toutes les communes étudiées. A l'exception de la notation « 0 », qui concerne la mauvaise intention allant vers le détournement de fonds, les autres cas nécessitent de renforcement de capacité non seulement par une formation mais et surtout de l'accompagnement ciblé pendant son travail. En ce qui concerne les communes notées « O » sur sa gestion financière, il est primordial d'instaurer une réglementation au niveau régional, impliquant la région, les districts, les services publics de répression pour éduquer d'abord et puis sanctionner les dérives avérées quel que soit la couleur politique du responsable.

3.1.3.1.1.3. Passation des marchés

C'est une activité nouvelle pour les communes concernées, donc un regard pédagogique devrait être instauré sans toutefois tolérer la volonté manifeste de corruption. Les autorités régionales doivent être en mesure de prendre des sanctions énergiques en cas de fraude et de corruption constatées dans la passation et dans la gestion des marchés mettant en péril les règles de la concurrence. Si la faiblesse constatée a été due à la non maîtrise des politiques et procédures d'acquisition, une démarche d'accompagnement serait adoptée.

L'attention des acteurs locaux (société civile, associations locales, les bénéficiaires, etc.) devrait être sensibilisée sur les impacts négatifs d'une acquisition mal menée sur la gestion du fonds alloué à la commune et à la qualité des prestations correspondantes. Leurs pleines participations au processus de passation de marché doivent être garanties au niveau de la localité par des mécanismes adaptés. Ils constitueront le socle de l'organisation locale à travers laquelle la population s'organise, que ce soit formellement ou informellement, pour agir collectivement.

3.1.3.1.1.4. Qualité de prestation de service

L'évaluation de la qualité des prestations des services rendus à la base a donné des résultats 50% situés dans la catégorie de médiocre à faible. 30% des cas se trouvent

dans la catégorie de moyen et 20% classés assez bien. Dans son ensemble, le résultat n'est pas satisfaisant car ces sont tous des entreprises et des bureaux d'études qui ont acquis des expériences avec le FID mais profitant peut être de la faiblesse du suivi au niveau local pour ne pas soigner leurs prestations.

En effet, l'instauration d'un système d'information en réseau sur la qualité de prestation de service de chaque acteur pourrait contribuer à résoudre le type problème. L'implication du service déconcentré au niveau de la commune n'a pas été relevée dans le rapport d'audit base de notre analyse. Il est indispensable d'associer les services sectoriels présents au niveau local ou à proximité (par le biais d'une coopération intercommunale) pour apporter ses expertises dans la conduite d'un projet communal. Cette action rentre dans une logique d'une gouvernance locale qui est le facteur le plus important qui contribuant à la promotion du développement local.

3.1.3.1.1.5. Gouvernance locale

Le concept de la gouvernance se définit par : « Les processus et les institutions (formels et informels) par lesquels l'autorité d'un pays s'exerce » (source : Eric Champagne, Institut de la Banque Mondiale). Elle insiste sur les processus, les institutions et sur le jeu politique de l'ensemble des organisations gouvernementales ou non-gouvernementales. Partant de cette définition, cette bonne gouvernance se qualifie par de i) Processus politique transparent, prévisible et ouvert ; ii) Bureaucratie imprégnée d'une éthique professionnelle ; iii) Politiciens responsables de leurs actions (imputabilité) ; iv) Participation de la société civile dans les affaires publiques ; v) Procédures et institutions régies par la règle de droit (non par l'arbitraire). « La bonne gouvernance est sans doute le facteur le plus important qui contribue à l'élimination de la pauvreté et à la promotion du développement », (KOFI ANNAN, Secrétaire Général de l'ONU). Cette déclaration du Secrétaire Général de l'ONU se confirme même au niveau de la localité le plus bas comme le montre notre analyse sur des projets communautaires gérés par les Communes objets de notre étude.

Ainsi, le poids de la qualité de la gouvernance sur l'efficacité générale de la gestion communautaire des projets gérés par la commune est palpable, une fois que la gouvernance locale est médiocre, c'est tous les volets du projet qui enregistre de la faiblesse. C'est le cas de la commune d'Andranovory et de Mahaboboka. Deux localités dont la gouvernance sont notées médiocre à cause de conflit entre le Maire, le Conseil

Communal (CC), et le Comité de Développement Communal (CDC). Ce conflit a malheureusement entraîné la démotivation totale du CC et le CDC dans l'exercice de leurs rôles sur le suivi et le contrôle des prestations relatives aux projets. De plus, une importante somme du fonds a été décaissée sans justification.

En effet, la conséquence de ce conflit sur le développement local est très cuisante car la commune pourrait figurer dans la liste noire non seulement du FID mais peut être aussi des autres acteurs du développement de la région de par sa mauvaise gestion financière associée à la non justification d'une importante somme du fonds du projet. L'attribution des marchés n'a pas respecté les règles de la concurrence et évidemment la qualité des prestations effectuées est médiocre.

Enfin, la mauvaise gouvernance d'une entité clé de la localité affaiblit le développement du territoire sous sa responsabilité si on ne prend pas des sanctions appropriées non seulement au niveau du responsable publique concerné mais également les acteurs privés impliqués. Les sources de cette situation au niveau local sont nombreuses, entre autres :

- i) les procédures ou règles arbitraires (décisions arbitraires dans la gestion publique, les règlements ne sont pas appliqués de manière consistante et équitable quelque soit la couleur politique de l' élu responsable, manque de contrôle indépendant et manque d'information publique sur les procédures et les règles) ;
- ii) Disfonctionnement des institutions qui se manifeste par le pouvoir limité aux autorités régionales de sanctionner et/ou de destituer un élu, surtout si ce dernier porte la couleur politique favorable à la majorité qui gouverne ; absence de libertés civiles.
- iii) Incitatifs pernicieux à la corruption comme salaires insuffisants ou non payés, règles de fonctionnement imprécises.

3.1.3.1.1.6. Conclusion

L'appui direct n'est pas suffisant pour avoir du succès dans la fourniture des services sociaux de base. Il existe des infrastructures bien construites mais restent non fonctionnelles en absence soit de maître et ou de médecin affectés. D'où la nécessité impérieuse d'une approche intégrée, faisant participer également le gouvernement local et les services sectoriels (ex : Direction provinciale de l'enseignement, de la santé, etc)

aux différents processus du développement local. L'ensemble sera accompagné par des mesures telles que : la décentralisation, la lutte contre la corruption, le renforcement des procédures démocratiques et l'amélioration de la gestion des affaires publiques locales.

Dans tout processus de développement, l'analyse des trois dimensions : sociale-économique-environnementale doit être liée. Après des mesures d'amélioration nécessaires pour le milieu social de la région, il est indispensable de se penser aux actions dans le secteur économique. Le fruit de ce dernier va supporter à long terme le développement social du territoire concerné et sera le moteur de la croissance dans la région. Les deux secteurs sont intimement liés et se complètent pour assurer un développement humain équilibré. La composante environnement est en jeu pour la durabilité de l'exploitation aussi bien pour la génération présente que pour la génération future.

3.1.4. Analyse de l'approche intégrée du développement local dans le secteur économique

Nous rappelons ci-dessous les conditions complémentaires nécessaires pour le bon fonctionnement d'une politique de promotion du système de production localisée par la création des clusters:

1. Existence d'une politique régionale de développement industriel. Cette politique doit affirmer le soutien public dans le développement des clusters autour des spécificités régionales
2. la concentration géographique et sectorielle des entreprises,
3. Existence d'une structure d'interface pour accompagner : la création d'entreprise, montage de projet, appui en gestion, prospection de marché, démarche qualité et normes internationales requises ;
4. Existence d'appui direct aux investissements productifs des entreprises. Cet appui sera opéré en harmonie avec les objectifs définis dans la politique régionale de développement industriel. C'est-à-dire, il sert comme outil pour atteindre les objectifs de la région
5. Existence de partenariat entre les entreprises, l'établissement de formation professionnelle, les instituts supérieurs technologiques, le

centre de recherche appliquée pour le développement industriel, les organisations professionnelles et l'existence de chaîne de valeur.

6. Existence de mécanisme de financement viable envers les entreprises locales. Ce type de financement doit être conçu pour répondre au niveau spécifique de développement des entreprises locales. Les critères d'octroies doivent être en harmonie avec la politique régionale, basés sur l'exploitation des innovations régionales et ciblant les marchés à forte valeur ajoutée bénéficiant d'un avantage comparatif ;

Nous allons faire une confrontation des paramètres ci-dessus avec le diagnostic établi dans le secteur économique retenu dans la région Sud Ouest. En premier lieu, il sera rappelé ci-dessous un résumé succinct de chaque secteur retenu.

3.1.4.1. Les principaux problèmes des activités économiques de la région

Les activités économiques du territoire étudié sont dominées par l'agriculture. L'industrie & artisanat, les mines et le tourisme occupent une place inférieure mais recèle d'énormes potentiels de développement pour la région. Il n'y a pas de pôles industriels porteurs de grande envergure en marche dans la région. Des petites unités de transformation, souvent liées à la technologie utilisant de main d'œuvre peu qualifiée se trouvent partout dans les districts. Ils sont concentrés dans l'agro-industrie de petite taille. Ainsi, la région est encore dans son originalité en matière de développement économique. Ces acteurs locaux ne visent en général que le marché local. Sans appui financier adapté et sans soutien en matière de la technologie, de la gestion, du commerce, de la qualité et de normes. Aucun réseau et partenariat fonctionnels : inter-firme, entre firmes et les centres de formation technologiques, entre les firmes et les institutions financières, etc.

Une description succincte des quelques secteurs retenus dans la région du sud ouest se trouve ci-après afin d'avoir une certaine visibilité globale de la réalité vécue localement.

3.1.4.1.1. Le secteur agricole

L'économie de la région repose essentiellement sur l'Agriculture. Elle rencontre plusieurs problèmes qui constituent autant de facteurs de blocage pour son

développement: dégradation de l'environnement d'une part et l'absence d'une chaîne de valeur d'autre part. A cela s'ajoute, l'absence de mécanisme durable d'appui envers l'agriculture commerciale.

3.1.4.1.2. Le secteur industrie et artisanat

La région est connue par sa désindustrialisation (fermeture de l'usine de viande JAMOKA en 1976, du fabricant métallique TOLY depuis plusieurs années, du Sud Madagascar Textile (SUMATEX) qui a mis à la rue plus de 2 000 employés, de la brasserie STAR transférée à Antananarivo et de l'usine de capsules Vifotsy, ...) qui ne lui permet pas de jouer le rôle qui devrait être le sien, c'est-à-dire, celui de véritable capitale, locomotive du développement économique régional. Aujourd'hui, on peut citer, sans être exhaustif, comme agro-industries dans la région de Toliara : les industries oléagineuses du sud malagasy (INDOSUMA), la Société Malagasy du Sel (SOMASEL), l'Association Fruits et Légumes de Toliara (FRUILETO) et la fabrication de tapis à Ampanihy.

En effet, concernant l'industrie et l'artisanat, le tissu économique est essentiellement composé d'artisans de petite taille, sans soutien technologique et financier et ne vise que de marché local. Pour le secteur du BTP, ce sont souvent des entreprises de petite taille (micro-entreprise) et qui interviennent notamment dans le domaine du bâtiment – travaux publics. L'industrie locale est caractérisée par l'absence de dynamisme, manque d'organisation au niveau filière et quasi-absence de soutiens (gestion, technologie, financier, mise en réseaux, accès au marché, innovation).

3.1.4.1.3. Le secteur minier

La région possède des potentialités considérables en ressources minières. Ces importantes ressources minières demeurent sous-exploitées et mal exploitées: pierres précieuses et semi-précieuses, or, kaolin, charbon, fer, etc. C'est un secteur dominé par l'anarchie totale, la règle du marché noir, la méconnaissance par de petit exploitant des règles régissant le secteur. Les acteurs malgaches intervenant dans ce secteur sont constitués essentiellement de petit exploitant avec comme cible le marché du brut local envers les démarcheurs étrangers.

Pour améliorer le secteur, il revient au pouvoir public d'afficher plus de détermination pour la bonne circulation au niveau local des informations et application stricte des règles régissant le secteur. Une formation professionnelle locale pour le

traitement de pierre est utile pour accroître sa valeur ajoutée et de pouvoir cibler de marché international.

3.1.4.1.4. Le secteur du tourisme

Le tourisme devrait être une activité prépondérante de l'économie de la région de telle sorte qu'elle dispose des sites touristiques et des points d'attractions comme : Le lac Ihotry, Tsimanampetsotsa, Zombitse, Vohibasia, Hatokaliotsy, Bezaha, Mahafaly, les 7 lacs, des belles plages d'Ifaty, Andavadoaka, massif de l'Isalo...qui, à cause des difficultés d'accès sont sous-exploités. En plus, l'absence de formation spécifique des agents travaillants dans ce secteur freine l'amélioration de leur prestation. En effet, des efforts d'investissements importants doivent être entrepris et de nombreux pôles de loisirs doivent être créés sans oublier de disposer de personnel qualifié aux acteurs du secteur. Des mécanismes d'incitations et de financement doivent être mise en place pour l'ensemble du secteur afin de soutenir des bons projets qui intègrent l'objectif fixé au niveau régional (création d'emploi, augmentation fiscale pour le long terme, etc)

La région dispose également d'une richesse en culture. Son exploitation à des fins commerciales exportables nécessitent de soutien. Il s'agira donc de favoriser la création d'emplois par l'accompagnement des entrepreneurs culturels en offrant les services adaptés à leurs besoins tels que le financement, les conseils en gestion, le soutien à la diffusion et à la promotion, la fourniture de locaux et d'équipements.

Enfin, le mécanisme à l'intérieur de la chaîne de valeur dans le domaine touristique est désarticulé complètement. Il dévient urgent en conséquence de mettre en place d'abord une politique locale visant à développer toutes les chaînes du secteur.

3.1.4.2. Analyse et conclusion de la réalité locale en matière de promotion du système de production localisée.

L'ensemble des paramètres décrits ci-haut n'est pas observé au niveau de la région Sud Ouest. C'est la raison par ailleurs qui justifie la faiblesse du secteur industriel dans cette région. Pourtant, le développement de l'industrialisation rurale et de la promotion d'activités rurales non - agricole représente un moyen potentiel d'alléger la pauvreté et de renforcer la sécurité alimentaire dans la région étudiée.

A part les problèmes recensés dans des activités sectoriels retenus, on note également des problèmes multisectoriels comme les infrastructures (route, coût de l'énergie, dégradation des bassins versants et gouvernance locale) et la difficulté d'accéder au financement, au conseil de gestion, à la technologie de transformation, au marché d'exportation et à la formation de proximité de qualité en liaison avec les activités des entreprises. Ces lacunes associées à l'absence d'une politique claire de promotion et de développement des entreprises forment un goulot d'étranglement au développement des initiatives privées dans la région. Pour pallier à cette situation, des mesures prises par le pouvoir public régional sont nécessaires.

3.1.4.3- Recommandations pour la promotion du système de production localisée.

L'accent mis sur la capacité d'un territoire à attirer des investisseurs étrangers est de plus en plus important. Paradoxalement, cela témoigne pleinement du fait qu'aucun développement n'est véritablement exogène : les investisseurs alimentent généralement des concentrations sectorielles préexistantes. L'enjeu pour la RSE est alors de parvenir à un certain seuil de développement qui les rende compétitifs sur leur segment (secteur d'activité et fonction au sein de ce secteur), attractifs et susceptible d'engendrer des dynamiques de croissance cumulative.

La mise en place de l'environnement attrayant et infrastructures adéquates figurent parmi les activités préalables pour le développement de SPL. L'industrialisation rurale peut jouer plusieurs rôles dans le sud ouest. D'abord, elles représentent une source d'emplois pour les groupes vulnérables et sont génératrices de revenus. Enfin, les opportunités d'activités dans les zones rurales peuvent constituer un frein à la migration vers les centres urbains et donc y éviter de plus grandes tensions sur les services. D'où la nécessité accrue pour la région de mettre des efforts pour la promotion du système productif local dans les districts disposants de spécificité de production.

La réussite de la mise en œuvre de cette orientation nécessite des mesures/mécanismes d'accompagnement qui doivent être mises en œuvre en parallèle. Plusieurs mesures d'accompagnement peuvent être identifiées. En premier lieu, des préalables, tels que l'environnement juridique, les infrastructures, l'information, et le capital humain doivent être établis. De même, le cadre institutionnel sera adapté de

manière à supporter ces orientations économiques en incluant des mécanismes de durabilité sur le plan environnemental et financier. Enfin, des mécanismes de suivi seront clairement définis et mise en oeuvre par les parties prenantes.

3.1.4.4. Lancement du processus de développement local au niveau régional

Si le point de départ de lancement d'une réflexion sur le développement local est bien souvent provoqué par une rupture dans l'ordre habituel, exemple : usines qui ferme, une filière agricole sinistrée, entreprises du BTP en pleine crise, taux élevé de chômage ..., pourtant sur place, les crises sont là mais les crises décrite ci-dessus ne débouchaient pas toujours sur le démarrage d'actions nouvelles. Ce qui justifie qu'il faut des porteurs d'initiatives et des innovateurs émergent. Ensemble, ils vont devoir définir des enjeux, des ambitions pour le territoire sur lequel ils vivent. Là encore, cela ne suffit pas sinon il s'agit de démarches individuelles. Ces personnes doivent rassembler d'autres habitants. D'où la nécessité accrue au démarrage de coup de pouce du pouvoir public via la Région avec l'appui du Gouvernement central et les partenaires financiers et techniques pour donner un élan à cette démarche d'ensemble avec les acteurs locaux.

3.1.4.5. Le développement local via la promotion du système productif local

Il existe une articulation entre décentralisation et le processus de développement local lié à une dynamique de système productif local. Tout d'abord, le concept de proximité est au centre des deux types processus. En second lieu les actifs spécifiques territoriaux sont des biens publics dont la production est décentralisée, du fait de leur spécificité territoriale. En troisième lieu les dynamiques institutionnelles sont aussi au centre des deux processus.

En effet, Il y a un lien entre la décentralisation, défini au plan de la production des biens publics locaux donc elle fait aussi référence au développement local, et le dynamisme des systèmes productifs locaux : l'existence d'un système productif local parce qu'elle renforce la spécificité des biens publics locaux.

3.1.4.5.1. Système Productif Local (SPL)

Le SPL est un ensemble d'entreprises industrielles, de services, de centres de recherche et de formation..., entretenant des rapports (formels, informels, matériels,

immatériels, marchands, non-marchands), d'intensité plus ou moins forte, constituant une forme d'organisation économique efficiente¹⁸ (Arena & alii, 1987).

Il est important que les filières au sein du SPL soient intégrées (intégration verticale : contrôle de l'ensemble des stades de production transformation, et distribution, et intégration horizontale : économies d'échelles en regroupant certaines activités).

Le réseau ainsi constitué d'entreprises de toutes activités (agroalimentaire, fabricants, outils, tapis, pierre fine, services et accessoires) traitant une chaîne de valeur d'un secteur donné et d'une forte concentration d'établissements de formation (structure d'appui spécifique, lycée technique professionnel, Université de technologie, Ecoles supérieures d'Ingénieurs, centre de recherche technique) a pour objectif d'optimiser les synergies des compétences et des moyens et de former les futurs professionnels des secteurs à relancer dans la région.

Les SPL retiennent d'abord comme caractéristique fondamentale l'existence de clusters que nous allons définir ci-dessous :

3.1.4.5.2. Le cluster : Origine et définition¹⁹

Le mot "cluster" est l'évolution anglo-saxonne de l'ancien français "closture" qui s'écrit aujourd'hui "clôture". Le cluster est donc à l'origine, une parcelle de terrain clôturé (un clos). Par extension, un "cluster" désigne une portion déterminée de territoire. L'appartenance à un cluster est donc en premier lieu un fait de localisation et non le résultat d'une inscription à une association ou un organisme.

Le cluster est caractérisé par l'existence de concentrations géographiques et économiques naturelles où la croissance est importante et soutenue par les interactions entre les acteurs privés, publics et institutionnels en liaison avec un type d'activité spécifique.

Selon l'OCDE, Le cluster c'est un réseau productif formé :

- *d'entreprises fortement indépendantes (composées de fournisseurs et sous-traitants) ;*

¹⁸ Arena R., Maricic A., Romani P.M., "Pour une appréhension de la notion et des formes du tissu industriel régional", in Fourcade C., *Industrie et Régions*, Economica, Paris, 1987.

¹⁹ S-tetic version 2003 ("Systèmes Transformant Education, Technologies et Informations en Connaissances"), est une animation économique réalisée par Agoria Hainaut Namur avec le soutien de la Région wallonne et des fonds du Feder

- *d'un système de création de connaissances (universités) ;*
- *d'un système de formation performant ;*
- *d'entreprises servicielles ;*
- *d'organes de liaison (consultants, courtiers) et d'intermédiaires ;*
- *des clients.*

Le concept de cluster repose sur des liaisons, des interdépendances et complémentarités entre les acteurs. Les entreprises qui constituent ce cluster coopèrent et forment des partenariats.

L'exploitation commune des ressources diversifiées et complémentaires améliore la capacité des entreprises d'un cluster à innover et la vitesse de réaction et de pro-réaction sur le marché. La coopération et le partenariat au sein d'un réseau d'entreprises rendent possibles une combinaison et une allocation optimale des ressources, les acteurs disposent d'une vision claire et commune de la stratégie à poursuivre²⁰.

3.1.4.5.3. Caractères d'un cluster

Pour créer un moteur de développement local dans un secteur donné, le cluster doit donc être caractérisé par la création d'actifs et de compétences (= patrimoine) qui appartiennent à la région et qui pourront être exportées.

Pour différencier une concentration simple d'un cluster, nous pourrions dire que le cluster remplit trois conditions: une part significative des actifs et des investissements spécialisés du secteur est endogène; l'ensemble des actifs est réparti sur plusieurs sociétés indépendantes; la balance commerciale régionale est positive pour la spécialité sur laquelle les actifs sont valorisés.

Nous observons qu'une "concentration simple" est constituée de sociétés dont la fonction est principalement un chiffre d'affaire et une marge, ces entités n'ayant pas pour fonction de créer un actif endogène croissant dans leur secteur d'activité. La croissance de l'actif endogène de la région trouve son origine dans l'activité d'un ou de plusieurs autres secteurs.

²⁰Conférence du professeur Capron sur le phasing out, Université Libre de Bruxelles

3.1.4.5.4. Conditions pour qu'un cluster soit un instrument de développement local

Lorsque les concentrations des micro-entreprises et industrielles aboutissent à une certaine spécialisation, une région peut prendre un leadership sur les autres et exporter ses produits ou sa technologie. Sa balance commerciale positive attire alors des services et des investissements complémentaires qui contribuent à une démultiplication de la croissance globale au-delà de la spécialisation "mère".

Pour être un instrument de développement régional, un cluster dans un secteur particulier (ex.: le traitement des pierres précieuses) n'est donc pas simplement une importante concentration de sociétés du secteur. Ces sociétés doivent également posséder des compétences qui ne se retrouvent pas ailleurs, pouvoir les exporter et attirer des investissements intéressés par la concentration de ces compétences spécialisées.

Les donateurs et les ONG peuvent jouer un rôle clé dans l'amélioration de leurs capacités. Le secteur public doit appuyer les activités de ces sociétés en assurant un environnement favorable et incitatif dans l'optique des politiques orientées vers le marché, en harmonisant et en appliquant les textes juridiques et réglementaires, en assurant la sécurité et en fournissant des biens publics tels les infrastructures, l'éducation, la santé et l'information. De même, les donateurs et les ONG peuvent jouer un rôle important en renforçant les capacités du gouvernement local dans ces domaines. Le service public local peut aussi jouer un rôle actif en développant le partenariat public privé pour aider à promouvoir les investissements tant des opérateurs locaux qu'internationaux dans le secteur.

3.1.4.6. Quelle politique régionale de soutien aux clusters ?

La Région du Sud Ouest devrait prendre part activement au processus de promotion de l'esprit d'entreprise et de la compétitivité, en particulier des PME. C'est une démarche ascendante du local vers le central pour que ce dernier est en mesure d'élaborer et d'ajuster à son tour une politique nationale plus crédible car réponde aux spécificités régionaux. En effet, il importe d'identifier comme première priorité le développement économique durable, en particulier au travers du développement des micro-entreprises et des PME qui vont concentrer leurs efforts vers l'exploitation et le développement des innovations régionales à des fins commerciales...

Pour ce faire, l'établissement d'un schéma régional de développement à long terme de la région est un préalable. C'est un schéma global visant une projection lointaine. Il sera élaboré en partenariat avec des acteurs locaux et nationaux avec une participation accrue des spécialistes des différents domaines de l'économie du développement, de la gouvernance, du développement des micro-entreprises, etc. La méthodologie adoptée pour la préparation du schéma de développement régional d'Anosy devrait être capitalisée au niveau provincial, aussi bien dans la démarche que dans l'élaboration du document impliquant différents experts spécialisés.

C'est dans ce cadre global qui sera détaillé à part un plan de développement économique durable de la région, axé sur la promotion des clusters tournés vers l'innovation et la commerce extérieur. La gouvernance locale et le renforcement des capacités seront abordés d'une façon horizontale dans ce plan afin de garantir son efficacité à long terme.

Il serait indispensable pour ce plan de tenir compte parmi les éléments clé de sa politique les trois volets majeurs ci-dessous :

- **Appui direct des entreprises**
- **Structure d'appui en faveur des entreprises**
- **Soutien à la promotion des clusters**

3.1.4.6.1. Appui direct des entreprises

Parallèlement à l'appui direct des communautés dans le secteur social on peut également élaborer un ensemble de mécanisme d'appui direct des entreprises aux investissements productifs bien ciblés. Cette politique d'aide doit être conçue en tant que partie intégrante de la politique industrielle du développement local, et sa liaison avec les choix stratégiques de la région devrait être renforcée. Il est opéré en tant qu'instrument pour réaliser un objectif précis de la région. Cet objectif ne s'arrêtera pas uniquement à l'obtention d'une croissance mais doit favoriser aussi la promotion de l'innovation régionale.

Dans la RSE, à l'heure actuelle, aucun mécanisme opérationnel d'appui direct envers les entreprises privées en vue de promouvoir un système de production localisé. Ce qui explique l'absence dans cette région d'un tissu économique locale après la fermeture des différentes usines. Pourtant les potentiels en ressources naturelles existent mais la carence d'une politique régionale en faveur de l'émergence d'un esprit d'entreprise favorisant les activités de production à forte valeur ajoutée handicape

sérieusement la région. Cette situation est amplifiée par la faiblesse de la qualification professionnelle des acteurs locaux dans différents domaines.

Face à cette situation et en tenant compte de la richesse que recèle la région, nous proposons ci-dessous à titre indicatif une série des paramètres devant guider un mécanisme d'aide direct des entreprises locales aux investissements productifs tournés vers les commerces :

- privilégier davantage une aide axée vers la réalisation des objectifs d'une politique industrielle de développement local ;
- priorisation à la diversification du tissu économique régional ;
- renforcer le soutien à l'investissement immatériel étant donné les externalités positives que ceux-ci sont susceptibles de générer et prendre en compte la propension au partenariat local et régional ;
- l'investissement productif orienté vers des secteurs porteurs à taux de croissance élevé ;
- le rapport élevé de coût-efficacité de l'aide accordée doit être visible ;
- un système d'aide favorable à la relance de l'emploi dans la région ;
- aide visant la promotion des chaînes de valeur inter- régionales et inter-régionales

Le système d'appui direct à l'investissement des entreprises est un instrument d'appui aux politiques de promotion des entreprises dans le processus de développement local. Il n'est en mesure, seul, de pallier les déficiences dans la dynamique de croissance et d'investissement de la région. Donc, une réflexion en profondeur, dépassant la simple problématique des aides à l'investissement, s'impose quant à la nécessité d'une complémentarité entre les divers instruments de politique de développement local, et à l'efficacité des outils mis en place.

Etant donné les faiblesses structurelles importantes dans la région, l'efficacité du système d'aide serait tributaire d'une bonne politique d'interface aux entreprises, c'est-à-dire dépendant du soutien mis en oeuvre en amont et en aval de celui-ci (renforcement de l'attractivité, qualification professionnelle,..). En effet, une meilleure complémentarité des différents instruments contribuerait au renforcement de l'efficacité du système d'aide. Ce qui fait référence à une approche intégrée.

3.1.4.6.2. Structure d'appui en faveur des entreprises

Le service offert par une structure d'appui en faveur des entreprises ne se limite pas uniquement en terme financier comme la plupart de gens le pensent. Bien que l'appui financier soit utile à la fin, le développement des entreprises locales passent avant tout à l'émergence d'une initiative basée sur l'innovation. La fondation de cette démarche est basée sur la capacité des acteurs à faire face à la dynamique du marché et de l'évolution de la technologie correspondante. Donc, un poids important devrait être accordé au développement du volet recherche et développement à travers un partenariat avec les écoles professionnelles dans le domaine technique, les universités et le centre de recherche technologique.

La mise en place de systèmes d'information sur les marchés est aussi extrêmement importante. Des informations limitées sur les opportunités de marché réduisent souvent la capacité des producteurs à produire sur une base commerciale, et limitent la capacité des agro-industries à saisir les opportunités sur les marchés domestiques et internationaux. Le secteur privé, conjointement avec le Gouvernement au niveau national et régional, et les organismes de recherche, travaillera ensemble pour rassembler les informations. Les systèmes d'information seront conçus de manière à satisfaire les besoins des utilisateurs. Les organisations de producteurs, les acteurs régionaux pourraient jouer un rôle majeur dans la diffusion aux petits producteurs des informations et des innovations relatives aux prix, variétés et opportunités commerciales pour les produits ruraux.

Cette structure d'appui doit être rattachée au Gouvernement local (par exemple la région ou le district) avec l'aide des services sectoriels spécialisés. Sans être exhaustif, les missions principales de la structure d'appui au développement durable de l'entreprenariat dans la région doivent embrasser les différentes gammes d'appui énuméré ci-dessous :

- Appui à la création d'entreprise, en étude de marché, en prospection de marché, en démarche qualité, en gestion et en management d'entreprise ;
- Création d'une maison locale de l'entreprise : C'est un lieu d'accueil au sein duquel les entreprises et ses réseaux pourront exercer leurs activités (information, formations, activités de recherche et de développement, technologique,...) ;

- animation du réseau d'entreprises et de centres de compétences (facilitation du branchement des entreprises avec les centres de recherches technologiques nationaux et internationaux); création et animation des chaînes de valeur ;
- rendre accessibles auprès du grand public la maîtrise de la technologie dans le domaine priorisé par la politique régionale;
- le transfert de compétences envers l'administration sectorielle régionale des moyens humains nécessaires pour pouvoir assurer le relais des services fournis ;
- amélioration de l'accès des entreprises au système de financement (ex : allègent fiscal temporaire pour les entreprises intervenant dans le domaine cible et dans l'espace défini). L'accès au financement de proximité est à pérenniser dans les districts où se trouve la promotion des clusters ;
- capitaliser de know-how regional;
- Promotion de la bonne gouvernance dans le développement des entreprises.

3.1.4.6.3. Soutien à la promotion des clusters

Le soutien à l'émergence de réseaux d'entreprises (clusters) doit figurer en bonne place dans la politique de développement des entreprises de la région. La constitution de réseaux (trans-)sectoriels doit en effet accroître les interactions inter-entreprises au sein du tissu productif, et ce dans tous les domaines. Ce mécanisme de soutien sera mise en œuvre par le Gouvernement local d'une façon progressive en suivant les démarches suivantes :

- *une étude préalable de développement du cluster dans les districts cibles et dans des disciplines spécifiques du territoire,*
- *procéder à des actions pilotes, et*
- *sélectionner des clusters porteurs permettant à la région de tirer des avantages comparatifs au niveau commercial.*

En effet, des projets pilotes doivent être identifiés, en privilégiant de l'amélioration et l'extension des initiatives existantes, dans les secteurs de l'agroalimentaire, l'industrie artisanat, des mines et du tourisme. Ces projets seront conduits par des opérateurs privés (existant et jeune entrepreneur). L'approche groupement et association paysanne ne trouveront pas de la place dans cette démarche. Le système est orienté strictement vers des opérations d'affaires et de commerces.

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive mais donnée à titre indicatif sur les possibilités de choix d'activité pilote dans la région du Sud Ouest. L'étude préalable annoncée dans le paragraphe précédent apportera de la lumière à chaque cas à considérer au niveau de chaque district en fonction du marché potentiel ciblé:

- Promotion de projet rizicole à vocation purement commerciale. C'est un nouvel aménagement destiné uniquement aux opérateurs privés capables de faire de la riziculture comme leurs « business ». Localité concernée : districts de Morombe, Betioky et de Toliara II ;
- Projet de transformation locale de pois du cap et maïs. Produit des pêches et viandes tournés uniquement vers l'exportation en respectant les normes et les qualités requises ;
- développement à l'exportation du tapis d'Ampanihy ;
- transformation et traitement locaux des pierres précieuses des districts de Sakaraha, Bezaha, Benenitra et d'Ampanihy ;
- Transformation locale de labradorite des districts de Benenitra et d'Ampanihy.
- Tourisme (axe côtier vers Morombe, axe côtier vers Ampanihy, etc)

3.1.4.6.4. Intégration des approches du développement local

Bien que les trois approches – appui direct, service sectoriel et gouvernement local- aient toutes pour objectif de fournir des systèmes productifs installés localement, les principes selon lesquels chacune des approches organise la gouvernance et la prestation de services diffèrent. Tandis que les approches sectorielles ont une organisation en accord avec les fonctions à remplir ou aux services à fournir, les approches de gouvernement local ont une organisation basée sur la juridiction territoriale sous l'autorité du gouvernement local.

Chaque approche se distingue aussi par la nature de son orientation stratégique et par ses principales méthodes opérationnelles. Comme résultat de ces différences fondamentales et avec la diversité d'expériences mettant en oeuvre ces trois approches qui en découle, chacune a généré un ensemble distinct d'éléments théoriques et pratiques pertinents pour le soutien au développement local.

L'analyse qui sera développée ci-dessous est de mettre en évidence les synergies et les tensions importantes qui surgissent quand on relie ces approches pour former une approche intégrée.

3.1.4.6.4.1. Analyse croisée de la liaison des approches sectorielles avec celles de soutien direct :

- L'offre par le gouvernement central d'installations et de services guidés par des politiques sectorielles nationales peut être différente de l'ensemble des services demandés par les communautés sur la base des préférences des citoyens. Elle n'améliore pas la capacité des acteurs locaux dans la discipline concernée.
- Le soutien direct doit être en cohérence avec une politique locale bien définie. Il ne sert qu'un outil pour atteindre un ciblage initié de la base contraire au service sectoriel qui fait translater au niveau local les directives reçues du niveau supérieur.
- Les approches sectorielles fondées sur une expertise et un savoir techniques peuvent ne pas être toujours facilement conciliées avec la façon dont les communautés locales préfèrent résoudre leurs problèmes. L'efficacité de la solution envisagée diffère également.
- Le renforcement de capacités encouragé par les approches de soutien direct aux communautés et aux entreprises insiste en général sur le point de vue de la demande, alors que le renforcement de capacités sectoriel est axé plus généralement sur le point de vue de l'offre de prestation de services publics dictée du niveau central.

3.1.4.6.4.2. Analyse croisée de la liaison des approches sectorielles avec les approches de gouvernement local :

- Les relations horizontales entre les gouvernements locaux et les départements sectoriels locaux sont souvent minées par des problèmes de coordination et parfois par des actions contradictoires au sein d'un même territoire. De plus, la plupart des territoires ne disposent pas suffisamment de service déconcentré ;
- Donner le pouvoir d'agir aux gouvernements locaux, qui ont normalement l'autorité fiscale et politique multisectorielle pour déterminer l'ensemble des services à offrir, la façon de les offrir et avec quelles ressources, peut compliquer la mise en oeuvre de politiques nationales par des départements

sectoriels déconcentrés qui sont responsables de la prestation de services dictés par le Ministère sectoriel. Par ailleurs, le territoire d'intervention d'un service déconcentré n'est pas forcément celui du gouvernement local.

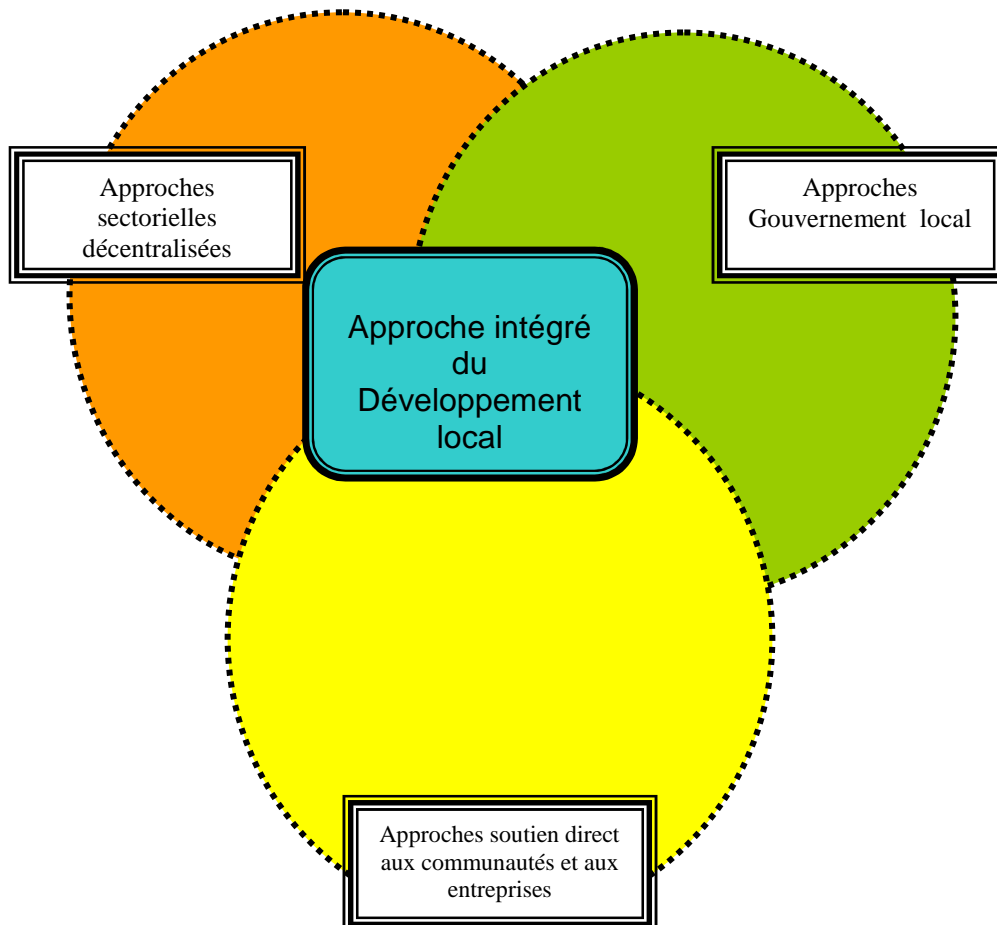
- Le financement durable des mécanismes pour les gouvernements locaux est plus complexe et nécessite une étude en profondeur à part. Par contre, le budget du service déconcentré, s'il n'est pas oublié par le central, est déjà défini dans la loi des finances au niveau national. C'est la raison pour laquelle la part des Communes dans la réalisation du PCD n'a jamais été bien respectée. Par contre le programme local soutenu par le ministère sectoriel central est souvent bien équipé mais souvent piloté de loin, donc aucun transfert de compétence;
- Différencier le niveau de responsabilisation entre des secteurs déconcentrés (vers le haut) et des gouvernements locaux (vers le bas) crée des revendications concurrentes de légitimité et exige une co-gouvernance du développement local.

3.1.4.6.4.3. Analyse croisée de la liaison des approches de soutien direct avec celles de gouvernement local :

- Une approche de soutien direct n'est autre qu'un instrument de mise en œuvre d'une politique définie normalement par le gouvernement local. Concilier les deux approches est indispensable pour dénouer la tension entre les services demandés par les communautés locales et les normes de prestation de services définies par les organismes publics.
- La vraie décentralisation via les autorités locales favorise en général de l'apprentissage, donc renforce la capacité locale en matière de prestation de service public alors que les approches de soutien direct favorisent l'autonomie de prestation.
- L'appui direct peut aider à répondre aux questions opérationnelles d'une politique donnée. Les gouvernements locaux sont essentiels pour les processus de planification stratégique et la promotion du développement économique local.

Pour capitaliser sur ces synergies et réduire ces tensions, les décideurs au niveau régional devront formuler des stratégies adaptées au contexte visant à favoriser le développement local. En sélectionnant et en combinant prudemment des méthodes tirées des approches sectorielles, de gouvernement local et de soutien direct afin

d'améliorer le développement de l'innovation, la gouvernance et la prestation de services. Cette approche d'intégration n'élimine pas les tensions associées au fait de relier les différentes approches; mais elle suggère plutôt une façon plus cohérente et logique de comprendre les défis pratiques rencontrés dans le soutien au développement local.



Source : Document de travail sur le Développement local, Conférence international sur le Développement Local, Banque Mondiale, Washington, juin 2004

3.1.4.6.4.4. Conclusion

Nous avons constaté à travers l'analyse des actions du FID sur le volet appui direct aux communes qu'il est nécessaire de faire apprendre par les actions aux acteurs communales des processus de développement initié à la base. Pourtant, il ne pourra pas garantir seul une meilleure prestation des services publics locaux. D'où la nécessité accrue d'une approche intégrée visant à associer en plus du transfert direct de fonds, de la gouvernance locale et faire participer activement le service déconcentré installé localement ou à proximité- à travers la coopération intercommunale- pour apporter leur expertise dans son domaine de compétence.

Par ailleurs, le mécanisme de développement local nécessite de l'engagement en profondeur de pouvoir public central pour affirmer leur détermination ferme vis-à-vis de leurs clients, qui sont les électeurs, sur la décentralisation, la déconcentration, le transfert systématique des fonds à la base et sur la lutte contre la corruption.

Spécifiquement pour les activités économiques, le SPL en particulier, il est nécessaire d'asseoir une filière intégrée qui va coordonnée les activités entrant dans la chaîne au sein de la région permettant de vendre un produit à un consommateur. Cette chaîne de la valeur permet d'analyser les différentes activités des clusters. Elle permet également de voir comment chaque activité contribue à l'obtention d'un avantage compétitif et comparatif.

CONCLUSION GENERALE

L'incidence élevée de la pauvreté parmi la population constitue aujourd'hui le problème majeur auquel la Région doit faire face au cours des années à venir. Dans cette tâche difficile, complexe mais réalisable, la région dispose d'atout important en ressources naturelles, mais les défis ne manquent pas.

A commencer par l'amélioration de la qualité des ressources humaines via l'éducation du primaire jusqu'à l'Université. L'enseignement à mettre en place devra mettre l'accent sur les domaines fonctionnels, notamment les compétences allant avec l'esprit d'entreprise, la gestion des affaires, les matières techniques adaptées à la vie rurale et les aptitudes analytiques et d'organisation personnelle. Des efforts importants sont nécessaires pour améliorer de façon substantielle l'état sanitaire de la population dans la région car une population malade n'est jamais productive.

La compétition croissante pour l'utilisation de l'eau dans les domaines social (eau potable), économique (irrigation, énergie) et environnemental (biosphère) et la rareté de l'eau dans un nombre croissant des districts de Toliara II, Ampanihy, Betioky et Benenitra indiquent que l'adoption d'une gestion rationnelle des ressources en eau s'impose. D'où l'importance pour la Région du Sud Ouest d'adopter une politique appropriée d'une *gestion intégrée des ressources en eau*.

S'agissant du développement agricole, la région Sud Ouest dispose d'énormes potentiels qu'il faut valoriser à travers une démarche orientée vers le marché en collaboration avec des entreprises agricoles. Des structures d'interfaces pérennes sont nécessaires pour faciliter et accompagner la transformation d'une agriculture de subsistance vers l'agriculture commerciale. Cette structure mettra plus ses efforts sur le style d'intervention basé sur l'entrepreneuriat.

L'identification de secteurs clés ou filières porteuses en fonction du marché sera importante pour encourager cette orientation politique. Le partenariat entre le

gouvernement local, le secteur privé, les chercheurs, les ONG, et les donateurs seront requis pour déterminer les secteurs qui disposent d'un avantage comparatif.

Le développement d'agro-industries est un facteur clé pour promouvoir la diversification rurale, les produits à valeur ajoutée, et les exportations. Les liaisons entre les producteurs entrepreneurs et le secteur privé seront renforcées à travers la mise en place d'une filière intégrée. L'accès aux marchés, pour les produits domestiques et les exportations, sera développés dans une chaîne de valeur. Une plus grande compréhension des demandes et des règles de fonctionnement des marchés internationaux sera promue et diffusée au niveau local par la mise en place d'un centre d'information aux marchés (interfaces). La mise en place du systèmes d'information sur les marchés à la portée des entreprises locales est importante car des informations limitées sur les opportunités de marché réduisent souvent la capacité des producteurs à produire sur une base commerciale, et limitent la capacité des agro-industries à saisir les opportunités sur les marchés régionaux et internationaux.

Les domaines prioritaires d'intervention doivent se focaliser, à titre d'exemple, dans les domaines suivants :

- Les activités agro-industrielles et minières;
- Le développement et transfert de technologies ;
- Le développement des réseaux financiers efficaces;
- Le renforcement des capacités humaines et institutionnelles;
- Une meilleure gestion des ressources naturelles.

D'importants investissements sont également nécessaires pour développer les infrastructures dans la région. En particulier, transport rural, l'irrigation, l'énergie/électrification rurale et la télécommunication (radio rurale, téléphonie rurale et l'accès des districts à la TIC). Le développement de ces infrastructures conditionne l'attractivité de la Région, donc, préalable à la promotion de cluster.

L'accès au financement durable est une question clé qui handicape le développement des initiatives privées dans la région étudiée. En effet, la capacité d'octroyer des financements et/ou d'en faciliter la recherche est le premier levier dont le

pouvoir public local doit se pencher à travers des différentes forme de projet d'appui en partenariat avec les IMF et ou les banques primaires dans sa mise en oeuvre. Cet appui ne se limitera pas seulement en terme financier mais et surtout en terme de formulation, de maîtrise technologique, d'étude de marché, de gestion et de commerce.

Par ailleurs, il est nécessaire d'accompagner ces appuis par la mise en place de fonds de garantie, de capital risque, etc., ainsi que d'une utilisation raisonnée et articulée de ces différentes formules. Les IMF en voie de viabilisation dans la région devraient être incitées à se transformer en institutions bancaires classiques, tout en continuant à financer les populations pauvres.

Le niveau de décentralisation et de déconcentration dans la région est insuffisant pour promouvoir une dynamique du développement local. Pourtant, la volonté affichée dans le DSRP est prometteuse mais la réalité locale est loin de l'écrit. En effet, Il importe au pouvoir central et régional d'œuvrer ensemble pour aller de l'avant en matière de responsabilisation des autorités locales.

Les différentes approches du développement local ont des objectifs finaux communs qui sont focalisés au développement de l'accès local aux infrastructures publiques, aux services publics et aux opportunités économiques. Chacune des trois approches ne peuvent pas trouver son efficacité seule. Il convient en conséquence de les intégrer au dessus d'un soubassement de bonne gouvernance et d'une politique de développement axée sur le renforcement des capacités et sur la promotion du système productif local via les clusters.

Enfin, il serait souhaitable que toutes actions menées dans une région donnée incomberont à la région, depuis sa programmation jusqu'au suivi et évaluation. Le central assume la fonction d'animation, de conseil, de renforcement de capacité, et d'audit. Cela nécessite le transfert intégral et systématique au niveau local des pouvoirs et des moyens appropriés pour qu'une approche intégrée de développement local puisse fonctionner correctement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1- Alain CAPIEZ, Collectivités locales, entreprises et développement, Université d'Angers
- 2- Alchian A., Woodward S., "The Firms Dead, Long Live to the Firm", *Journal of Economic Literature*, vol. 26, p.65-79, 1988.
- 3- Arena R., Maricic A., Romani P.M., "Pour une appréhension de la notion et des formes du tissu industriel régional", in Fourcade C., *Industrie et Régions*, Economica, Paris, 1987.
- 4- Atkinson G. et al., 1997, *Measuring Sustainable Development: Macroeconomics and the Environment*, Edward Elgar, Cheltenham, 252 p.
- 5- AZEVEDO B. (1996) : Développement local : industrie, famille et territoire, in Les nouvelles logiques du développement, (ABDELMALKI, COURLET dir.), Paris, L'Harmattan, 1996.
- 6- AZEVEDO B. (1998) : Le secteur informel dans une dynamique locale : l'exemple de la Vallée de Sinos, Thèse, Université Pierre Mendès-France, Grenoble.
- 7- Ballet J. et Mahieu F-R, 2001, Enlarged Entitlement Map and Social Capital Indicators as Capabilities, Conference *Justice and Poverty: Examining Sen's Capability Approach*, 5-7 June 2001, Cambridge University.
- 8- Banque mondiale, 2000, *Combattre la pauvreté*, Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001, Washington, 287 p.
- 9- BAUDY P., BOUAL J.-P. (1994) : Les services publics entre l'Etat et le marché, in l'Etat et le marché (Bellon et alii), Paris, Economica.
- 10- BECCATINI G. (1979) : Dal settore industriale al distretto industriale, *Rivista de economia e politica industriale*, vol. 5, n°1
- 11- Beccatini G., "Le district industriel : milieu créatif", *Espaces et Sociétés*, No. 66-67, p. 147-163, 1992.
- 12- Becker G., 1964, *Human Capital*, National Bureau of Economic Research, New York.

- 13- BELLET M. et alii (1992) : Et pourtant ça marche! (Quelques réflexions sur l'analyse du concept de proximité), Revue d'Economie Industrielle, 3ème trimestre 1992.
- 14- Bender J. (1996) : Building a Framework Assessing NAFTA Environmental Effects, workshop organisé par la Commission de Coopération Environnementale, La Jolla, 29-30 avril 1996.
- 15- Benko G., Lipietz A., *Les Régions qui Gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, Paris, 1992.
- 16- BIRD Richard, VAILLANCOURT François (1997) : Décentralisation financière et pays en développement : concepts, mesure et évaluation, Cahiers de recherche, Université de Montréal.
- 17- BOISSIN O. (1999) : La construction des actifs spécifiques : une analyse critique de la théorie des coûts de transaction, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n° 90, 4^{ème} trimestre 1999.
- 18- BOUCHER F., RIVEROS H. (1995) : La Agroindustria rural de América Latina y del Caribe, tomo 1, su entorno, marco conceptual y impacto, PRODAR, document de travail, San José de Costa Rica, 1995.
- 19- Bourdieu P. et Passeron L., 1970, *La Reproduction*, Editions de Minuit, Paris.
- 20- Bourdieu P., 1979, *La distinction : critique sociale du jugement*, Editions de Minuit, Paris.
- 21- Brannon J., James D. (1994) : Cometh the NAFTA, Whither the Maquiladora? Reflections on the Future of Industrialization in Northern Mexico, Journal of Borderland Studies, Vol. IX, n° 2
- 22- Brannon J., James D., Lucker G. (1994) : " Generating and Sustaining Backward Linkages Between Maquiladoras and Local Suppliers in Northern Mexico ", World Development, vol. 22, n° 12, 1994.
- 23- BROCKWOOD Ben (1998) : Distributive Politics and the Benefits of Decentralisation, CSGR Working Paper, Warwick University.
- 24- BUCHANAN J. (1965) : An Economic Theory of Clubs, *Economica*.

- 25- Cappecchi V. (1987) : Formation professionnelle et petite entreprise : le développement industriel à spécialisation flexible en Emilie-Romagne, Formation et emploi, n° 19, juillet-septembre 1987.
- 26- Cappecchi V. (1992) : Industrializzazione flessibile e modello emiliano : storia dell'industria meccanica bolognese dal 1900 al 1992, Actes du colloque " industrie et territoire : les systèmes productifs localisés ", IREP-D, Grenoble, 1992.
- 27- Chenery H.B. et al., *Redistribution with Growth : Policies to Improve Income Distribution in Developing Countries in the Context of Economic Growth*, World Bank and IDS, Oxford University Press.
- 28- Clarkson M., "A Stakeholder Framework for Analyzing and Evaluating Corporate Social Performance", *Academy of Management Review*, vol. 20, p. 92-117, 1995.
- 29- CMED, 1989, *Notre avenir à tous*, Editions du Fleuve, Montréal.
- 30- Coleman J.S., 1988, "Social Capital in the Creation of Human Capital", in *Knowledge and Social Capital*, Lesser E. (ed.), University of Chicago Press, Chicago.
- 31- Common M. et Perrings C., 1992, "Towards and Ecological Economics of Sustainability", *Ecological Economics*, vol. 6, pp. 7-34.
- 32- Cornell B., Shapiro A., "Corporate Stakeholder and Corporate Finance", *Financial Management*, vol. 16, p. 5-14, 1987.
- 33- Cornia G.A., Jolly R., Stewart F., 1987, *L'Ajustement à visage humain: protéger les groupes vulnérables et favoriser la croissance*, UNICEF, Economica, Paris.
- 34- Cyert R., March J., *The behavioural theory of the firm*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, NJ, 1963.
- 35- Dao A. et alii, 1999, *Croissance, équité et pauvreté au Mali*, Rapport national sur le Développement Humain Durable, Observatoire du développement humain et de la Lutte contre la Pauvreté, PNUD, Bamako, 108 p.
- 36- Dasgupta P. et Heal G., 1979, *Economic Theory and Exhaustible Resources*, Cambridge University Press, Cambridge

- 37- DATAR, *Réseaux d'entreprises et territoires. Regards sur les systèmes productifs locaux*, La documentation Française, Paris, 2001.
- 38- Denis Requier Desjardins, Décentralisation et dynamiques locales de production dans les pays en développement, *C3ED/UVSQ*.
- 39- Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, Madagascar, version mai 2003
- 40- Dosi G. et Metcalfe S., 1991, *Les figures de l'irréversibilité en économie*, EHESS, Paris.
- 41- Droy I. et al., 2001, "Les observatoires ruraux à Madagascar 1995-1998 : une méthodologie originale pour le suivi des campagnes", *Stateco*, INSEE, Paris (à paraître).
- 42- Dubois J-L. (ed.), 1997, *Comores : Développement Humain Durable et Elimination de la Pauvreté : Eléments pour une Stratégie Nationale*, 1997, PNUD et RFIC, Editions Frison-Roche, Paris, 58 p.
- 43- Dubois J-L. et Rousseau S., 2001, "Reinforcing household's Capabilities as a Way to Reduce Vulnerability in Equitable Terms", Conference *Justice and Poverty: Examining Sen's Capability Approach*, 5-7 June 2001, Cambridge University.
- 44- Dubois J-L., 2000, "Comment les politiques de lutte contre la pauvreté prennent-elles en compte les inégalités sexuées ? ", *Genre, population et développement, les pays du Sud*, Th. Locoh (ed.), Dossiers et recherches de l'INED n°85, Paris.
- 45- Eeckhoudt L. et Kimball M., 1992, "Background Risk, Prudence and the Demand for Insurance", in *Contributions to Insurance Economics*, Dionne G. (ed.), Kluwer Academic Publishers, Boston.
- 46- Fauchaux S. et Noël J.F., 1995, *Economie des ressources naturelles et de l'environnement*, Collection U Armand Colin, Paris.
- 47- Fonds d'intervention pour le Développement, Rapport d'audit des 10 communes bénéficiant d'appui direct aux communes dans la province de Toliara. Madagascar, Juillet 2003

- 48- Foster J., Greer J., Thorbecke E., 1984, "A Class of Decomposable Poverty Measures", *Econometrica*, Vol. 52 n°1, pp. 761-765.
- 49- Freeman R., *Strategic Management : A Stakeholder Approach*, Pitman, Boston, 1984.
- 50- Frooman J., "Stakeholder Influence Strategies", *Academy of Management Review*, vol. 24, No. 2, p. 191-205, 1999.
- 51- Gioia D., "Practicability, Paradigms and Problems in Stakeholder Theorizing", *Academy of Management Review*, vol. 24, No. 2, p. 228-232, 1999.
- 52- Hanson G. (1996) : US-Mexico Integration and Regional Economies : Evidence from Border-City Pairs, Working paper n° 5425, Working Paper Series, NBER, Cambridge, USA, janvier 1996.
- 53- Heitz M., Douard J.P., "Les coopérations inter-entreprises : une grille de lecture des différentes formes et des évolutions", *Revue Finance Contrôle Stratégie*, vol. 3, No. 4, 2000.
- 54- Hijonosa R. and alii (1996) : North American Integration Three Years After NAFTA : A Framework for Tracking, Modelling and Assessing the National and Regional Labor market Impacts, Report, NAID/SPPSR/UCLA, 1996.
- 55- Hill C., Jones T., "Stakeholder-Agency Theory", *Journal of Management Studies*, vol. 29, p. 131-154, 1992.
- 56- Hualde A., Mercado A., Zepeda E. (1994) : Industrialización y cambio tecnológico en la maquiladora fronteriza, communication au séminaire international organisé par le COLEF (Colegio de la Frontera Norte) et l'Organisation Internationale du Travail sur le thème "Les maquiladoras au Mexique : présent et futur du développement industriel" au COLEF (Tijuana, Mexique) 23-25 mai 1994
- 57- Inter - Réseaux, Décentralisation et développement local. Le Développement Local en 7 points..., Horizon Local 1996-2001, <http://www.globenet.org/horizon-local/>
- 58- Jawahar I., McLaughlin G., "Toward a Descriptive Stakeholder Theory : An Organizational Life Cycle Approach", *Academy of Management Review*, vol. 26, No. 3, p. 397-414, 2001.

- 59- Jensen M., *Foundations of Organizational Strategy*, Harvard University Press, Harvard, 1998.
- 60- Jensen M., Meckling W., "Theory of the Firm : managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure", *Journal of Financial Economics*, vol. 3, p. 305-360, 1976.
- 61- J-L.Dubois, F-R.Mahieu, A.Poussard , La durabilité sociale comme composante du développement humain durable. Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement, Université de Versailles St. Quentin en Yvelines
- 62- Jonas H., 1992, *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Cerf, Paris, 179 p.
- 63- Kaneman D., Tversky A., "Prospect Theory : An analysis of decision under Risk", *Econometrica*, vol. 47, p. 263-291, 1979.
- 64- Kenney M., Romero J., Won Choi D. (1994) : Japanese and Korean Investment in the Maquiladoras : What role in Global Commodity Chains?, communication au séminaire international organisé par le COLEF (Colegio de la Frontera Norte) et l'Organisation Internationale du Travail sur le thème "Les maquiladoras au Mexique : présent et futur du développement industriel" au COLEF (Tijuana, Mexique) 23-25 mai 1994
- 65- Kopinak K. (1996): *Desert Capitalism : Maquiladora in North America's Western Industrial Corridor*, The University of Arizona Press, Tucson, 1996.
- 66- Krugman P. (1996) : *Urban Concentration : The Role of Increasing Returns and Transport Costs*, *International Regional Science Review*, 19, 1&2, 1996
- 67- Krugman P., Elizondo R.L. (1996) : *Trade Policy and the Third World Metropolis*, *Journal of Development Economics*, vol 49 (1996)
- 68- Lachaud J-P., 2000, *Dépenses des ménages, développement humain et pauvreté au Burkina Faso : substitution ou complémentarité ?*, Document de travail n°49, CED, Université de Montesquieu-Bordeaux IV, 28 p.
- 69- Lacour C. (1996) : *La tectonique des territoires : d'une métaphore à une théorisation*, in *Dynamiques territoriales et mutations économiques* (Pecqueur ed.), L'harmattan, 1996.

- 70- LACROIX A., MOLLARD A., PECQUEUR B. (1998) : A meeting between quality and territorialism, communication au 2^{ème} colloque ESEE "Ecological Economics and Development", Genève, mars 1998.
- 71- Lebreton (L.J.), 1967, *Dynamique concrète du développement*, Économie et Humanisme, Les éditions ouvrières, Paris, 464 p.
- 72- Mahieu F-R. et Rapport H., 1998, *Altruisme : analyses économiques*, Economica, Paris.
- 73- Mahieu F-R., 2000, *Ethique économique*, L'Harmattan, Paris, 352 p.
- 74- Margulis M., Tuiran R. (1986) : Desarrollo y población en la frontera norte : el caso de Reynosa, El Colegio de México, Mexico, 1986.
- 75- Marshall A. (1890, 1919), "Le district industriel d'Alfred Marshall", *Géographie, Economie, Société*, vol. 2, p.123-148, 2000.
- 76- Mercier D. (1997) : Les capitaux hirondelles : les formes d'organisation des entreprises maquiladoras du Nord du Mexique (Monterrey) : la circulation des hommes et des techniques, Thèse de Doctorat de Sociologie, Université de Paris-X Nanterre, 1997
- 77- Ministère de la décentralisation et de l'aménagement du territoire, Etude de faisabilité d'un fonds de développement local, Madagascar, mai 2005
- 78- Mitchell R., Agle B., Wood D., "Toward a Theory of Stakeholder Identification and Saliency : Principles of Who and What Really Count", *Academy of Management Review*, vol. 22, No. 4, p. 853-886, 1997.
- 79- Mungaray Lagarda A. (1993) : Organización industrial a través de redes de subcontratación : una alternativa a las actividades mexicanas de maquila, *Estudios Fronterizos*, n° 30, janvier-avril 1993.
- 80- NADVI K. (1998) : Cutting Edge : Collective Efficiency and International Competitiveness in Pakistan, IDS Discussion Paper n°360.
- 81- Nadvi K., Schmitz H. (1996) : Clusters industriels dans les pays en développement : éléments pour un programme de recherche, in *Les nouvelles logiques de développement* (Abdelmalki, Courlet, ed.), l'Harmattan, 1996

- 82- NADVI K., SCHMITZ H. (1999) : Clustering and Industrialization : Introduction, *World Development*, 27 – 9
- 83- OATES W. (1994) : Fiscal decentralization and Economic Development, *National Tax Journal*, 46-2, 237-242
- 84- Passet R., 1979, *L'Economie et le vivant*, Petite Bibliothèque, Payot, Paris.
- 85- Pecqueur B. (1992) : Territoire, territorialité et développement, Actes du colloque " industrie et territoire : les systèmes productifs localisés ", IREP-D, Grenoble, 1992.
- 86- PECQUEUR B. (1993) : "Territoire, territorialité et développement", in *Industries et territoires : les systèmes productifs localisés*, actes du colloque de Grenoble d'octobre 1992, IREPD, 1993, pp 71-88.
- 87- Perrings C., 1991, "Reserved Rationality and the Precautionary Principle: Technological Change, Time and Uncertainty in Environmental Decision Making", in *Ecological Economics: The Science and Management of Sustainability*, Costanza R. (ed.), Columbia University Press, New York.
- 88- Perroux F., 1961, *L'économie du 20^{ème} siècle*, réédition PUG 1991.
- 89- Pfeffer J., Salancick G., *The External Control of Organizations : A Resource Dependence Perspective*, Harper & Row, New York, 1978.
- 90- Picou A., Peluchon E. (1995) : The Texas-Mexico Maquila Industry : Expectations for the Future, *Journal of Borderland Studies*, X-2, Automne 1995.
- 91- PIORE M., SABEL C. (1984) : The Great Industrial Divide,
- 92- PNUD [Programme des Nations-Unies pour le Développement], 1990, *Rapport mondial sur le développement humain 1990 : définition et mesure du développement humain*, Economica, Paris, 250 p.
- 93- PNUD, Bureau des politiques de développement, fonds d'affectation spécial thématique, Site Web : <http://www.UNDP.org/french>, Octobre 2002
- 94- Porter M., *The competitive advantage of nations*, Macmillan, London, 1990.
- 95- RABELLOTI R. (1995) : Is There an Industrial District Model : Footwear districts in Italy and Mexico Compared, *World Development*, 23/1, Janvier 1995.

- 96- RABELLOTI R. (1999) : Recovery of a Mexican Cluster : Devaluation Bonanza or Collective Efficiency, *World Development*, 27 – 9
- 97- Région du Sud Ouest, Programme Régional de Développement, Madagascar, mai 2005
- 98- REQUIER-DESJARDINS D. (1999) : Globalisation et évolution des systèmes de production : l'Agro-industrie rurale et les systèmes agroalimentaires localisés dans les pays d'Amérique Latine, mimeo, UVSQ.
- 99- SCHMITZ H. (1993) : Small Shoemakers and Fordist Giants : Tale of a Supercluster, *World development*, 23-1, janvier 1995.
- 100- Schmitz H. (1995) : Small Shoemakers and Fordist Giants : Tale of a Super Cluster, *World Development*, 23-1, janvier 1995
- 101- SCHMITZ H. (1998) : Responding to Local Competitive Pressure : Local Co-operation and Upgrading in the Sinos Valley, Brazil, IDS working paper 82.
- 102- SCHNEIDER H. (1999) : Gouvernance participative : le chaînon manquant dans la lutte contre la pauvreté, Cahier de Politique Economique n° 17, OCDE.
- 103- Schultz T.W., 1961, "Investment in Human capital", *The American Economic Review*, vol. 51, pp.1-17.
- 104- Sen A.K., 1981, *Poverty and Famines*, Clarendon Press, Oxford.
- 105- Sen A.K., 1984, *Resources, Values and Development*, Harvard University Press, 547 p.
- 106- Sen A.K., 1985, *The Standard of Living*, Cambridge University Press, 125 p.
- 107- Sen A.K., 1987, *Commodities and Capabilities* Oxford India Paperbacks, Oxford University Press, Oxford, 89 p.
- 108- Sen A.K., 1993, "Capability and Well-Being", in *The Quality of Life*, M.C. Nussbaum and A. Sen (eds) Clarendon Press, Oxford, pp. 30-53.
- 109- Sen A.K., 2000a, "A Decade of Human Development", *Journal of Human Development*, Vol.1 no.1, pp. 17-23

- 110- Sen A.K., 2000b, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*, Editions Odile Jacob, Paris, 356 p.
- 111- SHAH A. (1998) : Balance, Accountability, and Responsiveness : Lessons about Decentralization, World Bank, Washington.
- 112- Sklair L (1993) : Assembling for Development : the Maquila Industry in Mexico and the United States, San Diego, Center for US-Mexican Studies, UCSD, 1993.
- 113- Streeten P. et al., 1981, *First Things First : Meeting Basic Human Needs in Developing Countries*, Oxford University Press.
- 114- Thorelly H.B., "Networks : Between Markets and Hierarchies", *Strategic Management Journal*, vol. 7, p. 37-51, 1986.
- 115- UNDP [United Nations Development Program], 1999, *The Human Development Report*, CD-Rom, Statistical Data Base, New-York.
- 116- UPDR, Monographie régionale, 2003, Madagascar
- 117- Vargas L. (1997) : Maquila Industry : Still Going Strong, Twin Plant News, février 1997.
- 118- Williamson O., "Corporate Finance and Corporate Governance ", *Journal of Finance*, vol. XLIII, p. 567-591, 1988.
- 119- Williamson O., *Market and Hierarchies : Analyses and Antitrust Implications*, The Free Press, New York, 1975.
- 120- Williamson O., *The Economic Institutions of Capitalism*, The Free Press, New York, 1985.
- 121- Winter G., 2001, *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs*. Karthala-IRD, Paris, 453 p.